

## **INTRASTAT 2019**

**Notice explicative**

**Merkblatt**

## **Rédacteur en chef**

**Alain Hoffmann**

## **Rédaction, coordination et conception graphique**

**Luc Kohlen**

**STATEC**

Institut national de la statistique  
et des études économiques

13, rue Erasme T +352 247-84219  
B.P. 304 info@statec.etat.lu  
L - 2013 Luxembourg www.statec.lu

La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source

	<b>Page</b>
<b>Version française</b>	<b>1-34</b>
<b>Formulaires</b>	<b>35-36</b>
<b>Table de conversion des codes marchandises 2018-2019</b>	<b>73</b>
	<b>Seite</b>
<b>Deutsche Fassung</b>	<b>37-70</b>
<b>Formulare</b>	<b>71-72</b>
<b>Umstellungstabelle der Warennummern 2018-2019</b>	<b>73</b>



# TABLE DES MATIÈRES

	<b>La statistique Intrastat en abrégé</b>	<b>4</b>
<b>1.</b>	<b>La statistique du commerce extérieur du Luxembourg</b>	<b>5</b>
1.1.	Le système de collecte statistique Intrastat	5
1.2.	Les utilisateurs des statistiques du commerce extérieur	5
1.3.	Diffusion des résultats de la statistique du commerce extérieur	5
<b>2.</b>	<b>Redevable de l'information statistique</b>	<b>6</b>
2.1.	Principe général	6
2.2.	Sanctions	6
2.3.	Exemption	6
2.4.	Contrôles	6
<b>3.</b>	<b>Recours à un Tiers-Déclarant</b>	<b>7</b>
3.1.	Responsabilité du redevable	7
3.2.	Obligations du tiers déclarant	7
<b>4.</b>	<b>Allègements dans le système Intrastat</b>	<b>8</b>
4.1.	Système de seuils d'exemption et de simplification	8
4.1.1.	Les différents seuils statistiques	8
4.1.2.	Déclaration détaillée étendue	8
4.1.3.	Schéma récapitulatif	9
4.1.4.	Exemples	9
4.2.	Application des seuils	10
4.2.1.	Montant cumulé des opérations intra-communautaires réalisées au cours de l'année	10
4.2.2.	Montant global des opérations intra-communautaires de l'année précédente	10
4.2.3.	Dispense	10
4.2.4.	Exemples	11
4.3.	Autres allègements prévus par le système Intrastat	11
4.3.1.	Limitation aux dix principaux codes de marchandises (NC8)	11
4.3.2.	Seuil par transaction	11
<b>5.</b>	<b>Portée de la statistique du commerce intra-communautaire de biens</b>	<b>12</b>
5.1.	Concept statistique de base	12
5.2.	Biens et mouvements spécifiques	12
5.2.1.	Transactions intra-UE d'une entreprise d'un autre État membre également inscrite au Luxembourg	14
5.2.2.	Notes de crédit	14
5.2.3.	Retour de marchandises	14
5.2.4.	Réparations et travail à façon	14
5.2.5.	Réparation / révision de véhicules et achat de carburant	15
5.2.6.	Abonnements	15
5.2.7.	Acomptes	15
5.2.8.	Cadeaux	15
5.2.9.	Déchets	15
5.2.10.	Leasing financier (location-vente)	15
5.2.11.	Location, prêt et leasing opérationnel de biens	16
5.2.12.	Logiciels	16
5.2.13.	Biens d'équipement	16
5.2.14.	Transfert de stocks	16
5.2.15.	Transactions avec des non-assujettis	16
5.3.	Marchandises exclues du système Intrastat	17
<b>6.</b>	<b>Transmission des données Intrastat au STATEC</b>	<b>18</b>
6.1.	Transmission mensuelle	18
6.2.	Service collecteur des déclarations Intrastat	18
6.3.	Délai de transmission	18
6.4.	Déclarations particulières	18
6.4.1.	Déclarations partielles	18

6.4.2.	Déclaration néant	18
6.5.	Supports de transmission	19
6.5.1.	Support informatique	19
6.5.1.1.	Autres formats informatiques	19
6.5.1.2.	Importation de données établies par un programme interne	19
6.5.2.	Support papier	19
6.5.3.	Formulaire Internet IDEP.WEB	20
6.6.	Rectification de déclarations	21
6.7.	Renvoi de déclarations par le STATEC	21
<b>7.</b>	<b>La déclaration Intrastat</b>	<b>22</b>
7.1.	Reprise des informations	22
7.2.	Entête de la déclaration	22
7.2.1.	Renseignements administratifs	22
7.2.2.	Période statistique	22
7.2.3.	Numéro TVA partenaire	22
7.2.4.	Masque de saisie IDEP.WEB	23
7.3.	Données statistiques	24
7.3.1.	Pays de provenance / Pays de destination	24
7.3.2.	Pays d'origine	24
	Géonomenclature par État	25
7.3.3.	Nature de transaction	27
7.3.4.	Mode de transport	29
7.3.5.	Code des marchandises interne	26
7.3.6.	Code des marchandises NC8	29
7.3.7.	Masse nette	29
7.3.8.	Unité statistique supplémentaire	30
7.3.9.	Devise	30
7.3.10.	Valeur facture	30
7.3.11.	Valeur statistique	30
7.3.12.	Référence	30
7.4.	Tableau récapitulatif des données sur les déclarations	31
<b>8.</b>	<b>Helpdesk Intrastat</b>	<b>32</b>
<b>9.</b>	<b>Principes en matière d'application de la confidentialité</b>	<b>32</b>
<b>10.</b>	<b>De quelle façon est établie la statistique du commerce extérieur?</b>	<b>33</b>
<b>11.</b>	<b>Références à la législation communautaire</b>	<b>34</b>
	<b>Formulaire</b>	<b>35</b>
	<b>Table de conversion 2018-2019</b>	<b>75</b>

# La statistique Intrastat en abrégé

## Intrastat (point 1.1)

Système de collecte des données statistiques concernant les transactions de marchandises entre le Luxembourg et les États-membres de l'UE.

## Base légale (point 12)

Règlements communautaires.

## Déclarant potentiel du système Intrastat (point 2)

Tout opérateur, personne physique ou morale assujettie à la TVA, effectuant des échanges de biens entre le Luxembourg et d'autres États membres, et ceci indépendamment de l'activité de l'opérateur, de la fréquence ou du but de ses échanges.

## Concept statistique de base (point 5.1)

- En principe, les opérations intra-communautaires ne concernent que les marchandises traversant physiquement la frontière luxembourgeoise à destination ou en provenance d'un autre État membre.
- En conséquence, il ne faut pas déclarer, entre autres, les opérations triangulaires (où les biens ne traversent pas physiquement la frontière) et les prestations de services (études, licences de logiciels,...).
- Pour 3 catégories de biens (bateaux maritimes, aéronefs et véhicules spatiaux), le principe du mouvement physique a été abandonné en faveur du principe du changement de propriété.
- Les biens et mouvements spécifiques et les biens exclus du système Intrastat sont traités aux points 5.2 et 5.3

## Dispense du système Intrastat (point 4.2.3)

- Les modalités de dispense s'évaluent par flux, c'est-à-dire séparément pour les arrivées et les expéditions. Une demande de dispense écrite peut être introduite lorsque la valeur des échanges intra-communautaires de biens matériels ne dépasse plus le(s) seuil(s) annuel(s) minimum.

## Début de l'obligation de déclaration (point 4.2.1)

- L'obligation de déclaration - pour un flux donné - naît au moment où la valeur cumulée des transactions de l'année en cours atteint le seuil de 200.000 (acquisitions) ou 150.000 € (expéditions). L'opérateur a l'obligation de transmettre au STATEC des déclarations mensuelles, et ceci à partir du mois où le seuil a été atteint.

## Supports de transmission (point 6.5)

- Déclaration électronique valable pour toutes les déclarations via la plateforme Internet IDEP.WEB gratuite (point 6.5.3). Formulaire papier, seulement autorisé pour les déclarations simplifiées.

## Délai de transmission (point 6.3)

- 16e jour ouvrable du mois suivant le mois de référence.

## Types de déclaration (point 4)

	Valeurs annuelles des opérations intra-communautaires (€)			
Arrivées	< 200.000	≥ 200.000	≥ 375.000	≥ 4.000.000
Expéditions	< 150.000	≥ 150.000	≥ 375.000	≥ 8.000.000
Type de déclaration	dispense	simplifiée	détaillée	détaillée étendue
Mode de transmission	---	IDEP.WEB / Papier	IDEP.WEB	IDEP.WEB

## Renseignements statistiques (point 7)

Données à indiquer au moyen de codes		Données à indiquer en valeurs numériques positives	
Pays de provenance	page 24	Code de marchandises	page 29
Pays de destination	page 24	Masse nette	page 29
Pays d'origine	page 24	Unité statistique supplémentaire	page 30
Nature de transaction	page 27	Valeur facture	page 30
Mode de transport	page 29	Valeur statistique	page 30

## Sanctions (point 2.2)

Le redevable qui se dérobe à l'obligation statistique (envoi tardif, renseignements inexacts, ...) est passible de sanctions.

# 1. LA STATISTIQUE DU COMMERCE EXTÉRIEUR DU LUXEMBOURG

## 1.1. Le système de collecte statistique Intrastat

L'avènement du Marché Unique le 1<sup>er</sup> janvier 1993 a bouleversé fondamentalement le système de la collecte des statistiques du commerce extérieur. Jusqu'à cette date, les informations statistiques relatives aux échanges de biens étaient collectées sur base des déclarations en douane. L'abolition des formalités douanières entre États Membres rendait nécessaire l'adoption d'un nouveau système de collecte des données, dénommé **système Intrastat**, comme base pour les **statistiques sur le commerce intra-communautaire**.

Le système Intrastat a la particularité de collecter les informations statistiques directement auprès des entreprises. Au moyen de déclarations mensuelles, celles-ci fournissent à l'autorité nationale compétente les données sur leurs opérations intra-communautaires. Lors de la conception du dispositif de collecte, la Commission Européenne a veillé à établir un équilibre entre, d'une part, la qualité statistique et, d'autre part, la charge pesant sur les entreprises. Un système de seuils d'exemption et de simplification a été introduit (voir chapitre 4), allégeant la charge de nombreux opérateurs intra-communautaires.

Au Luxembourg, le STATEC se charge de la collecte, du traitement et de la diffusion des données Intrastat.

## 1.2. Les utilisateurs des statistiques du commerce extérieur

Les dispositifs de collecte Intrastat (commerce intra-communautaire) et Extrastat (commerce hors UE) permettent au STATEC d'établir et de publier des statistiques mensuelles sur le commerce extérieur du Luxembourg. Les statistiques sur le commerce international sont une source importante pour beaucoup de centres décisionnels publics et privés, citons-en:

- Eurostat, pour l'élaboration des statistiques communautaires;
- les autorités communautaires (Commission Européenne, Banque Centrale Européenne,...) dans le cadre des politiques monétaire, économique, commerciale voire écologique;
- les organisations internationales telles que le FMI, l'ONU ou l'OCDE, pour l'évaluation de la politique économique;
- les ambassades et consulats s'intéressant aux enjeux commerciaux;
- les pouvoirs politiques nationaux, ainsi que les fédérations et chambres professionnelles;
- les entreprises, pour mieux se positionner sur le marché en suivant l'évolution des produits et/ou pour déceler de nouveaux marchés ou créneaux (**à votre demande, le STATEC vous fournit des données détaillées ou spécifiques concernant les marchandises échangées; voir point 1.3**)
- chaque autre intéressé (étudiant, journaliste, ...) à l'évolution des relations économiques extérieures et à l'évolution du solde de la balance commerciale.

## 1.3. Publications des statistiques du commerce extérieur

### Statistiques au Portail:

Des résultats agrégés sont diffusés gratuitement sur le site: [www.statec.lu](http://www.statec.lu)

Veillez sélectionner „ECONOMIE ET FINANCES“, „Relations économiques extérieures“ et finalement „Commerce extérieur“.

### Demandes de données statistiques détaillées:

Sur demande, des informations plus détaillées (par produits / par pays) peuvent être fournies.

Les demandes sont à adresser de préférence par email à: [demande-comext@statec.etat.lu](mailto:demande-comext@statec.etat.lu)

STATEC

Unité ENT1

Boîte postale 304

L-2013 Luxembourg

Tél: 247 84364



## 2. REDEVABLE DE L'INFORMATION STATISTIQUE

### 2.1. Principe général

En principe, tout opérateur effectuant des échanges de biens avec d'autres États membres de l'Union Européenne (opérateur intra-communautaire) a l'obligation de fournir l'information statistique requise à l'Institut national compétent. Les déclarants du système Intrastat peuvent aussi bien être des personnes physiques que des personnes morales (sociétés commerciales ou autres). Par la suite, ces déclarants seront appelés des redevables de l'information statistique (RIS).

Pour être redevable de l'information statistique, il faut en plus, dans l'État membre d'expédition ou dans l'État membre d'arrivée, selon le cas:

1. être identifié à la TVA.
2. répondre à une des conditions ci-après:
  - a) être partie au contrat ayant pour effet l'expédition ou la livraison des marchandises.
  - b) à défaut d'une partie au contrat décrite ci-dessus, être la personne qui procède ou fait procéder à l'expédition ou prend, ou fait prendre livraison des marchandises.

Dans la pratique, sont redevables de l'information statistique les assujettis à la TVA, y compris ceux qui ne réalisent que des opérations ne leur ouvrant aucun droit à déduction, et les personnes morales non-assujetties à la TVA, qui, en ce qui concerne leurs échanges intra-communautaires de biens, sont soumis dans l'État membre d'expédition, dans l'État membre d'arrivée ou dans les deux, aux obligations fiscales de déclaration prévues par la directive européenne 2006/112/CE.

### 2.2. Sanctions

L'obligation de remplir les déclarations résulte de la loi du 10 juillet 2011 portant organisation de l'Institut national de la statistique et des études économiques (art. 13). Le redevable qui se dérobe à l'obligation statistique est passible de sanctions.

**Art. 15 de la loi du 10.07.2011 du STATEC:** „Le refus de fournir les renseignements demandés, le refus de les fournir dans le délai prescrit ainsi que le fait de fournir intentionnellement des renseignements inexacts ou incomplets est passible d'une amende de 251 à 2500 euros“.

Précisons que la sanction ne libère pas le redevable de son obligation statistique. En aucun cas, l'amende ne dispensera le redevable de la fourniture de la déclaration Intrastat respective.

### 2.3. Exemption

Sont exemptés du devoir d'information statistique Intrastat:

- les particuliers.
- les personnes juridiques ou physiques qui sont déjà exemptés du dépôt d'une déclaration fiscale.
- les assujettis à la TVA dont les échanges intra-communautaires de biens ne dépassent pas le seuil d'exemption.

Ces exemptions ne font pas obstacle aux enquêtes périodiques qui peuvent être organisées en application de la réglementation communautaire.

### 2.4. Contrôles

Conformément au règlement (CE) N° 222/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 11 mars 2009 modifiant le règlement (CE) N° 638/2004 relatif aux statistiques communautaires des échanges de biens entre États membres de l'Union Européenne, l'Administration de la TVA fournit au STATEC des informations relatives aux flux intra-communautaires des entreprises.

Le STATEC consulte régulièrement les données TVA, afin de:

- détecter de nouveaux redevables,
- comparer ces données avec celles déclarées au STATEC avec comme objectif de détecter des erreurs.

Veuillez noter que l'Administration de l'Enregistrement, par contre, n'a pas accès aux données individuelles récoltées par le système Intrastat.

### **3. RECOURS A UN TIERS DECLARANT**

#### **3.1. Responsabilité du redevable**

Le redevable peut transférer la charge de l'établissement des déclarations Intrastat sur une tierce personne, appelée ici tiers déclarant. Ce transfert ne diminue en rien sa responsabilité en la matière. Le redevable de l'information statistique doit, bien entendu, fournir au tiers déclarant tous les renseignements nécessaires à l'accomplissement des obligations dont il se décharge.

#### **3.2. Le tiers déclarant**

Le tiers déclarant est un prestataire de services occasionnel ou permanent, tel qu'un expert-comptable, une firme spécialisée (fiduciaire, ...) ou même une agence en douane.

Le tiers déclarant doit résider dans un État membre, mais il n'est pas exigé que l'État membre où il réside soit celui où réside le redevable de l'information statistique ni même celui où ce dernier est redevable. Tout tiers déclarant qui ne réside pas au Luxembourg et qui ne dispose pas de numéro d'identification (numéro LU) doit introduire une demande auprès du STATEC pour obtenir un numéro d'identification relatif au système Intrastat.

## 4. ALLEGEMENTS DANS LE SYSTEME INTRASTAT

Dans un souci de ne pas imposer des charges excessives aux opérateurs économiques, le législateur communautaire a introduit un système de seuils. Ces seuils s'expriment en valeur annuelle des échanges intra-communautaires en deçà desquels les RIS sont dispensés de fournir des informations Intrastat ou peuvent fournir une information simplifiée.

Il est important de noter que les conditions et modalités d'allègements prévus par le système Intrastat s'appliquent par flux. Concrètement, il y a toujours lieu de traiter les arrivées indépendamment des expéditions. En aucun cas, les arrivées et les expéditions seraient à cumuler.

### 4.1. Système de seuils d'exemption et de simplification

Un système de seuils statistiques à trois niveaux a été mis en place:

- le seuil d'exemption
- le seuil de simplification
- le seuil détaillé

Ces seuils se définissent comme les limites - exprimées en valeurs annuelles d'opérations intra-communautaires - au niveau desquelles les obligations des redevables sont soit suspendues, soit allégées.

L'envergure des allègements dont vous pourriez bénéficier le cas échéant, est déterminée de la façon suivante:

- 1) le redevable évalue la valeur annuelle de ses opérations intra-communautaires tant à l'arrivée qu'à l'expédition. Veuillez noter que la valeur annuelle est calculée à partir du montant global de l'année précédente ou, le cas échéant, du montant cumulé de l'année en cours (voir paragraphe 4.2.).
- 2) les montants ainsi calculés permettent au redevable de classer chaque flux dans une des catégories que déterminent les trois seuils précités.

#### 4.1.1. Les différents seuils statistiques

Seuil d'exemption (200.000 euros pour les acquisitions, 150.000 euros pour les expéditions)

Sont dispensés de la déclaration périodique les redevables de l'information statistique dont le montant annuel des acquisitions intra-communautaires ne dépasse pas 200.000 euros et ceux dont les expéditions intra-communautaires ne dépassent pas 150.000 euros.

Seuil de simplification (375.000 euros par flux)

Les redevables dont le montant annuel de chacun des deux flux relatifs aux opérations intra-communautaires ne dépasse pas 375.000 euros, mais est supérieur à 200.000 euros pour les acquisitions, respectivement supérieur à 150.000 euros pour les expéditions, doivent remettre une déclaration simplifiée pour ce flux.

Seuils détaillés (4 millions euros pour les acquisitions; 8 millions euros pour les expéditions)

Acquisitions intra-communautaires (4.000.000 euros)

Les redevables dont le montant annuel des acquisitions intra-communautaires est compris entre 375.000 euros et 4 millions euros doivent remettre une déclaration détaillée.

Expéditions intra-communautaires (8.000.000 euros)

Les redevables dont le montant annuel des expéditions intra-communautaires est compris entre 375.000 euros et 8 millions euros doivent remettre une déclaration détaillée.

#### 4.1.2. Déclaration détaillée étendue

Lorsque le montant annuel est supérieur à 4.000.000 euros pour les acquisitions ou supérieur à 8.000.000 euros pour les expéditions, les redevables doivent remettre une déclaration détaillée étendue qui implique des indications additionnelles sur la valeur statistique et le mode de transport.

### 4.1.3. Schéma récapitulatif

	Valeurs annuelles des opérations intra-communautaires (€)			
Arrivées	< 200.000	≥ 200.000	≥ 375.000	≥ 4.000.000
Expéditions	< 150.000	≥ 150.000	≥ 375.000	≥ 8.000.000
Type de déclaration	dispense	simplifiée	détaillée	détaillée étendue
Mode de transmission	---	IDEP.WEB/Papier	IDEP.WEB	IDEP.WEB

### 4.1.4. Exemples

Exemple 1:

Valeur annuelle des acquisitions en 2018: 175.000 euros

Valeur annuelle des expéditions en 2018: 50.000 euros

L'entreprise est dispensée de l'établissement d'une déclaration Intrastat pour les deux flux, étant donné que la valeur annuelle est chaque fois inférieure au seuil de 200.000 respectivement 150.000 euros. Rappelons que les conditions et modalités d'allègements sont à déterminer séparément pour chaque flux, le flux d'arrivée et le flux d'expédition. En aucun cas, il faudra additionner la valeur des deux flux (175.000 euros dans notre exemple 1) pour déterminer le type de déclaration Intrastat à remplir, voire la dispense.

Exemple 2:

Valeur annuelle des acquisitions en 2018: 225.000 euros

Valeur annuelle des expéditions en 2018: 25.000 euros

Au vu des résultats de l'année 2018, la société communiquera des déclarations simplifiées pour les acquisitions. Par contre, elle bénéficiera d'une dispense pour les expéditions.

Exemple 3:

Valeur annuelle des acquisitions en 2018: 500.000 euros

Valeur annuelle des expéditions en 2018: 75.000 euros

Cette entreprise établira des déclarations détaillées pour les acquisitions, mais bénéficiera d'une exemption pour les expéditions.

Exemple 4:

Valeur annuelle des acquisitions en 2018: 225.000 euros

Valeur annuelle des expéditions en 2018: 300.000 euros

La société communiquera à partir du mois de janvier 2018 des déclarations simplifiées tant à l'expédition qu'à l'arrivée.

Exemple 5:

Valeur annuelle des acquisitions en 2018: 250.000 euros

Valeur annuelle des expéditions en 2018: 750.000 euros

L'entreprise transmettra des déclarations détaillées pour les expéditions et des déclarations simplifiées pour les acquisitions.

Exemple 6:

Valeur annuelle des acquisitions en 2018: 3.000.000 euros

Valeur annuelle des expéditions en 2018: 9.000.000 euros

L'opérateur intra-communautaire transmettra des déclarations détaillées étendues (avec indication de la valeur statistique et du mode de transport) pour les expéditions et des déclarations détaillées (sans indication de la valeur statistique et du mode de transport).

## 4.2. Application des seuils

Au paragraphe 4.1, nous venons de spécifier que la valeur annuelle des flux est calculée à partir du montant global de l'année précédente ou, le cas échéant, du montant cumulé de l'année en cours.

Les redevables sont contactés par lettre sur base des opérations intra-communautaires indiquées sur les déclarations TVA. Dans le cas d'une déclaration TVA trimestrielle ou annuelle, le STATEC n'est pas en mesure de déterminer le mois exact de dépassement du seuil. Par conséquent, le premier mois (janvier, avril, juillet ou octobre) de la période de dépassement concernée est indiqué par défaut comme début de redevabilité des déclarations Intrastat. Le redevable est tenu de calculer le mois exact de dépassement du seuil et d'en informer le STATEC afin que le début de redevabilité puisse être déterminé.

### 4.2.1. Montant cumulé des opérations intra-communautaires réalisées au cours de l'année

En effet, l'opérateur intra-communautaire qui

- vient de débiter ses activités commerciales au cours de l'année, ou
- bénéficie d'un allègement, voire d'une dispense, au vu de ses résultats de l'année précédente,

doit également prendre en considération le résultat de l'année en cours.

L'opérateur précité est tenu de vérifier – mensuellement et pour chaque flux – si les conditions et modalités d'allègements, dont il bénéficie actuellement, restent en vigueur pour le mois prochain. La procédure à appliquer est la suivante: le redevable évalue – pour chaque flux – le montant cumulé de ses opérations intra-communautaires réalisées au cours de l'année, ce qui lui permet de se classer dans une des catégories que déterminent les quatre seuils.

Si le montant ainsi calculé ne dépasse pas le seuil ayant déterminé jusqu'à présent ses obligations statistiques, les conditions et modalités d'allègements demeurent inchangées pour l'opérateur.

Par contre, si le montant dépasse ce seuil, le redevable devra se conformer aux obligations statistiques liées au nouveau seuil. Il y a lieu de distinguer entre:

- 1) Les redevables bénéficiant d'une dispense ou venant de débiter leurs activités commerciales.  
Dans la mesure où, en cours d'année, le montant cumulé des acquisitions intra-communautaires dépasse le seuil d'exemption de 200.000 euros et/ou le montant cumulé des expéditions intra-communautaires dépasse le seuil d'exemption de 150.000 euros, le redevable exempté devra remplir ses formalités (déclarations mensuelles Intrastat) pour le mois et à partir du mois au cours duquel le seuil a été dépassé.
- 2) Les redevables établissant des déclarations simplifiées (ou détaillées).  
Lorsque le montant cumulé des activités intra-communautaires dépasse en cours d'année le seuil de simplification (ou le seuil détaillé), le redevable devra - à partir du mois suivant - établir une déclaration détaillée (ou déclaration détaillée étendue).

### 4.2.2. Montant global des opérations intra-communautaires de l'année précédente

Avec la clôture de l'année (c.à d. après dépôt de la déclaration du mois de décembre), tous les redevables – bénéficiant d'allègements ou non - peuvent évaluer à nouveau leur situation. La valeur annuelle des opérations intracommunautaires permettra aux redevables de se classer par rapport aux quatre seuils et de déterminer le niveau des allègements dont ils bénéficieront, le cas échéant, à partir de la déclaration couvrant le mois de janvier de l'année prochaine.

Cette deuxième opération se distingue de la première (point 4.2.1) du fait que le redevable peut – si les conditions sont remplies – bénéficier d'un niveau d'allègements plus élevé. Veuillez consulter à ce sujet également le point suivant 4.2.3.

Le formulaire Internet IDEP.WEB vous informe du dépassement d'un des seuils et qu'une déclaration plus détaillée est à remplir à l'avenir.

### 4.2.3. Dispense

Une société qui constate en fin d'année que ses échanges intra-communautaires ne dépassent plus les 200.000 euros à l'arrivée et/ou 150.000 euros à l'expédition par an peut demander par écrit/email au STATEC - pour le ou les flux en question - une dispense de la déclaration Intrastat pour l'année suivante.

#### **4.2.4. Exemples**

**A)** Dépassement du seuil pour une entreprise bénéficiant d'une dispense au vu des résultats de l'année précédente.

Montant total des acquisitions en 2018: 180.000 euros  
(donc dispensée, car en dessous du seuil d'exemption de 200.000)

Montant cumulé de janvier à avril 2019: 80.000 euros  
(donc dispensée pour les mois de janvier à avril 2019)

Montant du mois de mai 2019: 130.000 euros  
Montant cumulé janvier-mai 2019: 210.000 euros  
(dépassement du seuil d'exemption en mai 2019, donc une déclaration simplifiée serait à établir pour le mois et à partir du mois de mai 2019)

**B)** Dépassement du seuil par une entreprise ayant jusqu'à présent communiqué des déclarations simplifiées.

Montant total des expéditions en 2018: 330.000 euros  
(la valeur en 2018 étant en dessous du seuil de simplification fixé à 375.000 euros, le redevable continuera à communiquer des déclarations simplifiées à partir du mois de janvier 2019)

Montant cumulé janvier à mai 2019: 300.000 euros  
(déclaration simplifiée pour les mois de janvier à mai 2018)

Montant du mois de juin 2019: 160.000 euros  
Montant cumulé janvier-juin 2019: 460.000 euros  
(dépassement du seuil de simplification en juin 2019, donc le redevable établira une déclaration détaillée à partir du mois de juillet 2019).

### **4.3. Autres allègements prévus par le système Intrastat**

#### **4.3.1. Limitation aux dix principaux codes de marchandises (NC8)**

La présente disposition s'adresse uniquement aux redevables établissant des déclarations simplifiées (200.000 / 150.000 euros < montant annuel  $\leq$  375.000 euros).

Ces entreprises peuvent mentionner sur la déclaration simplifiée les dix codes de marchandises de la nomenclature combinée (NC8) les plus importants en valeur pour la période couverte par la déclaration. Les autres marchandises peuvent être regroupées sous le code marchandise 99500000. Il y a toujours lieu de ventiler ensuite les codes NC8 par pays partenaire.

#### **4.3.2. Seuil par transaction**

Tous les redevables ont la faculté de regrouper sous la position 99500000 leurs transactions inférieures à 100 euros. A nouveau, il y a lieu de ventiler ce code NC8 par pays partenaire.

## 5. PORTÉE DE LA STATISTIQUE DU COMMERCE INTRA-COMMUNAUTAIRE DE BIENS

### 5.1. Concept statistique de base

De manière générale, la statistique du commerce intra-communautaire de biens enregistre toutes les marchandises qui font augmenter ou diminuer le stock des ressources matérielles d'un État membre en entrant (arrivées en provenance d'un autre État membre) ou sortant (expéditions à destination d'un autre État membre) de son territoire économique.

La statistique du commerce intra-communautaire du Luxembourg ne recense donc en principe que les marchandises traversant physiquement la frontière luxembourgeoise (y compris l'énergie électrique et le gaz) à destination ou en provenance d'un autre État membre. Le transfert de propriété n'est pas un facteur déterminant pour la statistique du commerce extérieur, excepté pour trois catégories de biens :

1. bateaux affectés à la navigation maritime,
2. aéronefs exploités par une compagnie aérienne,
3. véhicules spatiaux tels que les satellites.

Pour ces catégories de biens, le principe du mouvement physique de marchandises est abandonné en faveur du principe du changement de propriété entre un résident et un non-résident.

Eu égard au concept de base, il convient d'exclure de la statistique du commerce extérieur:

1. Les marchandises en simple circulation (biens en transit), c.à.d. qui traversent directement le pays ou s'y arrêtent pour des raisons liées exclusivement au transport;
2. Les biens admis ou expédiés temporairement (à l'exception des biens destinés au travail à façon ou à la réparation) lorsque la durée prévue de l'usage temporaire ne doit pas ou ne devait pas dépasser les 24 mois. Citons, par exemple, la location, le prêt ou le leasing opérationnel d'une voiture pour une durée inférieure à 24 mois;
3. Les opérations triangulaires (à l'exception de celles qui concernent les bateaux maritimes, aéronefs et véhicules spatiaux) où seulement des opérations financières ou autres ont lieu entre un résident et un non-résident sans que les marchandises transitent physiquement la frontière luxembourgeoise;
4. Les frais liés à des prestations de service (à l'exception des coûts liés au travail à façon ou à la réparation de biens traversant la frontière) tels que l'acquisition ou la vente de licences, la réalisation d'études, le coût de la main d'œuvre, ...

### 5.2. Biens et mouvements spécifiques

#### 5.2.1. Transactions intra-UE d'une entreprise d'un autre État membre également inscrite au Luxembourg.

Sont visées dans ce contexte les transactions intra-communautaires du Luxembourg - généralement à l'arrivée - au cours desquelles intervient une entreprise établie dans un autre État membre, mais également inscrite au Luxembourg (sans y avoir forcément un établissement).

En pratique, les transactions peuvent se rapporter à des ventes à distance ou encore à des activités de construction ou de montage.

Les différentes parties économiques sont:

A = une entreprise établie dans un autre État membre

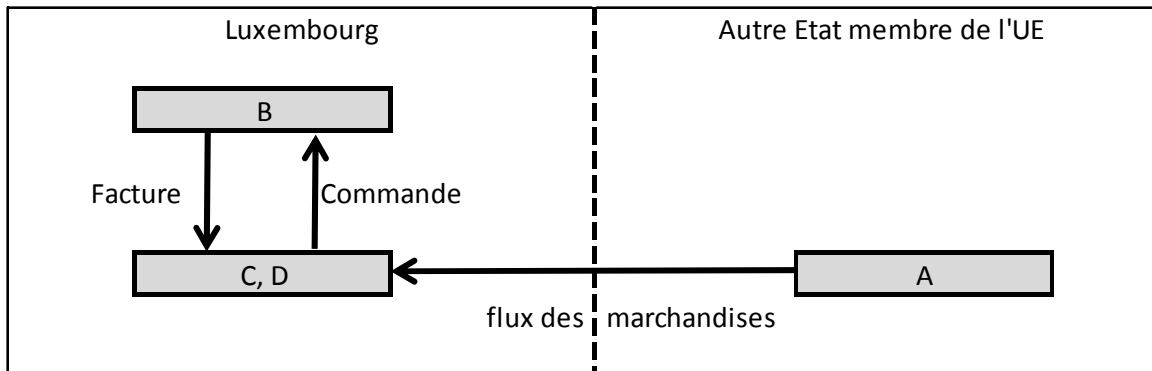
B = la même entreprise A inscrite au Luxembourg (et ayant de ce fait un numéro d'identification LU)

C = une autre entreprise établie au Luxembourg

D = un particulier résidant au Luxembourg

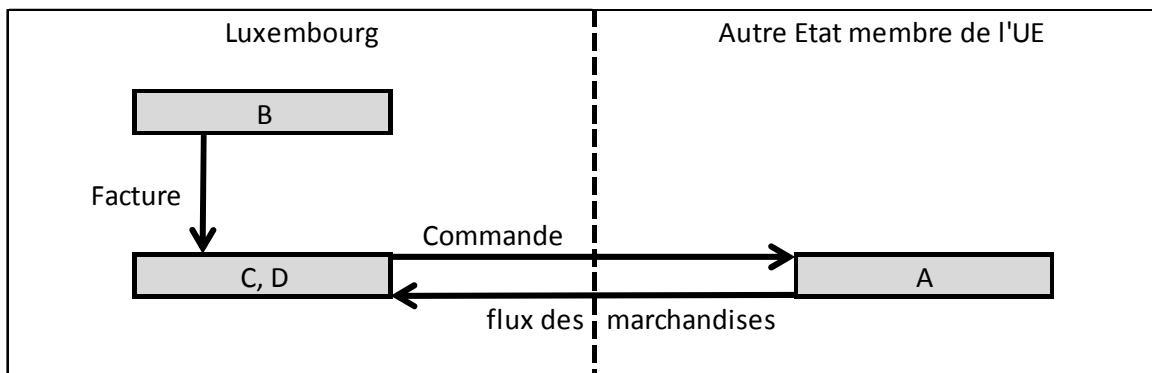
Cas 1:

C ou D ont lancé leur commande auprès de B, mais A les approvisionne directement. La facture est établie par B (avec TVA luxembourgeoise). Dans ce cas B est le redevable de l'information statistique (RIS) et doit établir la déclaration Intrastat même si les marchandises sont directement destinées à des particuliers. C (et D) sont dispensés.



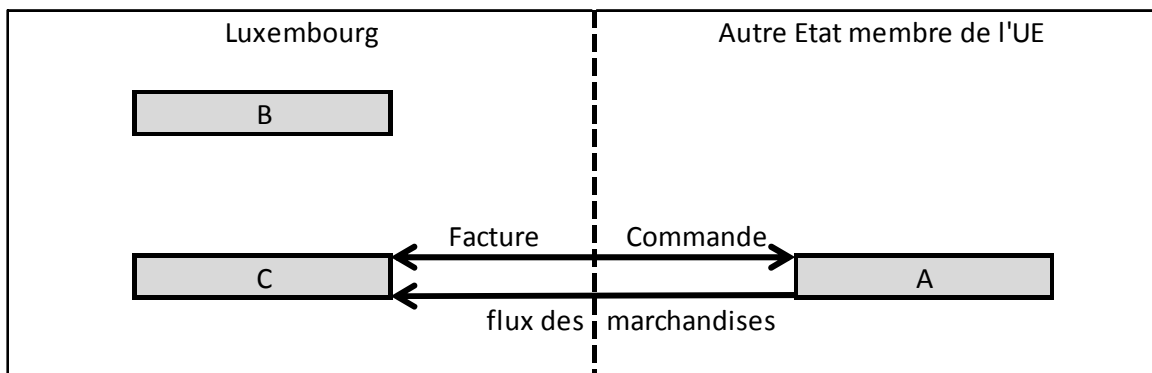
Cas 2:

C ou D ont lancé, leur commande auprès de A qui les approvisionne directement. Toutefois la facture est établie par B (avec TVA luxembourgeoise). Dans ce cas B est le redevable de l'information statistique (RIS) et doit établir la déclaration Intrastat même si les marchandises sont directement destinées à des particuliers. C (et D) sont dispensés.



Cas 3:

C commande auprès de A et reçoit la marchandise directement de A. La facture (sans TVA luxembourgeoise) est établie par A. En fait B n'intervient pas dans la relation entre C et A. Dans ce cas, C est le RIS et doit établir la déclaration Intrastat.



Compte tenu de la marge d'interprétation qui peut à la rigueur prévaloir dans les différents cas de figure, il est dans l'intérêt de tous qu'une concertation ait lieu entre les acteurs pour éviter un double emploi ou, au contraire, pour courir le risque de devoir établir rétroactivement un nombre important de déclarations.



## 5.2.2. Les notes de crédit

1. Les notes de crédit relatives à des escomptes et remises ne sont pas à déclarer. Il faut donc indiquer le montant brut facturé.
2. Par contre, les notes de crédit se rapportant à des marchandises retournées au vendeur sont à déclarer comme retour de marchandises sur la déclaration des expéditions (Nature de transaction 21), pour autant que l'entreprise est tenue à produire une déclaration des expéditions (c.-à-d. dans le cas où elle dépasse le seuil de 150.000 euros en expéditions). Lorsque le retour des marchandises s'opère au cours du mois de la réception des marchandises, il suffit de déclarer au niveau des acquisitions ce que l'acquéreur a effectivement gardé et payé. La procédure "miroir" s'applique au vendeur qui reprend des marchandises.
3. Enfin, les notes de crédit pour facture erronée sont à déclarer comme correction au service Intrastat. (voir point 6.6).

## 5.2.3. Retour de marchandises (voir aussi le point 7.3.2 - nature de transaction)

Le retour de marchandises c.à d. les marchandises non acceptées par l'acheteur et retournées au vendeur sont à déclarer comme des expéditions (nature de transaction 21) pour autant que l'entreprise est tenue à produire une déclaration des expéditions c.-à-d. si elle dépasse le seuil de 150.000 euros en expédition. Lorsque le retour des marchandises s'opère au cours du mois de la réception des marchandises, il suffit de déclarer au niveau des acquisitions ce que l'acquéreur a effectivement gardé et payé. De même, un retour de marchandises après une expédition est une arrivée avec le code « Nature de transaction 21 » (voir aussi le point 7.3.2 - nature de transaction).

## 5.2.4. Réparations et travail à façon

Des marchandises échangées en vue ou à la suite d'opérations de réparations ou de travail de perfectionnement (travail à façon) sont à déclarer en Intrastat. Précisons qu'il s'agit bien d'une exception. En principe, les transferts passagers de marchandises d'un pays à l'autre d'une durée inférieure à 24 mois (ex: transfert de machines nécessaires sur un chantier) ne font pas l'objet d'une collecte statistique Intrastat.

L'expédition ou l'arrivée des marchandises en vue d'un travail à façon ou d'une réparation doit être déclarée pour la valeur totale (estimée) du bien. Lors de la réexpédition ou du retour des marchandises après travail à façon ou réparation, la même valeur estimée doit être déclarée pour Intrastat, augmentée des frais de perfectionnement ou de réparation.

Il y a lieu de distinguer entre les déclarations détaillées étendues et les déclarations détaillées ou simplifiées.

### 1) Déclaration détaillée étendue (indication obligatoire de la valeur statistique)

Point de vue du donneur d'ordre:

	Expédition en vue du travail à façon / de réparation	Arrivée après travail à façon / réparation
Nature de transaction	code 41/61	code 51/62
Montant facturé	0 *	valeur du travail presté par le façonnier
Valeur statistique	Valeur de la marchandise	Valeur de la marchandise, du travail presté par le façonnier et du transport

Point de vue du façonnier:

	Arrivée en vue du travail à façon / de réparation	Expédition après travail à façon / réparation
Nature de transaction	code 41/61	code 51/62
Montant facturé	0 *	valeur du travail presté par le façonnier
Valeur statistique	Valeur de la marchandise + valeur du transport	Valeur de la marchandise + valeur du travail presté par le façonnier

\*Dû à une convention communautaire, le formulaire Internet IDEP.WEB n'accepte pas le chiffre „0“. Dans ce cas, nous vous prions de bien vouloir introduire dans la case „montant facturé“ la valeur „1“ au lieu de la valeur „0“.

## 2) Déclaration détaillée ou simplifiée

Les entreprises dispensées de la déclaration de la valeur statistique indiquent la valeur définie ci-dessous dans la rubrique „montant facturé“.

Point de vue du donneur d'ordre:

	Expédition en vue du travail à façon / de réparation	Arrivée après travail à façon / réparation
Nature de transaction*	code 41/61	code 51/62
Montant facturé	Valeur de la marchandise	Valeur de la marchandise et du travail presté par le façonnier

Point de vue du façonnier:

	Arrivée en vue du travail à façon / de réparation	Expédition après travail à façon / réparation
Nature de transaction*	code 41/61	code 51/62
Montant facturé	Valeur de la marchandise	Valeur de la marchandise et du travail presté par le façonnier

\* Cette case ne figure pas dans la déclaration simplifiée

### 5.2.5. Réparation/révision de véhicules

La réparation ou la révision de véhicules, effectuée sur le territoire d'un autre État membre, est à déclarer. Voir également les points 5.2.4 (Réparations) et 7.3.2 (Nature de la transaction).

### 5.2.6. Abonnements pour une livraison dont le chargement n'aura lieu que plus tard

Abonnements de périodiques, revues, etc. - La valeur des marchandises peut être déclarée en une fois avec le code marchandise approprié (voir chapitre 49 de la nomenclature combinée), et non pas pour chaque envoi réel.

### 5.2.7. Acomptes

La déclaration a lieu au moment de l'arrivée/expédition (principe du mouvement physique) et pour le montant total. Les acomptes ne doivent pas être déclarés séparément.

### 5.2.8. Cadeaux

Les cadeaux ou envois gratuits (à l'exception du matériel publicitaire et des échantillons commerciaux) sont à déclarer avec la valeur totale estimée réelle des marchandises (p.ex. pièces de rechange,...).

### 5.2.9. Déchets

Les échanges de déchets sont à déclarer en Intrastat. On distingue 3 types de transactions (nature de transaction):

- 11: achat/vente de déchets avec valeur marchande
- 41/51: recyclage de déchets avec retour du matériel recyclé au commanditaire (travail à façon)
- 99: élimination de déchets sans valeur marchande entraînant des frais d'enlèvement ou de traitement pour le commanditaire (par convention: montant facturé = 1 euro).

### 5.2.10. Leasing financier (location-vente)

Le leasing financier avec transfert de propriété doit être déclaré au moment où ce transfert a lieu. La valeur totale et non la valeur restante de la marchandise faisant l'objet du contrat est à déclarer. Les loyers sont calculés de manière à couvrir entièrement ou pratiquement entièrement la valeur des biens. Les risques et bénéfices liés à la possession des biens sont transférés au locataire. A la fin du contrat, le locataire devient effectivement propriétaire des biens.

### **5.2.11. Location, prêt et leasing opérationnel de biens**

Seuls la location, le prêt ou le leasing opérationnel de biens d'une durée supérieure à 24 mois sont à déclarer. Le leasing opérationnel est un bail simple, sans option d'achat. Le locataire bénéficie de l'usage total du bien, mais sans endosser le risque de la propriété. Le loueur garde la propriété du matériel en fin de bail et assure sa recommercialisation.

### **5.2.12. Logiciels**

Les logiciels informatiques standards tels que tableurs, traitements de texte, programmes de mise en page, bases de données (...) faisant l'objet d'une transaction commerciale sont à déclarer en Intrastat. La valeur se compose non seulement de la valeur du support, mais également de celle du logiciel. Par contre, si le logiciel a été conçu à la demande d'un client particulier, il n'est pas repris en Intrastat. De plus, si le logiciel ou la software est livré par Email ou Internet, la transaction n'est pas reprise en Intrastat étant donné qu'il n'y a pas de support physique.

### **5.2.13. Biens d'équipement**

L'acquisition voire la revente de biens d'équipement (machine de production, voiture de service, camion, ordinateur, ...) et de biens comptabilisés sous frais généraux (fournitures de bureau, accessoires, ...) sont à indiquer dans la déclaration Intrastat.

### **5.2.14. Transfert de stocks.**

Il y a lieu de distinguer deux cas:

1. mouvement de stocks en provenance ou à destination d'un État membre de l'UE entraînant un transfert effectif, prévu ou futur de propriété contre compensation financière ou autre (p.ex. arrivées / expéditions de marchandises dans un entrepôt ou centre de distribution en attente d'une vente à des clients): suivant les caractéristiques du transfert, les mouvements de stocks précités sont à déclarer avec la nature de transaction 11, 12, 13, 14 ou 19.
2. mouvement de stocks en provenance ou à destination d'un État membre de l'UE où aucun changement de propriété n'est prévu (p.ex. transferts de biens à l'étranger ayant des raisons purement logistiques où les marchandises sont supposées retourner dans l'État membre d'origine): ces transferts de stocks sont à déclarer avec la nature de transaction 92.

### **5.2.15. Transactions avec des non-assujettis.**

Les transactions (achats et ventes) avec des non-assujettis (p.ex. des personnes privées) sont à déclarer sous le code de nature de transaction 11.

### 5.3. Marchandises exclues du système Intrastat

Certaines marchandises circulant entre États membres ne doivent pas être déclarées en Intrastat. Il s'agit essentiellement de marchandises faisant l'objet d'un échange de nature passagère ou ne faisant pas l'objet d'une transaction commerciale.

Sont exclues les données relatives aux marchandises suivantes:

- a) l'or dit monétaire;
- b) les moyens de paiement ayant cours légal et les valeurs, y compris ceux servant à payer des services, tels que l'affranchissement, les impôts ou les redevances;
- c) les biens destinés à un usage temporaire (par exemple, location, prêt, leasing opérationnel), pourvu que toutes les conditions suivantes soient réunies:
  - aucun perfectionnement/réparation n'est ou n'a été envisagé ou effectué,
  - la durée prévue de l'usage temporaire ne doit pas ou ne devait pas dépasser les 24 mois,
  - l'expédition/l'arrivée ne doit pas être déclarée comme livraison/acquisition aux fins de la TVA;
- d) les biens circulant entre un État membre et ses enclaves territoriales dans d'autres États membres et l'État membre hôte et les enclaves territoriales d'autres États membres ou des organisations internationales. Les enclaves territoriales comprennent les ambassades et les forces armées nationales stationnées en dehors du territoire du pays d'origine;
- e) les biens véhiculant de l'information personnalisée, y compris les logiciels.  
Il s'agit de vecteurs d'information tels que des disquettes, des bandes d'ordinateur, des pellicules, des plans, des bandes audio et vidéo, des CD-ROM stockant un logiciel informatique qui ont été mis au point pour répondre à la commande d'un client particulier ou qui ne font pas l'objet d'une opération commerciale, ainsi que les biens livrés en compléments, par exemple les mises à jour qui ne sont pas facturées aux destinataires;
- f) les logiciels téléchargés à partir d'Internet;
- g) les biens fournis gratuitement et ne faisant pas l'objet d'une transaction commerciale, à condition que ce soit dans la seule intention de préparer ou de soutenir une transaction commerciale prévue à une date ultérieure, en démontrant les caractéristiques des biens ou services tels que matériel publicitaire et échantillons commerciaux;
- h) les moyens de transport circulant pendant leur fonctionnement, y compris les lanceurs de véhicules spatiaux au moment du lancement dans l'espace.

## **6. TRANSMISSION DES DONNEES INTRASTAT AU STATEC**

### **6.1. Transmission mensuelle**

Le redevable ou, le cas échéant, le tiers déclarant désigné remet au STATEC les données sur les opérations intra-communautaires au moyen de déclarations récapitulatives mensuelles, dénommées déclarations Intrastat. Précisons à ce sujet que:

- des déclarations distinctes sont à établir pour les expéditions et les acquisitions,
- une déclaration trimestrielle semblable à la déclaration de TVA et à l'état récapitulatif n'est pas possible.

### **6.2. Service réception**

#### **Déclarations sur support papier:**

STATEC  
Service Intrastat  
Boîte postale 304  
L-2013 Luxembourg  
Fax:46 42 89

#### **Déclarations par email aux formats Excel, PDF ou JPG:**

info-intrastat@statec.etat.lu

### **6.3. Délai de transmission**

Les déclarations doivent parvenir au STATEC le **16e jour ouvrable** qui suit le mois de référence.

### **6.4. Déclarations particulières**

#### **6.4.1. Déclarations partielles**

Le redevable peut transmettre les données relatives à un mois donné, soit au moyen d'une déclaration unique, soit au moyen de plusieurs déclarations partielles.

En cas de transmission de déclarations partielles, le délai de transmission précité s'applique à la dernière déclaration partielle concluant le mois en question.

#### **6.4.2. Déclaration néant**

Au cas où le déclarant n'a pas de mouvement à déclarer (soit à l'expédition, soit à l'arrivée), il y a lieu d'envoyer une déclaration "NEANT" afin d'éviter l'envoi de rappels inutiles.

## 6.5. Supports de transmission

La déclaration Intrastat peut être établie et transmise,

- Les déclarations détaillées et détaillées étendues doivent obligatoirement être établies via le formulaire Internet IDEP.WEB: <https://services.statec.lu/IdepWeb/>
- Les déclarations simplifiées peuvent être établies sur papier ou via IDEP.WEB.

### 6.5.1. Support informatique

**À partir du seuil annuel de 375.000 euros, les sociétés doivent utiliser la solution Internet IDEP.WEB.**

IDEP.WEB présente de nombreux atouts:

- encoder les données requises ou importer ces données d'un programme interne à votre société.
- recourir à des tables adaptées à l'environnement de la société.
- utiliser vos propres codes internes au lieu des codes de marchandises.
- prédéfinir des lignes de déclarations (particulièrement utile lorsque la société échange souvent les mêmes produits).
- ...

Pour de plus amples détails, veuillez consulter nos informations sur IDEP.WEB au point 6.5.3.

#### 6.5.1.1. Autres formats informatiques

Veuillez noter que le STATEC n'accepte pas de formats informatiques autres que celui d'IDEP. Nous restons toutefois à votre disposition pour élaborer, avec vous, une solution – praticable et gratuite – adaptée à votre environnement informatique.

#### 6.5.1.2. Importation de données établies par un programme propre à la société

Rappelons que la plateforme IDEP.WEB permet l'importation de données établies par un programme interne à votre société. Cette procédure a l'avantage non négligeable de vérifier les données à la source, à l'aide des fonctions de contrôle inhérentes à IDEP.WEB. En outre, il est possible de compléter ou rectifier les données ainsi importées. Dès lors, le risque de se voir retourner la déclaration Intrastat est minimisé.

En cas de problèmes (par exemple lors de l'installation de l'interface, ...), le helpdesk du STATEC se tient à votre disposition. Il suffit de nous transmettre les fichiers établis par votre propre programme informatique ou par votre logiciel de comptabilité. Après avoir analysé ces fichiers, le STATEC se propose de vous trouver une solution, gratuite et praticable, adaptée à votre environnement informatique.

### 6.5.2. Support papier

Seulement les redevables qui ne dépassent pas le seuil annuel de 375.000 Euros peuvent établir les déclarations Intrastat simplifiées sur support papier ou par courriel. Il y a lieu d'utiliser les formulaires à la fin de la version française de cette notice, respectivement de télécharger les formulaires PDF de notre site Internet [www.statec.lu](http://www.statec.lu) (Enquêtes - Espace entreprises - Intrastat).

Nous vous prions de remplir le formulaire Intrastat à l'aide de caractères bien lisibles. Si votre déclaration dépasse le cadre d'une page, veuillez utiliser des relevés supplémentaires et prévoir une numérotation des feuilles (en haut à droite). Il est recommandé de garder au niveau de l'entreprise une copie de la déclaration Intrastat envoyée au STATEC.

### 6.5.3. Formulaire Internet IDEP.WEB pour les déclarations „Intrastat“ et „Balance des paiements“

Fonctionne sur les navigateurs les plus populaires: Internet Explorer, Mozilla Firefox, Google Chrome, Safari, Opera.

#### Demande d'un compte utilisateur:

- Pour accéder au logiciel, il vous faut un compte utilisateur avec un mot de passe. Après réception de votre demande, ce compte vous parviendra par courrier postal recommandé dans les meilleurs délais.
- Veuillez envoyer la demande de compte à l'adresse [luc.kohnen@statec.etat.lu](mailto:luc.kohnen@statec.etat.lu) en indiquant les informations suivantes:
  - le numéro d'identification de la société (LU\_\_\_\_\_),
  - le nom et l'adresse de la société,
  - les coordonnées de la personne de contact de la société redevable (prénom, nom, n° téléphone, adresse email)

#### Avantages:

- accès à tout moment via Internet à vos données.
- accusé de réception immédiat et par courriel.

#### Langues:

- français, allemand, anglais

#### Simple encodage:

- entrée des données avec vérification immédiate.

#### Importation de données:

- possibilité de reprendre les données de programmes commerciaux usuels.
- possibilité de reprendre des données de vos propres fichiers (Excel, dbase, MS-Access, textes).
- possibilité de télécharger les tables Intrastat et Balance des paiements pour vos logiciels internes.

#### Adaptation à la situation société:

- copie d'anciennes lignes ou d'anciennes déclarations.
- possibilité de travailler avec le nom sous lequel vous connaissez vos marchandises.
- création de lignes modèles (lignes de déclaration préparées).
- table avec vos partenaires commerciaux (expéditions).

#### Recherche des codes marchandises:

- la recherche par mot clé fonctionne en trois langues (français, allemand, anglais). Il est possible de changer de langue durant la recherche.

#### Déclaration / tiers-déclarant:

- si le redevable a transmis une partie de la charge de déclaration à un tiers-déclarant, le redevable a accès à toutes les déclarations, tandis que le tiers-déclarant a seulement accès aux déclarations établies par lui-même.

#### Aide:

- une aide est disponible pour chaque menu et option, ainsi que des manuels.

#### Informations générales sur IDEP.WEB:

- M. Jean-Pierre Jossa, support-intrastat@statec.etat.lu, tél.: 247 84286

## 6.6. Rectifications de déclarations

Si vous constatez qu'une déclaration déjà envoyée est erronée, la procédure à suivre est la suivante:

### Utilisateurs du formulaire Internet IDEP.WEB:

Dans le cas où vous voulez corriger une déclaration déjà envoyée, il y a lieu de choisir l'option « Remplacer ». Les données de la déclaration déjà envoyée seront copiées dans la nouvelle déclaration. Après redressement (ajoutes, corrections, effacements) et transmission, cette nouvelle déclaration remplacera celle envoyée auparavant.

### Déclarants utilisant le formulaire papier:

Vous rectifiez les erreurs (ajoutes, corrections, effacements) de la première déclaration et vous la transmettez de nouveau. Il est indispensable d'identifier le nouveau formulaire par la mention "Annule et remplace".

## 6.7. Renvoi de déclarations par le STATEC

Le redevable n'a pas seulement l'obligation de remettre les déclarations au STATEC dans le délai prescrit, mais il est également tenu à fournir des informations exactes ou conformes aux prescriptions. Les déclarations comportant des erreurs peuvent être refusées et retournées au redevable.

Le formulaire Internet IDEP.WEB a l'avantage de disposer de procédures de contrôles automatiques examinant les données dès leur entrée ou saisie. Un refus de la déclaration établie par IDEP.WEB est ainsi peu probable, vu que le taux d'erreurs est fortement réduit.

Les sources d'erreurs ou d'irrégularités sont plus nombreuses pour les déclarations établies sur format papier. Citons à titre indicatif:

- la lisibilité de la déclaration,
- l'intégralité des informations (par exemple si toutes les cases du formulaire sont remplies).
- des codes incompatibles avec les tables Intrastat (Nomenclature Combinée, Géonomencature, ...),



## 7. LA DECLARATION INTRASTAT

Les renseignements contenus dans les déclarations ne seront utilisés qu'à des fins statistiques. Le STATEC garantit la confidentialité de toutes les données individuelles. Les valeurs numériques sont à indiquer en chiffres positifs.

### 7.1. Reprise des informations

En général, les données concernant Intrastat peuvent être déduites:

- des factures d'achat et de vente
- des documents de transport ou des bons de livraison
- des contrats ou bons de commande
- ...

Rappelons les maintes exceptions et particularités (commerce triangulaire, cas particuliers, marchandises exclues, e.a.) énumérées au chapitre 5. „Portée de la statistique du commerce intra-communautaire de biens“.

### 7.2. Renseignements administratifs

#### 7.2.1. Coordonnées du redevable de l'information statistique

##### N° LU

Le redevable de l'information statistique doit indiquer son numéro TVA LU.

Dans le cas où une société – se divisant en plusieurs filiales identifiées par un même numéro LU (par exemple 12345678) - fait des déclarations à partir de plusieurs unités de production, le numéro LU est à compléter par un code à deux chiffres (par exemple 1234567801 et 1234567802) - en concertation avec le STATEC. Cette opération permet de distinguer les unités de production ou filiales entre elles.

##### Nom / Adresse postale

Le redevable de l'information statistique doit s'identifier en indiquant le nom de l'entreprise ainsi que son adresse.

##### Personne de contact, Tél. et adresse email:

Il faut indiquer les coordonnées de la personne de contact pour les déclarations Intrastat.

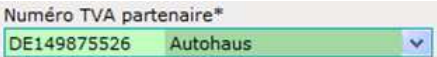
#### 7.2.2. Période statistique

##### Mois / Année:

Dans cette case sont indiqués le mois et l'année auxquels se rapporte la déclaration en question.

En règle générale, la période de référence est le mois civil au cours duquel la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est devenue exigible au titre des livraisons ou des acquisitions intra-communautaires de biens (y compris les transferts). Dans tous les autres cas, les opérations doivent être déclarées au titre du mois au cours duquel a eu lieu le mouvement des marchandises.

#### 7.2.3. Numéro TVA partenaire (seulement déclaration des expéditions)



Numéro TVA partenaire\*  
DE149875526 Autohaus

L'indication du numéro de TVA du partenaire commercial est facultative. En cas d'indication, la validité du numéro est vérifiée (pour certains pays).

#### 7.2.4. Masque de saisie de la déclaration des arrivées dans l'application électronique IDEP.WEB :

Déclaration: **Étendue**, Flux: **arrivées**, Période: **201709**

Pays de provenance*	Masse nette en kg (option.)
BE Belgique	1 000
Pays d'origine *	Unité suppl. (pièces)*
AL Albanie	1
Nature de transaction*	Devise
11 Achat/vente ferme	
Mode de transport*	Valeur facture en EURO*
3 Transport routier	10 000
Code march. interne	Valeur statistique en EURO*
	10 000
Code march. NC8*	Référence
01012100	Facture N° 1

Chevaux reproducteurs de race pure

#### Masque de saisie de la déclaration des expéditions dans l'application électronique IDEP.WEB :

Déclaration: **Étendue**, Flux: **expéditions**, Période: **201709**, M.à.j.: 15/09/2017 14:31

Numéro TVA partenaire*	Masse nette en kg (option.)
DE149875526 Autohaus	1 000
Pays de destination*	Unité suppl. (pièces)*
DE Allemagne	1
Nature de transaction*	Devise
11 Achat/vente ferme	
Mode de transport*	Valeur facture en EURO*
3 Transport routier	10 000
Code march. interne	Valeur statistique en EURO*
	10 000
Code march. NC8*	Référence
01012100	Facture N° 1

Chevaux reproducteurs de race pure

Les masques de saisie représentent la déclaration détaillée étendue. Dans les déclarations détaillée et simplifiée, certains champs sont grisés et donc pas à remplir.

## 7.3. Données statistiques

Vous pouvez déclarer vos factures ligne par ligne ou bien rassembler les factures et regrouper les informations concernant un même article pour autant que les données statistiques soient identiques pour le mois en question.

Exemple d'une entrée des données lignes par lignes:

Ligne	Pays de provenance	Nature de transaction	Mode de transport	Code marchandise	Pays d'origine	Masse nette	Unité supplémentaire	Valeur Euro
1	BE	11	3	08043000	BE	20	22	44
2	BE	11	3	08043000	BE	25	28	56
3	BE	11	3	08043000	BE	10	11	22

Exemple d'une entrée des données groupées:

Ligne	Pays de provenance	Nature de transaction	Mode de transport	Code marchandise	Pays d'origine	Masse nette	Unité supplémentaire	Valeur Euro
1	BE	11	3	08043000	BE	55	61	122

Au cas où la facture ne mentionne pas de prix détaillés (c.-à-d. des prix pour chaque produit), le prix global est à répartir, par estimation, sur les différents produits, car les produits doivent être déclarés séparément.

### 7.3.1. Pays de provenance (Arrivées) / Pays de destination (Expéditions)

Pays de provenance\*  Pays de destination\*

Pour les "arrivées", le pays de provenance indique l'État membre où les marchandises ont séjournés pour la dernière fois, avant d'être envoyées au Luxembourg. Il ne s'agit donc pas nécessairement du pays de production ou d'assemblage des produits (pays d'origine). Lorsque les marchandises, avant d'atteindre le Luxembourg, ont été introduites dans un ou plusieurs États membres intermédiaires et y ont fait l'objet d'arrêts ou d'opérations juridiques non inhérents au transport (par exemple, transfert de la propriété ou contrat de travail à façon), on considère comme État membre de provenance le dernier État membre où de tels arrêts ou opérations juridiques ont eu lieu.

Des arrêts et opérations inhérents au transport des marchandises seraient par exemple un changement du moyen de transport, des opérations visant à garder les marchandises dans des bonnes conditions durant le transport.

Pour les "expéditions", le pays de destination est l'État membre vers lequel les marchandises sont expédiées. Si les marchandises - avant d'atteindre l'État membre d'arrivée A présumé - ont fait l'objet d'arrêts ou d'opérations juridiques non inhérents au transport dans un autre État membre B, ce dernier État membre B devient par conséquent pays de destination.

Le pays de provenance / de destination est exprimé par un code alphabétique à deux positions. Le pays en question figurera inévitablement parmi les États membres de l'Union Européenne (voir tableau ci-après).

Allemagne	DE	Espagne	ES	Italie	IT	République tchèque	CZ
Autriche	AT	Estonie	EE	Lettonie	LV	Roumanie	RO
Belgique	BE	Finlande	FI	Lituanie	LT	Royaume-Uni	GB
Bulgarie	BG	France	FR	Malte	MT	Slovaquie	SK
Chypre	CY	Grèce	GR	Pays-Bas	NL	Slovénie	SI
Croatie	HR	Hongrie	HU	Pologne	PL	Suède	SE
Danemark	DK	Irlande	IE	Portugal	PT		

### 7.3.2. Pays d'origine (Arrivées)

Pays d'origine\*

Par pays d'origine, on entend le pays d'où les marchandises sont originaires, donc le pays dans lequel la marchandise a été produite ou assemblée. Une marchandise dans la production de laquelle sont intervenus deux ou plusieurs pays est originaire du pays où a eu lieu la dernière transformation ou traitement substantiel, économiquement justifié, effectué dans une entreprise équipée à cet effet et ayant abouti à la fabrication d'un nouveau produit ou représentant un stade de fabrication important.

Le pays d'origine est un code alphabétique à deux positions repris de la liste ci-après.

## GEONOMENCLATURE

Abou Dabî	AE	Büsingen (Terr. allemand de)	CH	États-Unis (îles Mineures des)	UM	Johnston (atoll)	UM
Açores (Archipel des)	PT	Cabinda	AO	Éthiopie	ET	Jordanie	JO
Adjmân	AE	Caimanes (îles)	KY	Falkland (îles)	FK	Kazakhstan	KZ
Afghanistan	AF	Caïques (îles)	TC	Féroé (îles)	FO	Keeling (îles)	CC
Afrique du Sud	ZA	Cambodge	KH	Fidji	FJ	Kenya	KE
Agalega (îles)	MU	Cameroun	CM	Finlande	FI	Kerguelen (îles)	TF
Aland (îles)	FI	Campione d'Italia	CH	Foudjairah	AE	Kingman (récif)	UM
Albanie	AL	Canada	CA	France	FR	Kirghizistan	KG
Aldabra (îles)	SC	Canaries (îles)	ES	Fraquhar (îles)	SC	Kiribati	KI
Algérie	DZ	Cap-Vert	CV	Frégate	SC	Kosovo	XK
Allemagne	DE	Carajos Shoals	MU	Gabon	GA	Kosrae	FM
Alofi (île)	WF	Cargados	MU	Galápagos (îles)	EC	Koweït	KW
Alphonse (île)	SC	Centrafricaine (Rép.)	CF	Gambie	GM	Labuan	MY
Amirantes (îles)	SC	Ceuta	XC	Gambier (îles)	PF	Laos	LA
Amirauté (îles de l')	PG	Chafarinas (îles)	XL	Géorgie	GE	Lavongai	PG
Amsterdam (île)	TF	Chagos (Archipel de)	IO	Géorgie du sud	GS	Lesotho	LS
Andorre	AD	Chârdjah	AE	Ghana	GH	Lettonie	LV
Angola	AO	Chili	CL	Gibraltar	GI	Liban	LB
Anguilla	AI	Chine(Rép. pop. de)	CN	Gozo	MT	Libéria	LR
Anjouan	KM	Christmas (île)	CX	Grande Comore	KM	Libye	LY
Antarctique	AQ	Chuuk	FM	Grande Terre	YT	Libyenne	LY
Antigua et Barbuda	AG	Chypre	CY	Grande-Bretagne	GB	Liechtenstein	LI
Arabie saoudite	SA	Cisjordanie	PS	Grèce	GR	Lifou	NC
Argentine	AR	Clipperton (îles)	PF	Grenade	GD	Lituanie	LT
Arménie	AM	Cocos(Keeling îles)	CC	Grenadines	VC	Livigno	IT
Aruba	AW	Coëtivy (île)	SC	Grenadines du Sud	GD	Louisade (Archipel de la)	PG
Ascension (île de l')	SH	ColombieA	CO	Groenland	GL	Loyauté (île)	NC
Australes (îles)	PF	Comino	MT	Guadeloupe	FR	Luxembourg	LU
Australie	AU	Comores	KM	Guam	GU	Macao	MO
Autriche	AT	Congo	CG	Guatemala	GT	Macédoine	MK
Azerbaïdjan	AZ	Congo (Rép. démocrat. du)	CD	Guinée	GN	Madagascar	MG
Bahamas	BS	Cook (îles)	CK	Guinée équatoriale	GQ	Madère (Archipel de)	PT
Bahreïn	BH	Corée du Nord	KP	Guinée-Bissau	GW	Mahé (îles)	SC
Baker (île)	UM	Corée du Sud	KR	Guyana	GY	Maïs (îles du)	NI
Baléares (îles)	ES	Cosmoledo (îles)	SC	Guyane française	FR	Malaisie	MY
Bande de Gaza	PS	Costa Rica	CR	Haïti	HT	Malaisie orientale	MY
Bangladesh	BD	Côte-d'Ivoire	CI	Heard (île)	HM	Malaisie péninsulaire	MY
Barbade	BB	Croatie	HR	Helgoland (île de)	DE	Malawi	MW
Bélarus	BY	Crozet (Archipel)	TF	Henderson (îles)	PN	Maldives	MV
Belau	PW	Cuba	CU	Honduras	HN	Mali	ML
Belgique	BE	Curaçao	CW	Hong-Kong	HK	Malouines (îles)	FK
Belize	BZ	Cygne (îles du)	HN	Hongrie	HU	Malte	MT
Bénin	BJ	Danemark	DK	Howland (île)	UM	Maré	NC
Bermudes	BM	Départ. français d'outre-mer	FR	Îles Anglo-Normandes	GB	Mariannes du Nord(îles)	MP
Bhoutan	BT	Desroches (île)	SC	Île de Man	GB	Maroc	MA
Biélorussie	BY	Digue (La)	SC	Inde	IN	Marquises,(îles)	PF
Birmanie	MM	Djibouti	DJ	Indonésie	ID	Marshall (îles)	MH
Bismark (Archipel)	PG	Dominicaine (Rép.)	DO	Iran (Rép. islam. d')	IR	Martinique	FR
Bolivie	BO	Dominique	DM	Iraq	IQ	Maurice (île)	MU
Bonaire, Saba, St. Eustatius	BQ	Doubaï	AE	Irlande	IE	Mauritanie	MR
Bosnie-Herzégovine	BA	Ducie (îles)	PN	Irlande du Nord	GB	Mayotte	YT
Botswana	BW	Égypte	EG	Islande	IS	McDonald (îles)	HM
Bougainville	PG	El Salvador	SV	Israël	IL	Melilla	XL
Bouvet (île)	BV	Émirats arabes unis	AE	Italie	IT	Mexique	MX
Brésil	BR	Entrecasteux (îles d')	PG	Jamahiriya arabe	LY	Micronésie (États fédérés)	FM
Brunéi Darussalam	BN	Équateur	EC	Jamaïque	JM	Midway (îles)	UM
Buka	PG	Érythrée	ER	Jan Mayen (île)	NO	Mohéli	KM
Bulgarie	BG	Espagne	ES	Japon	JP	Moldavie	MD
Burkina Faso	BF	Estonie	EE	Jarvis (île)	UM	Monaco	FR
Burundi	BI	États-Unis	US	Jérusalem-Est	PS	Mongolie	MN

Monténégro	ME	Porto Rico	US	Suisse	CH
Montserrat	MS	Portugal	PT	Suriname	SR
Mozambique	MZ	Praslin (îles)	SC	Svalbard (archipel du)	NO
Myanmar	MM	Providence (île)	SC	Swaziland	SZ
Namibie	NA	Qatar	QA	Syrie	SY
Nauru	NR	Ras al Khaïmah	AE	Syrienne (Rép. arabe)	SY
Navassa (îles)	UM	Réunion	FR	Tadjikistan	TJ
Népal	NP	Rodrigues (île)	MU	Tahiti	PF
Nicaragua	NI	Roumanie	RO	Taiwan	TW
Niger	NE	Royaume-Uni	GB	Tanganyika	TZ
Nigéria	NG	Russie (Fédération de)	RU	Tanzanie (Rép. unie de)	TZ
Niue (île)	NU	Rwanda	RW	Tchad	TD
Norfolk (île)	NF	Sabah	MY	Tchèque (République)	CZ
Norvège	NO	Sahara occidental	EH	Terres australes françaises	TF
Nouvelle-Bretagne	PG	Saint-Barthélemy	BL	Thaïlande	TH
Nouvelle-Calédonie	NC	Saint Kitts et Nevis	KN	Timor-Leste	TL
Nouvelle-Guinée	PG	Saint Martin (Partie méridionale)	SX	Togo	TG
Nouvelle-Irlande	PG	Saint-Brandon (îles)	MU	Tokelau (îles)	TK
Nouvelle-Zélande	NZ	Sainte-Hélène	SH	Tonga	TO
Océan Indien (Terr. britann. de l')	IO	Sainte-Lucie	LC	Trinité et Tobago	TT
Oeno (îles)	PN	Saint-Marin	SM	Tristan da Cunha (Archipel)	SH
Oman	OM	Saint-Paul (île)	TF	Trobriand (îles)	PG
Ouganda	UG	Saint-Siège	VA	Tuamotu (archipel des)	PF
Oumm al Qaiwain	AE	Saint-Vincent et les Grenadines	VC	Tunisie	TN
Ouvéa	NC	Salomon du Nord (îles)	PG	Turkménistan	TM
Ouzbékistan	UZ	Salomon (îles)	SB	Turks et Caïques (îles)	TC
Pakistan	PK	Samoa	WS	Turquie	TR
Palaos	PW	Samoa américaines	AS	Tuvalu	TV
Palau	PW	Sandwich sud (îles)	GS	Ukraine	UA
Palestine	PS	Sao Tomé e Príncipe	ST	Uruguay	UY
Palmyra (Atoll)	UM	Sarawak	MY	Vanuatu	VU
Pamandzi	YT	Sénégal	SN	Vatican	VA
Panama	PA	Serbie	XS	Vénézuela	VE
Papousie Nouvelle Guinée	PG	Seychelles	SC	Vierges britann.(îles)	VG
Paraguay	PY	Sierra Leone	SL	Vierges des États-Unis (îles)	VI
Pays-Bas	NL	Silhouette	SC	Viêtnam	VN
Pemba (île de)	TZ	Singapour	SG	Wake (île)	UM
Peñón de Alhucemas	XL	Slovaquie	SK	Wallis et Futuna	WF
Peñón de Vélez de la Gomera	XL	Slovénie	SI	Woodlark (îles)	PG
Pérou	PE	Société(Archipel de la)	PF	Yap	FM
Philippines	PH	Somalie	SO	Yémen	YE
Phonpei	FM	Soudan	SD	Zaïre	CD
Pitcairn	PN	Soudan du Sud	SS	Zambie	ZM
Plate (île)	SC	Sri Lanka	LK	Zanzibar (île de)	TZ
Pologne	PL	St Pierre et Miquelon	PM	Zimbabwe	ZW
Polynésie française	PF	Suède	SE		

Codes spéciaux	
Installations en haute mer	QP
Avitaillement et soutage, pays non déterminés	QQ
Avitaillement et soutage, pays UE non déterminés	QR
Avitaillement et soutage, pays hors-UE non déterminés	QS
Pays non déterminés	QU
Pays UE non déterminés	QV
Pays hors-UE non déterminés	QW
Pays non précisés pour raisons commerciales ou militaires	QX
Pays UE non précisés pour raisons commerciales ou militaires	QY
Pays non-UE non précisés pour raisons commerciales ou militaires	QZ

### 7.3.3. Nature de transaction

Nature de transaction\*

11 Achat/vente ferme

On entend par Nature de transaction l'ensemble des caractéristiques (achat /vente, travail à façon, ...) utiles pour distinguer les transactions entre elles. La Nature de transaction est à signaler par un code numérique à deux positions repris du tableau ci-après.

Désignation	Code
<b>Toutes transactions entraînant un transfert effectif ou prévu de propriété contre compensation financière ou autre à l'exception des codes 21, 22, 23, 29, 70, 80 (a)</b>	
Achat / Vente ferme (b)	11
Livraison pour vente à vue ou à l'essai, pour consignation ou avec l'intermédiaire d'un agent commissionné	12
Troc (compensation en nature)	13
Leasing financier (location-vente) (c)	14
Autres	19
<b>Envois en retour de marchandises après enregistrement de la transaction originale sous le code 11, 12, 13, 14 ou 19; remplacement de marchandises (d)</b>	
Envoi en retour de marchandises	21
Remplacement de marchandises retournées	22
Remplacement (p.ex. sous garantie) de marchandises non retournées	23
Autres	29
<b>Transactions (non temporaires) entraînant un transfert de propriété sans compensation (financière ou autre)</b>	
Marchandises fournies dans le cadre de programmes d'aide commandés ou financés en partie ou totalement par l'Union Européenne	31
Autre aide gouvernementale	32
Autre aide (privée, organisation non gouvernementale)	33
<b>Opérations en vue d'un travail à façon (pas de transfert de propriété au façonneur) (e)</b>	
Biens qui devraient retourner dans l'État membre d'expédition initial	41
Biens qui ne devraient pas retourner dans l'État membre d'expédition initial	42
<b>Opérations après travail à façon (pas de transfert de propriété au façonneur) (e)</b>	
Biens qui retournent dans l'État membre d'expédition initial	51
Biens qui ne retournent pas dans l'État membre d'expédition initial	52
<b>Opérations de réparation (à l'exception du code 70) (f)</b>	
Opération en vue d'une réparation / entretien à titre onéreux	61
Opération après une réparation / entretien à titre onéreux	62
Opération en vue d'une réparation / entretien à titre gratuit	63
Opération après une réparation / entretien à titre gratuit	64
<b>Opérations au titre d'un programme commun de défense ou d'un autre programme inter-gouvernemental de fabrication coordonnée</b>	
	70
<b>Fourniture de matériaux et de machines dans le cadre d'un contrat général de construction ou de génie civil (g)</b>	
	80
<b>Autres transactions qui ne peuvent pas être classées sous d'autres codes</b>	
Location, prêt et leasing opérationnel d'une durée supérieure à 24 mois (h)	91
Mouvement de stock n'entraînant pas de transfert effectif ou prévu de propriété (i)	92
Autres	99

**Notes:**

- a)** Cette rubrique couvre la plupart des acquisitions et expéditions, c'est-à-dire:
- lorsqu'il y a un transfert de propriété entre un résident et un non-résident;
  - lorsqu'il y a ou qu'il y aura compensation financière ou en nature (troc).
- Il est à noter que ceci s'applique également aux mouvements entre sociétés affiliées et aux mouvements depuis / vers des centres de distribution, même s'il n'y a pas de paiement immédiat. Les importations de marchandises en provenance d'États non-membres, dédouanées à la frontière et envoyées immédiatement dans un autre État membre doivent être enregistrées dans cette rubrique, à moins que l'objet de la transaction corresponde à un autre code (21 à 99).
- b)** Y compris les pièces détachées et autres remplacements effectués à titre onéreux.
- c)** Leasing financier (location-vente): les loyers sont calculés de manière à couvrir entièrement ou pratiquement entièrement la valeur des biens. Les risques et bénéfices liés à la possession des biens sont transférés au locataire. A la fin du contrat, le locataire devient effectivement propriétaire des biens.
- d)** Les envois en retour et remplacements de biens enregistrés originellement dans les rubriques 31 à 99 doivent être repris dans les rubriques correspondantes.
- e)** Le travail à façon (sous contrôle douanier ou non) implique une transformation de la nature des biens. Sont couvertes les opérations (transformation, construction, montage, amélioration, rénovation...) ayant pour objectif de produire un article nouveau ou réellement amélioré. Cela n'implique pas nécessairement une modification de la classification du produit. Le travail à façon pour compte propre est exclu de cette rubrique (il doit être codé dans l'une des rubriques 11 à 19). Les biens destinés à un perfectionnement ou après perfectionnement doivent être enregistrés comme acquisitions et expéditions.
- f)** Une réparation implique la restauration de biens dans leur fonction ou état d'origine. L'objectif de l'opération est simplement de maintenir les biens en état de marche; cette opération peut impliquer une certaine reconstruction ou des améliorations mais ne modifie en rien la nature des biens.
- g)** Les transactions doivent être enregistrées à la rubrique 8 seulement s'il n'y a pas de facturation séparée des marchandises, mais une facturation pour l'ensemble de l'ouvrage. Sinon, les transactions doivent être enregistrées à l'une des rubriques 11 à 19.
- h)** Leasing opérationnel: il s'agit d'un bail simple, sans option d'achat. Le locataire bénéficie de l'usage total du bien, mais sans endosser le risque de la propriété. Le loueur garde la propriété du matériel en fin de bail et assure sa recommercialisation.
- i)** Les mouvements de stocks en provenance / à destination d'un État membre de l'UE où aucun changement de propriété n'est prévu (p.ex. transferts de biens à l'étranger ayant des raisons purement logistiques où les marchandises sont supposées à retourner dans l'État membre d'origine) sont à déclarer dans la rubrique 92.

### 7.3.4. Mode de transport

Mode de transport\*

3 Transport routier

Pour les acquisitions et les expéditions, le mode de transport représente le moyen avec lequel les marchandises sont présumées avoir traversé la frontière du Luxembourg.

Le mode de transport est exprimé par un code numérique à une position repris de la liste ci-dessous:

Dénomination	Code
Transport ferroviaire	2
Transport routier	3
Transport aérien	4
Envois postal	5
Installations de transport fixes	7
Transport fluvial	8
Autopropulsion	9

Exemples:

- Une marchandise importée via l'aéroport de Luxembourg a le code 4
- Un camion qui est acheminé sans autre moyen de transport vers le Luxembourg a le code 9.
- Une voiture transportée sur un camion a le code 3.

### 7.3.5. Code des marchandises interne

Code march. interne

Indication facultative d'un code marchandise interne utilisé dans l'entreprise (repris d'une table définie sous "Tables - Code-marchandises internes").

### 7.3.6. Code des marchandises NC8

Code march. NC8\*

01012100

Les données Intrastat doivent être fournies par espèce de marchandise, c'est-à-dire pour chaque marchandise, il faut indiquer un code correspondant à huit positions repris de la nomenclature combinée (code NC8). La Nomenclature Combinée 2019 peut être téléchargée gratuitement de notre site Internet: [www.statec.lu](http://www.statec.lu) (Enquêtes - Espace entreprises - Intrastat).

Le formulaire Internet IDEP.WEB contient la nomenclature actualisée. En outre, le logiciel dispose d'un outil de recherche, vous permettant de retrouver les codes suivant des mots clés. Toutefois, si vous nécessitez de plus amples renseignements concernant les codes, nous vous prions de vous adresser au Helpdesk du STATEC (voir chapitre 8).

### 7.3.7. Masse nette

Masse nette en kg (option.)

1 000

L'indication de la masse nette n'est pas exigée lorsqu'une unité supplémentaire est requise. La masse réelle de la marchandise, dépouillée de tous ses emballages, est à mentionner en kilogrammes.

Si la masse nette n'est pas indiquée sur la facture, il y a lieu de rechercher d'autres voies pour la déterminer:

- demande au fournisseur,
- référence à des catalogues,
- calcul de la masse nette à partir du poids unitaire (masse nette = unités x (masse / unité),
- ....

Si toutes ces voies n'aboutissent pas, alors il faut procéder à une estimation (aussi fiable que possible) de la masse nette.



### 7.3.8. Unité statistique supplémentaire

Unité suppl. (pièces)\*  
1

L'indication d'une unité supplémentaire est exigée pour certains codes marchandises. Elle constitue une unité de mesure de la quantité, autres que celles exprimées en kilogrammes (p. ex. nombre de pièces, de litres, de m2, de m3, etc.).

### 7.3.9. Devise

Devise  
▼

Ce champ peut être utilisé pour la conversion d'une devise étrangère en Euro.

### 7.3.10. Valeur facture en Euro

Valeur facture en EURO\*  
10 000

La valeur facture est le montant **hors taxes** indiqué sur les factures ou tout autre document en tenant lieu. Ce montant est à indiquer par espèce de marchandise c'est-à-dire pour chaque article de la déclaration statistique sous forme d'un chiffre positif.

Lorsque le prix facturé d'un article cumule la valeur de la marchandise ainsi que des services prestés, il y a lieu d'en déduire les services car uniquement la valeur de la marchandise est à déclarer. Cependant, dans le cas particulier du travail à façon ou de la réparation, le montant respectif du façonnage ou de la réparation est à prendre en compte au système Intrastat. Il n'est mentionné que pour l'expédition et l'arrivée qui font suite au travail à façon ou à la réparation. Le traitement correct de ces services est expliqué en détail au point 5.2.4.

### 7.3.11. Valeur statistique en Euro

Valeur statistique en EURO\*  
10 000

Selon la règle générale, la valeur statistique est la valeur calculée à la frontière nationale du Luxembourg. Il y a lieu de distinguer entre les expéditions et les acquisitions. La valeur statistique est un montant **hors taxes** et à indiquer en tant que nombre positif.

#### Expéditions du Luxembourg à destination d'un État membre

En théorie, la valeur statistique se compose de la valeur de la marchandise augmentée des dépenses annexes (fret, assurance) relatives à la partie du parcours située sur le territoire luxembourgeois. Il s'agit de la valeur F.O.B. (franco à bord).

Compte tenu de la taille du territoire luxembourgeois, les frais de transport et d'assurance en question sont négligeables et le STATEC – pour faciliter la tâche aux RIS - ne demande pas leur prise en compte. Ainsi, en cas de facturation départ-usine, la valeur statistique est identique au montant facturé. En cas de facturation franco domicile, il convient de retrancher la totalité des frais de transport et d'assurance du montant facturé pour obtenir la valeur statistique.

#### Arrivées du Luxembourg en provenance d'un État membre

La valeur statistique s'additionne, d'une part, de la valeur du bien et, d'autre part, des dépenses annexes (fret, assurance) correspondant à la partie du parcours située hors du territoire luxembourgeois. Il s'agit de la valeur CIF (coût, assurance, fret).

À nouveau, compte tenu de la petite taille du territoire luxembourgeois, le STATEC n'insiste pas à ce que les RIS retranchent des frais de transport et d'assurance correspondant à la partie du parcours située sur le territoire luxembourgeois. Finalement, si le montant facturé est une valeur départ-usine, il convient d'ajouter la totalité des frais de transport et d'assurance au montant facturé pour déterminer la valeur statistique. Lorsque le montant facturé se rapporte à une livraison franco domicile, la valeur statistique est identique au montant facturé.

Pour les marchandises résultant d'opérations de perfectionnement et de réparation, la valeur statistique est établie comme si ces marchandises avaient été produites entièrement dans l'État membre de perfectionnement. Ainsi, de même que la valeur statistique doit comprendre, à l'expédition et à l'arrivée en vue d'un travail à façon ou de réparation, la valeur du produit qui y est destiné, elle doit comprendre, à l'expédition et à l'arrivée en suite d'un travail à façon ou de réparation, en plus du coût de celui-ci, la valeur du produit qui y était destiné. Veuillez consulter à ce sujet le point 5.2.4

### 7.3.12. Référence

Référence  
Facture N° 1

L'indication de la référence est facultative. Le champ est destiné pour un numéro de facture p.ex..

#### 7.4. Tableau récapitulatif des données sur les déclarations

Informations	Déclaration simplifiée	Déclaration détaillée	Déclaration détaillée étendue
<b>Renseignements administratifs</b>			
Numéro d'identification	X	X	X
Coordonnées du redevable	X	X	X
Période statistique	X	X	X
<b>Données statistiques</b>			
Pays de provenance <b>(A)</b> Pays de destination <b>(E)</b>	X	X	X
Pays d'origine <b>(A)</b>		X	X
Nature de la transaction		X	X
Mode de transport			X
Code des marchandises	X	X	X
Masse nette		X	X
Unité statistique supplémentaire		X	X
Valeur facture	X	X	X
Valeur statistique			X
(A) uniquement pour les acquisitions			
(E) uniquement pour les expéditions			

## 8. HELPDESK INTRASTAT

Pour les questions générales (codes marchandises, demandes de documentation, demandes de dispense, etc):

Email: [info-intrastat@statec.etat.lu](mailto:info-intrastat@statec.etat.lu)

[luc.kohnen@statec.etat.lu](mailto:luc.kohnen@statec.etat.lu)

Tél.: 247 84236 (M. Harsch)

247 84246 (M. Kohnen)

Pour les questions informatiques (formulaire Internet IDEP.WEB):

Email: [support-intrastat@statec.etat.lu](mailto:support-intrastat@statec.etat.lu)

Tél.: 247 84286 (M. Jossa)

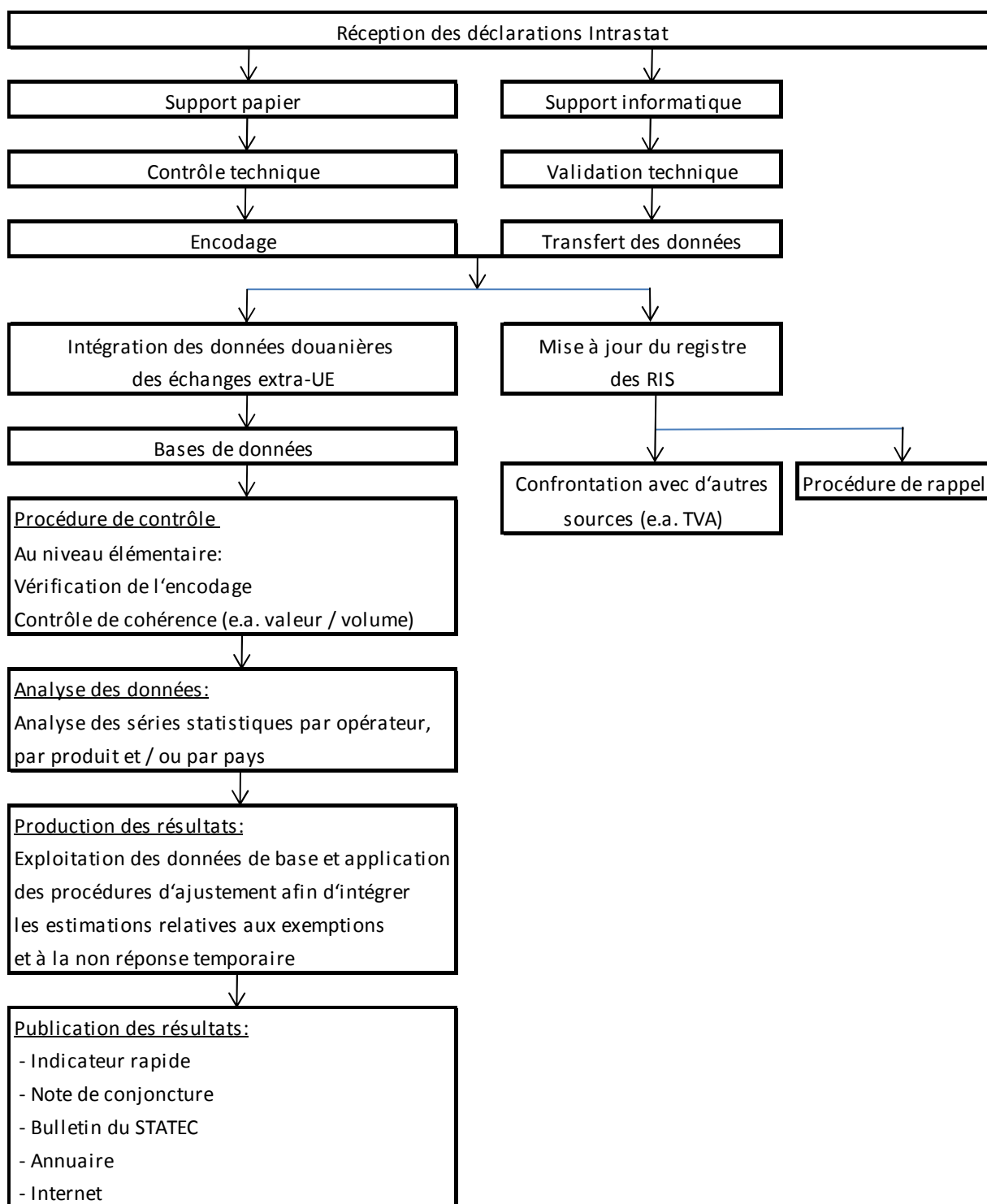
## 9. PRINCIPES EN MATIÈRE D'APPLICATION DE LA CONFIDENTIALITÉ

Il est généralement convenu que les Instituts statistiques ne publient ni des données individuelles, ni des données individualisables. Ce principe est également acté dans le cadre d'un règlement communautaire. Une exception fondamentale à ce principe prévaut néanmoins en matière de statistiques du commerce extérieur et elle est d'application dans tous les États membres, y compris le Luxembourg. Dès lors le STATEC est obligé de se conformer à ces dispositions spécifiques sur la confidentialité.

Toutefois, sur demande expresse et motivée des entreprises concernées, certaines données pourront être confidentialisées par le STATEC, afin d'éviter d'exposer trop directement les activités des dites entreprises. Cette approche spécifique au niveau de la statistique du commerce extérieur s'explique par l'existence de données "miroir" dans le(s) pays partenaire(s) aux échanges, ainsi qu'auprès des organisations internationales (entre autres Eurostat, OCDE, ONU). Cette adaptation des dispositions en matière de confidentialité ne vaut d'ailleurs que pour la seule statistique du commerce extérieur.

Il est également rappelé que le STATEC maintient - pour toutes les statistiques, y compris pour la statistique du commerce extérieur - la règle qu'aucune donnée individuelle (par entreprise) ne sera communiquée à des tiers.

## 10. DE QUELLE FACON EST ÉTABLIE LA STATISTIQUE DU COMMERCE EXTÉRIEUR?



## 11. RÉFÉRENCES À LA LÉGISLATION COMMUNAUTAIRE

Règlement (CEE) N° 3330/91, du 7 novembre 1991, relatif aux statistiques des échanges de biens entre États membres (JO N° L 316 du 16 novembre 1991, p. 1)

Règlement (CEE) N°2256/92 de la Commission du 31 juillet 1992, relatif aux seuils statistiques de la statistique du commerce entre les États membres (JO N°L 219 du 4 août 1992, p. 40)

Règlement (CEE) N°3046/92 de la Commission, du 22 octobre 1992, fixant certaines dispositions d'application du règlement (CEE) N°3330/91 relatif aux statistiques des échanges de biens entre États membres et modifiant ce dernier (JO N°L. 307 du 23 octobre 1992, p. 27)

Règlement (CEE) N°3590/92 de la Commission du 11 décembre 1992, relatif aux supports de l'information statistique de la statistique du commerce entre les États membres (JO N° L 364 du 12 décembre 1992, p. 32)

Règlement (CE) N° 1125/94 de la Commission du 17 mai 1994, relatif aux délais de transmission des résultats de la statistique du commerce entre les États membres (JO N° L 124 du 18 mai 1994, p. 1)

Règlement (CE) N° 2820/94 de la Commission du 21 novembre 1994, fixant un seuil par transaction dans le cadre de la statistique du commerce entre les États membres (JO N° L 299 du 22 novembre 1994, p. 1)

Règlement (CE) N° 2385/96 de la Commission du 16 décembre, modifiant le règlement (CEE) N° 3046/92 fixant certaines dispositions d'application du règlement (CEE) N° 3330/91 du Conseil relatif aux statistiques des échanges de biens entre les États membres et modifiant ce dernier, en ce qui concerne la simplification de la mention de la masse nette (JO N° L 326 du 17 décembre 1996, p. 10)

Règlement (CE) N° 860/97 de la Commission du 14 mai 1997, modifiant le règlement (CEE) N° 3046/92 en ce qui concerne la mention de la valeur des marchandises (JO N° L 123 du 15 mai 1997, p. 12)

Règlement (CE) N° 1624/2000 du Parlement Européen et du Conseil du 10 juillet 2000 modifiant le règlement (CEE) N° 3330/91 du Conseil relatif aux statistiques des échanges de biens entre États membres, en ce qui concerne la simplification de l'utilisation de la nomenclature des produits (JO No L 187 du 26 juillet 2000)

Règlement (CE) N° 1901/2000 de la Commission du 7 septembre 2000 fixant certaines dispositions d'application du règlement (CEE) N° 3330/91 du Conseil relatif aux statistiques des échanges de biens entre États membres (JO No L 228 du 08 septembre 2000)

Règlement (CE) N° 638/2004 du Parlement Européen et du Conseil du 31 mars 2004 relatif aux statistiques des échanges de biens entre États membres et abrogeant le règlement (CEE) N°3330/91 du Conseil (JO N°L 102 du 07 avril 2004, p. 1)

Règlement (CE) N° 1982/2004 de la Commission du 18 novembre 2004 concernant la mise en œuvre du règlement (CE) N° 638/2004 du Parlement Européen et du Conseil relatif aux statistiques communautaires des échanges de biens entre États membres et abrogeant les règlements (CE) N° 1901/2000 et (CEE) N° 3590/92 de la Commission

Règlement (CE) N°1915/2006 de la Commission du 24 novembre 2006 modifiant le règlement (CE) N° 1982/2004 en ce qui concerne la simplification de l'enregistrement de la quantité et les spécifications relative aux mouvements particuliers de biens

Règlement (CE) N° 222/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 11 mars 2009 modifiant le règlement (CE) N° 638/2004 relatif aux statistiques communautaires des échanges de biens entre États membres

Règlement (UE) N° 91/2011 de la Commission du 2 février 2011 modifiant le règlement (CE) n o 1982/2004 concernant la mise en œuvre du règlement (CE) n o 638/2004 du Parlement Européen et du Conseil relatif aux statistiques communautaires des échanges de biens entre États membres, en ce qui concerne la liste des biens exclus des statistiques, la communication d'informations par l'administration fiscale et l'évaluation de la qualité.

Règlement (UE) N° 96/2011 de la Commission du 4 février 2011 modifiant le règlement (CE) n o 1982/2004 concernant la mise en œuvre du règlement (CE) n o 638/2004 du Parlement Européen et du Conseil relatif aux statistiques communautaires des échanges de biens entre États membres en ce qui concerne le seuil de simplification, le commerce par caractéristiques des entreprises, les marchandises ou mouvements particuliers et les codes de la nature de la transaction.

Règlement (UE) no 1093/2013 de la Commission du 4 novembre 2013 modifiant le règlement (CE) no 638/2004 du Parlement Européen et du Conseil et le règlement (CE) no 1982/2004 de la Commission en ce qui concerne la simplification du système Intrastat et la collecte d'informations Intrastat.





# **INTRASTAT 2019**

## **Merkblatt**





# Inhaltsverzeichnis

	<b>Die Intrastat-Statistik in Kurzform</b>	<b>41</b>
<b>1.</b>	<b>Die Außenhandelsstatistiken Luxemburgs</b>	<b>42</b>
1.1.	Das statistische Datenerhebungssystem Intrastat	42
1.2.	Hauptinteressenten an den Statistiken des Warenverkehrs	42
1.3.	Veröffentlichung der Außenhandelsstatistiken	42
<b>2.</b>	<b>Auskunftspflichtige</b>	<b>43</b>
2.1.	Allgemeiner Grundsatz	43
2.2.	Strafmaßnahmen	43
2.3.	Befreiungen	43
2.4.	Überprüfungen	43
<b>3.</b>	<b>Drittmelder</b>	<b>44</b>
3.1.	Verantwortung des Auskunftspflichtigen	44
3.2.	Der Drittmelder	44
<b>4.</b>	<b>Die Entlastungsbestimmungen des Intrastat-Systems</b>	<b>45</b>
4.1.	System von Befreiungs- und Vereinfachungsschwellen	45
4.1.1.	Die verschiedenen statistischen Schwellen	45
4.1.2.	Erweiterte ausführliche Intrastat-Meldung	45
4.1.3.	Tabelle der Schwellen	46
4.1.4.	Beispiele	46
4.2.	Anwendung der Schwellen	47
4.2.1.	Kumulierter Wert der innergemeinschaftlichen Geschäfte des laufenden Jahres	47
4.2.2.	Vorjahresergebnis der innergemeinschaftlichen Geschäfte	47
4.2.3.	Befreiung von der Auskunftspflicht	48
4.2.4.	Beispiele	48
4.3.	Weitere Entlastungen des Intrastat-Systems	48
4.3.1.	Angabe der zehn wertmäßig wichtigsten Warenkodes (KN8)	48
4.3.2.	Schwelle je Geschäft	48
<b>5.</b>	<b>Grundlagen der innergemeinschaftlichen Handelsstatistik</b>	<b>49</b>
5.1.	Statistisches Basiskonzept	49
5.2.	Spezifische Waren und Bewegungen	49
5.2.1.	Innergemeinschaftliche Geschäfte eines ausländischen Unternehmens, das in Luxemburg eingeschrieben ist	49
5.2.2.	Gutschriften	50
5.2.3.	Warenrücksendungen	50
5.2.4.	Reparatur oder Lohnveredelung	51
5.2.5.	Reparatur / Wartung von Automobilen oder Benzinkauf	52
5.2.6.	Zeitungs- und Magazinabonnemente	52
5.2.7.	Anzahlungen	52
5.2.8.	Geschenke und kostenfreie Sendungen	52
5.2.9.	Abfall	52
5.2.10.	Finanzierungsleasing (Mietkauf)	52
5.2.11.	Miete, Ausleihe und operatives Leasing von Gütern	52
5.2.12.	Software	52
5.2.13.	Investitionsgüter	52
5.2.14.	Lagerverlegung	52
5.2.15.	Geschäfte mit nicht MwSt.-Pflichtigen	<b>52</b>
5.3.	Nicht zu meldende Waren	53
<b>6.</b>	<b>Übermittlung der Statistischen Information</b>	<b>54</b>
6.1.	Monatliche Übermittlung	54
6.2.	Sammelstelle	54
6.3.	Übermittlungsfrist	54
6.4.	Spezifische Intrastat-Meldungen	54

6.4.1.	Teilmeldungen	54
6.4.2.	Nullmeldung	54
6.5.	Datenträger	55
6.5.1.	Elektronische Datenträger	55
6.5.1.1.	Andere elektronische Formate	55
6.5.1.2.	Import von Daten aus einer firmeninternen Software oder Datenbank	55
6.5.2.	Papiervordruck	55
6.5.3.	Internet-Formular IDEP.WEB	56
6.6.	Verbesserung von Meldungen	57
6.7.	Verweigerung der Annahme einer Meldung seitens STATEC	57
<b>7.</b>	<b>Die Intrastat-Meldung</b>	<b>58</b>
7.1.	Informationsquellen	58
7.2.	Kopfzeile der Meldung	58
7.2.1.	Administrative Auskünfte	58
7.2.2.	Berichtszeitraum	58
7.2.3.	Partner-Mehrwertsteuernummer	58
7.2.4.	Eingabe-Maske IDEP.WEB	59
7.3.	Statistische Daten	60
7.3.1.	Herkunftsland / Bestimmungsland	60
7.3.2.	Ursprungsland	60
	Geonomenklatur Länder	61
7.3.3.	Art des Geschäfts	63
7.3.4.	Verkehrszweig	65
7.3.5.	Firmeneigener Code	65
7.3.6.	Warennummer KN8	65
7.3.7.	Nettomasse	65
7.3.8.	Zusatzeinheit	65
7.3.9.	Währung	66
7.3.10.	Rechnungswert	66
7.3.11.	Statistischer Wert	66
7.3.12.	Referenz	66
7.4.	Zusammenfassende Tabelle der Meldungsdaten	67
<b>8.</b>	<b>Helpdesk Intrastat</b>	<b>68</b>
<b>9.</b>	<b>Geheimhaltungsprinzipien</b>	<b>68</b>
<b>10.</b>	<b>Wie wird die Außenhandelsstatistik aufgestellt?</b>	<b>69</b>
<b>11.</b>	<b>Gemeinschaftliche Rechtsvorschriften</b>	<b>70</b>
	<b>Formulare</b>	<b>71</b>
	<b>Umstellungstabelle 2018-2019</b>	<b>73</b>

# Die Intrastat-Statistik in Kurzform

## Intrastat (Punkt 1.1)

Statistisches Datenerhebungssystem für innergemeinschaftliche Eingänge und Versendungen von Waren.

## Legale Basis (Punkt 12)

Gemeinschaftliche Rechtsvorschriften.

## Potenzielle Auskunftspflichtige im Rahmen des Intrastat-Systems (Punkt 2)

Alle Steuerpflichtigen natürlicher oder juristischer Natur, die in Luxemburg eine Mehrwertsteuer-Kennnummer besitzen und die innergemeinschaftliche Einkäufe und / oder Verkäufe tätigen, unabhängig ihrer Hauptaktivität und der Häufigkeit oder des Zwecks dieses Warenhandels.

## Innergemeinschaftlicher Warenhandel (Punkt 5.1)

- Als innergemeinschaftlicher Warenhandel gelten prinzipiell alle Waren, die physisch die Grenze Luxemburgs überschreiten und als Zielort oder Herkunft einen EU-Mitgliedstaat haben.
- Für 3 Kategorien von Gütern (Wasserfahrzeuge für die Seeschifffahrt, Luftfahrzeuge und Raumflugkörper) wird der Grundsatz der körperlichen Bewegung durch das Prinzip „Eigentumsübertragung“ ersetzt.
- Folglich dürfen unter anderem Dreiecksgeschäfte (Güter, welche die luxemburgische Grenze nicht überschreiten) und Dienstleistungen (Studien, Software, Lizenzen, ...) nicht angegeben werden.
- Spezifische Waren und Bewegungen und ausgeschlossene Waren werden unter den Punkten 5.2 und 5.3 behandelt.

## Befreiung der Intrastat-Meldung (Punkt 4.2.3):

- Befreiungen gelten pro Warenfluss, also getrennt für Eingänge und Versendungen. Eine Befreiung kann nur schriftlich beantragt werden, falls der jährliche Wert der innergemeinschaftlichen Handelsaktionen die unterste(n) Schwelle(n) nicht mehr überschreitet.

## Beginn der Auskunftspflicht (Punkt 4.2.1):

- Die Auskunftspflicht für einen bestimmten Warenfluss gilt ab dem Monat, während dem der kumulierte Betrag des laufenden Jahres die kleinste Schwelle erreicht. Der Marktteilnehmer hat die Verpflichtung ab dem Monat der Überschreitung dieser Schwelle monatliche Meldungen einzureichen.

## Datenträger (Punkt 6.5):

- Elektronische Meldung für alle Formulare anhand der kostenlosen Internet-Plattform IDEP.WEB (Punkt 6.5.3). Papier, nur möglich für vereinfachte Meldungen.

## Übermittlungsfrist (Punkt 6.3):

- am 16. Arbeitstag des nachfolgenden Monats.

## Art der Meldungen (Punkt 4)

	Jährlicher Wert der innergemeinschaftlichen Warenbewegungen (€)			
Eingänge	< 200.000	≥ 200.000	≥ 375.000	≥ 4.000.000
Versendungen	< 150.000	≥ 150.000	≥ 375.000	≥ 8.000.000
Art der Meldung	befreit	vereinfacht	ausführlich	erweitert ausführlich
Übertragung der Daten	---	IDEP.WEB / Papier	IDEP.WEB	IDEP.WEB

## Statistische Daten (Punkt 7)

Daten, die anhand von Codes anzugeben sind		Daten, die anhand von positiven Zahlen anzugeben sind	
Herkunftsland	Seite 60	Warennummer	Seite 65
Bestimmungsland	Seite 60	Nettomasse	Seite 65
Ursprungsland	Seite 60	Zusatzinheit	Seite 65
Art des Geschäfts	Seite 63	Rechnungswert	Seite 66
Verkehrszweig	Seite 65	Statistischer Wert	Seite 66

## Mögliche Strafmaßnahmen (Punkt 2.2)

Bei Verstößen gegen die Meldepflicht (Meldeverweigerung, verspätete Meldung sowie falsche Angaben) kann der Auskunftspflichtige mit Strafen belegt werden.

# 1. DIE AUSSENHANDELSSTATISTIKEN LUXEMBURGS

## 1.1. Das statistische Datenerhebungssystem Intrastat

Die Vollendung des EU-Binnenmarktes am 1. Januar 1993 hatte zur Folge, dass das bis dato bestehende Datenerhebungssystem der Außenhandelsstatistik grundsätzlich verändert werden musste. Bis zu diesem Datum wurden die statistischen Daten anhand von Zollanmeldungen erhoben. Die Abschaffung dieser Zollformalitäten zwischen den Mitgliedstaaten machte es unumgänglich ein neues Erhebungssystem, "Intrastat-System" genannt, zur Erstellung der Statistiken des innergemeinschaftlichen Warenverkehrs einzurichten.

Das "Intrastat-System" hat die Besonderheit, dass die Informationen direkt bei den Unternehmen (Versendern und Empfängern) erhoben werden. Diese sind verpflichtet - mittels monatlicher Meldungen - die betreffenden Daten der zuständigen nationalen Verwaltungsstelle zu übermitteln.

Bei der Ausarbeitung dieses Erhebungssystems hat die Europäische Kommission darauf geachtet, dass das Gleichgewicht zwischen der Qualität der Handelsstatistik einerseits und der Verringerung der Belastung der Unternehmen andererseits erhalten bleibt. Spezielle Vereinfachungs- oder Befreiungsmaßnahmen gelten nicht nur für bestimmte Warenbewegungen, sondern auch für zahlreiche Marktteilnehmer. Ein System mit Assimilations- und Vereinfachungsschwellen (Kapitel 4) wurde zwecks Aufwandsverringerung der Auskunftspflichtigen eingeführt.

In Luxemburg ist STATEC für das Erfassen, die Bearbeitung und die Veröffentlichung der nationalen Intrastat - Daten zuständig.

## 1.2. Hauptinteressenten an den Statistiken des Warenverkehrs

Die beiden Datenerhebungssysteme "Intrastat" (innergemeinschaftlicher Warenverkehr) und "Extrastat" (Warenhandel mit Nichtmitgliedstaaten) erlauben es STATEC die Außenhandelsstatistiken Luxemburgs, Monat für Monat, zu erstellen und zu veröffentlichen.

Die internationale Handelsstatistik ist eine bedeutsame Primärquelle für viele Entscheidungsträger im öffentlichen und privaten Sektor:

- Eurostat (Europäische Kommission), zwecks Ausarbeitung der EU-Statistiken;
- die Europäische Kommission und die Europäische Zentralbank, zwecks Ausarbeitung der Währungs-, Wirtschafts- und Handelspolitik, sowie der Umwelt- und Sicherheitspolitik;
- Internationale Organisationen, wie der IWF, die UNO, die OWZE, zwecks Analyse der Wirtschaftslage und -politik;
- die Botschaften und Konsulate, die ein starkes Interesse an Luxemburgs Wirtschaftsdaten zeigen;
- die nationalen politischen Akteure, sowie Berufsverbände und Kammern;
- die Unternehmen, um ihre Marktposition anhand der Produktentwicklung einschätzen zu können bzw. um neue Marktlücken zu entdecken. (Informationen nach Produkten und / oder Ländern erhalten Sie in der Außenhandelsabteilung (siehe Paragraph 1.3);
- jeder, der an der wirtschaftlichen Entwicklung des Landes interessiert ist (Studenten, Journalisten, ...)

## 1.3. Veröffentlichung der Außenhandelsstatistiken

Statistiken im Portal:

Zusammengefasste Ergebnisse der Handelsstatistiken werden auf der Internetseite kostenlos veröffentlicht: [www.statec.lu](http://www.statec.lu). Hierzu wählen Sie «Economie et finances», «Relations économiques extérieures» und zum Schluss «Commerce extérieur». Auf Anfrage können auch ausführlichere und / oder gezielte Informationen über Produkte oder Länder geliefert werden.

**Diese Gesuche senden Sie bitte vorzugsweise per Email an: [demande-comext@statec.etat.lu](mailto:demande-comext@statec.etat.lu)**

**STATEC**

Unité ENT1

B.P. 304

L - 2013 Luxemburg

Tel.: 247 84364

## 2. AUSKUNFTSPFLICHTIGE

### 2.1. Allgemeiner Grundsatz

Grundsätzlich obliegt die statistische Auskunftspflicht jedem innergemeinschaftlichen Marktteilnehmer, d.h. jeder am Warenverkehr zwischen den Mitgliedstaaten beteiligten natürlichen oder juristischen Person. Sie werden im Folgenden Auskunftspflichtige genannt.

Um auskunftspflichtig zu sein, muss der Marktteilnehmer jedoch, entweder im Versandungsmitgliedstaat oder im Eingangsmitgliedstaat:

1. eine Mehrwertsteuer - Kennnummer haben.
2. eine der nachstehenden Bedingungen erfüllen:
  - er muss Vertragspartner des Vertrags sein, der bei der Ausfuhr zur Versendung oder beim Eingang zur Lieferung der Waren führt.
  - wenn er nicht Vertragspartner des oben beschriebenen Vertrags ist, muss er die Person sein, die bei der Ausfuhr die Versendung der Waren vornimmt oder vornehmen lässt, oder die beim Eingang die Waren entgegen nimmt oder entgegen nehmen lässt.

In der Praxis sind auskunftspflichtig: Steuerpflichtige, einschließlich derjenigen, die nur Umsätze tätigen für die kein Recht auf Vorsteuerabzug besteht und nicht steuerpflichtige juristische Personen, die hinsichtlich ihres innergemeinschaftlichen Warenverkehrs im Versandungsmitgliedstaat, im Eingangsmitgliedstaat oder in beiden Mitgliedstaaten den in Artikel 28 der Sechsten Mehrwertsteuer-Direktive vorgesehenen steuerlichen Meldeverpflichtungen unterliegen.

### 2.2. Strafmaßnahmen

Der Artikel 13 des Gesetzes vom 10. Juli 2011 bezüglich der Organisation des statistischen Amtes schreibt vor, dass die Befragten verpflichtet sind die geforderten Daten zu liefern

Bei Verstößen gegen die Meldepflicht werden vom STATEC Ordnungswidrigkeitsverfahren eingeleitet.

**Die Meldeverweigerung, die Weigerung der fristgerechten Einreichung oder bewusste Falschmeldungen können mit Strafen von 251 bis 2500 Euro belegt werden (Art. 15).**

Es ist zu beachten, dass eine Verurteilung den Auskunftspflichtigen nicht von seiner Meldepflicht befreit. Falls die betreffenden Daten nicht gesendet werden, kann das Vergehen auch mehrmals bestraft werden.

### 2.3. Befreiungen

Sind von der Auskunftspflicht befreit:

- Privatpersonen.
- Juristische und physische Personen, die bereits von der Abgabe einer Steuermeldung befreit sind.
- Steuerpflichtige, deren innergemeinschaftlicher Warenverkehr die Befreiungsschwelle nicht überschreitet.

Diese Befreiungen stehen den in Anwendung der gemeinschaftlichen Rechtsvorschriften vorgesehenen periodischen Erhebungen nicht entgegen.

### 2.4. Überprüfungen

Gemäß der Verordnung (EG) Nr. 222/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. März 2009 zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 638/2004 über die Gemeinschaftsstatistiken des Warenverkehrs zwischen Mitgliedstaaten liefert die Steuerverwaltung diesbezügliche Angaben der Unternehmen an STATEC.

Die Daten der Mehrwertsteuermeldung erlauben es STATEC:

- einerseits, neue Auskunftspflichtige ausfindig zu machen;
- andererseits, diese Daten mit denen der Intrastat – Meldung zu vergleichen um Fehler aufzudecken.

Bitte beachten Sie, dass die Mehrwertsteuerverwaltung ihrerseits **keinen Zugang** zu den individuellen Daten der Intrastat – Meldungen hat.

### **3. DRITTMELDER**

#### **3.1. Verantwortung des Auskunftspflichtigen**

Der Auskunftspflichtige kann die Aufgabe der Intrastat - Meldung auf einen Dritten, Drittmelder genannt, übertragen. Diese Übertragung mindert jedoch nicht die Verantwortlichkeit des Auskunftspflichtigen in diesem Bereich.

Selbstverständlich muss der Auskunftspflichtige dem Drittmelder alle Auskünfte zur Verfügung stellen, die zur Erfüllung der Verpflichtungen, deren er sich entledigt, erforderlich sind.

#### **3.2. Der Drittmelder**

Der Drittmelder ist ein Erbringer von Dienstleistungen auf gelegentlicher oder ständiger Basis, beispielsweise ein Wirtschafts- bzw. Steuerberater, eine spezialisierte Firma oder etwa eine Zollagentur.

Der Drittmelder muss in einem Mitgliedstaat ansässig sein. Es ist jedoch nicht erforderlich, dass es der gleiche Mitgliedstaat ist, in dem der Auskunftspflichtige ansässig oder auskunftspflichtig ist. Der Drittmelder, der nicht in Luxemburg ansässig ist und daher nicht durch eine LU - Nummer identifiziert ist, muss einen Antrag auf Erhalt einer Intrastat - Identifikationsnummer beim STATEC stellen.

## 4. DIE ENTLASTUNGSBESTIMMUNGEN DES INTRASTAT-SYSTEMS

Um die Verwaltungsaufgaben der Firmen zu vermindern, hat die gemeinschaftliche Gesetzgebung ein System von Befreiungs- und Vereinfachungsschwellen eingeführt. Diese Schwellen definieren sich in Jahresbeträgen innergemeinschaftlichen Handels unter denen die Auskunftspflichtigen entweder befreit sind oder vereinfachte Informationen liefern dürfen.

Bitte beachten Sie, dass die Entlastungsbestimmungen für jeden Warenfluss gesondert angewandt werden. Die Eingänge sind unabhängig von den Versendungen zu behandeln. Auf keinen Fall können die Eingänge und die Versendungen zusammengerechnet werden.

### 4.1. System von Befreiungs- und Vereinfachungsschwellen

Zu diesem Zweck wurde ein System statistischer Schwellen auf drei Ebenen eingeführt:

- die Befreiungsschwelle,
- die Vereinfachungsschwelle,
- die ausführliche Schwelle.

Diese Schwellen definieren sich als Grenzwerte - ausgedrückt in Jahresbeträge innergemeinschaftlichen Handels - anhand derer eine Aufhebung oder eine Vereinfachung der Auskunftspflicht für Firmen bestimmt wird.

Das Ausmaß der Vereinfachungen wird wie folgt bestimmt:

- 1) Der Auskunftspflichtige ermittelt den jährlichen Wert seiner innergemeinschaftlichen Geschäfte beim Eingang sowie bei der Versendung. Diese Jahreswerte errechnen sich aus der Gesamtsumme des Vorjahres, oder gegebenenfalls, aus dem kumulierten Betrag des laufenden Jahres. (siehe Paragraph 4.2.)
- 2) Die so ermittelten Werte erlauben es dem Auskunftspflichtigen den betreffenden Warenfluss in eine durch die Schwellen bestimmte Kategorie einzufügen.

#### 4.1.1. Die verschiedenen statistischen Schwellen

**Befreiungsschwelle** (200.000 Euro für die Eingänge, 150.000 Euro für die Versendungen)

Die Auskunftspflichtigen, bei denen der Jahresbetrag der innergemeinschaftlichen Eingänge 200.000 Euro und der innergemeinschaftlichen Versendungen 150.000 Euro nicht überschreitet, sind von der Intrastat - Meldung befreit.

**Vereinfachungsschwelle** (375.000 Euro pro Warenfluss)

Auskunftspflichtige, bei denen der Jahresbetrag der innergemeinschaftlichen Eingänge 200.000 Euro und / oder der innergemeinschaftlichen Versendungen 150.000 Euro überschreitet, jedoch den Wert von 375.000 Euro nicht überschreitet, geben eine **vereinfachte** Intrastat – Meldung für den jeweiligen Warenstrom ab.

**Ausführliche Schwellen** (4 Mio. Euro für die Eingänge, 8 Mio. Euro für die Versendungen)

**Innergemeinschaftliche Eingänge** (4.000.000 Euro)

Die Auskunftspflichtigen, bei denen der Jahresbetrag ihrer innergemeinschaftlichen **Eingänge** zwischen 375.000 Euro und 4.000.000 Euro liegt, geben eine **ausführliche** Intrastat - Meldung ab.

**Innergemeinschaftliche Versendungen** (8.000.000 Euro)

Die Auskunftspflichtigen, bei denen der Jahresbetrag ihrer innergemeinschaftlichen **Versendungen** zwischen 375.000 Euro und 8.000.000 Euro liegt, geben eine **ausführliche** Intrastat - Meldung ab.

#### 4.1.2. Erweiterte ausführliche Intrastat-Meldung

Die Auskunftspflichtigen, bei denen der Jahresbetrag ihrer innergemeinschaftlichen Eingänge über 4.000.000 Euro oder ihrer Versendungen über 8.000.000 Euro liegt, müssen eine **erweiterte ausführliche** Intrastat - Meldung abgeben. Diese Meldung enthält **zusätzlich zur ausführlichen Meldung Angaben über den statistischen Wert der Ware sowie den Transportweg.**



#### 4.1.3. Tabelle der Schwellen

	Jährlicher Wert der innergemeinschaftlichen Warenbewegungen (€)			
Eingänge	< 200.000	≥ 200.000	≥ 375.000	≥ 4.000.000
Versendungen	< 150.000	≥ 150.000	≥ 375.000	≥ 8.000.000
Art der Meldung	befreit	vereinfacht	ausführlich	erweitert ausführlich
Übertragung der Daten	---	IDEP.WEB/Papier	IDEP.WEB	IDEP.WEB

#### 4.1.4. Beispiele

Beispiel 1:

Wert der Eingänge 2018: 175.000 Euro

Wert der Versendungen 2018: 50.000 Euro

Die Firma ist von der Intrastat - Meldung befreit, weil der Jahreswert der beiden Warenströme die Schwelle von 200.000 sowie 150.000 Euro nicht überschreitet. Bitte beachten Sie, dass die Warenströme immer gesondert - und nicht der Gesamtwert (175.000 Euro in unserem Beispiel 1) - betrachtet werden müssen.

Beispiel 2:

Wert der Eingänge 2018: 225.000 Euro

Wert der Versendungen 2018: 25.000 Euro

Das Unternehmen muss seitens der Eingänge vereinfachte Meldungen ausfüllen, ist aber seitens der Versendungen von der Meldepflicht befreit.

Beispiel 3:

Wert der Eingänge 2018: 500.000 Euro

Wert der Versendungen 2018: 75.000 Euro

Die Firma muss seitens der Eingänge ausführliche Meldungen ausfüllen, ist aber seitens der Versendungen befreit.

Beispiel 4:

Wert der Eingänge 2018: 225.000 Euro

Wert der Versendungen 2018: 300.000 Euro

Die Firma füllt vereinfachte Meldungen für die Versendungen und die Eingänge aus.

Beispiel 5:

Wert der Eingänge 2018: 250.000 Euro

Wert der Versendungen 2018: 750.000 Euro

Die Firma muss ausführliche Meldungen für die Versendungen und darf vereinfachte Meldungen für die Eingänge ausfüllen.

Beispiel 6:

Wert der Eingänge 2018: 3.000.000 Euro

Wert der Versendungen 2018: 9.000.000 Euro

Die Firma muss erweiterte ausführliche Meldungen für die Versendungen ausfüllen (mit Angabe des statistischen Wertes und des Transportweges) und darf ausführliche Meldungen (ohne statistischen Wert und ohne Transportweg) für die Eingänge erstellen.

## 4.2. Anwendung der Schwellen

Wenn die Schwellen sich in der Regel auf die Vorjahresergebnisse beziehen, so sind die Ergebnisse des laufenden Jahres auch in Betracht zu ziehen.

Die Auskunftspflichtigen werden per Brief auf der Grundlage der in den Mehrwertsteuererklärungen angegebenen innergemeinschaftlichen Umsätze kontaktiert. Im Falle einer vierteljährlichen oder jährlichen Mehrwertsteuererklärung kann STATEC den genauen Monat der Überschreitung des Schwellenwerts nicht bestimmen. Folglich wird der erste Monat (Januar, April, Juli oder Oktober) des betreffenden Zeitraums der Überschreitung standardmäßig als Beginn der Intrastat-Meldepflicht angegeben. Der Auskunftspflichtige muss den genauen Monat der Überschreitung berechnen und den STATEC informieren, damit der Beginn der Meldepflicht bestimmt werden kann.

### 4.2.1. Kumulierter Wert der innergemeinschaftlichen Geschäfte des laufenden Jahres

Ein Unternehmen

- das seine Tätigkeit erst im Laufe des Jahres aufgenommen hat,
- oder dessen Auskunftspflicht bis dato vermindert oder sogar ausgesetzt war,

ist verpflichtet die Ergebnisse des laufenden Jahres ebenfalls in Betracht zu ziehen.

Wenn der **kumulierte Wert** eines Warenflusses (Versendungen bzw. Eingänge) im laufenden Jahr die bis dato zutreffende Schwelle überschreitet, treten die Bestimmungen der neuen, höheren Schwelle in Kraft (andernfalls bleiben die alten Bestimmungen in Kraft). Man unterscheidet zwischen:

1) der von der Auskunftspflicht befreiten Firma.

Wenn im Laufe des Jahres der **kumulierte Betrag** der innergemeinschaftlichen Eingänge die Befreiungsschwelle von 200.000 Euro und / oder der **kumulierte Betrag** der innergemeinschaftlichen Versendungen die Befreiungsschwelle von 150.000 Euro überschreitet, muss der bis dahin befreite Auskunftspflichtige, **für und ab dem Monat der Überschreitung** der Schwelle, die neuen geltenden Formalitäten erfüllen.

2) der vereinfacht (oder ausführlich) meldenden Firma.

Wenn der kumulierte Betrag die Vereinfachungsschwelle (oder die ausführliche Schwelle) überschreitet, muss der Auskunftspflichtige, **ab dem darauffolgenden Monat**, eine ausführliche (oder eine erweiterte ausführliche) Meldung abgeben.

Die Unternehmen sind aufgefordert die Gültigkeit der ihnen gewährten Entlastungen laufend zu überprüfen.

### 4.2.2. Vorjahresergebnis der innergemeinschaftlichen Geschäfte

Nach Abschluss eines Jahres (d.h. nach Abgabe der Intrastat-Meldung betreffend den Monat Dezember) können die Unternehmen ihre statistischen Pflichten neu überprüfen.

Die Prozedur bleibt die gleiche: anhand des Jahresgesamtergebnisses kann der Auskunftspflichtige (für den jeweiligen Warenfluss) sich in eine durch die Schwellen bestimmte Kategorie einfügen. Falls eine andere Kategorie als die bis dato gültige ermittelt wird, müssen (d.h. beim Überschreiten einer höheren Schwelle) bzw. können (beim Unterschreiten der bis dato gültigen Schwelle) die neuen Bestimmungen ab der Meldung vom Monat Januar des neuen Jahres angewandt werden.

Der Unterschied zum vorherigen Paragraphen (4.2.1.) liegt darin, dass es dem Auskunftspflichtigen nur nach Abschluss eines Jahres erlaubt ist seine **statistischen Pflichten** zu **vermindern**.

Das Internet-Formular IDEP.WEB informiert Sie, falls der kumulierte Warenwert des laufenden Jahres die Schwelle überschreitet und eine ausführlichere Meldung ab dem darauffolgenden Monat erstellt werden muss.

### 4.2.3. Befreiung von der Auskunftspflicht

Eine Firma bei der, nach Abschluss eines Jahres, das Jahresergebnis der innergemeinschaftlichen Eingänge die Schwelle von 200.000 Euro und / oder der innergemeinschaftlichen Versendungen die Schwelle von 150.000 Euro nicht mehr überschreitet, kann beim STATEC, für den betreffenden Warenfluss, eine Befreiung für das anschließende Jahr schriftlich/per Mail beantragen.

### 4.2.4. Beispiele

**A)** Überschreitung der Schwelle von einer Firma, die im Jahr davor von der Meldungspflicht befreit war:

Gesamtbetrag der Eingänge im Jahr 2018: 180.000 Euro  
(Befreiung, da unter der Befreiungsschwelle von 200.000 Euro)

Kumulierter Betrag von Januar bis April 2019: 80.000 Euro  
(Befreiung für die Monate Januar bis April 2019)

Betrag des Monats Mai 2019: 130.000 Euro  
Kumulierter Betrag Januar bis Mai 2019: 210.000 Euro  
(Vereinfachte Meldung ab Mai und für die nachfolgenden Monate, da Überschreitung der Assimilationsschwelle im Mai 2019)

**B)** Überschreitung der Schwelle von einer Firma, die im vorhergehenden Jahr eine vereinfachte Meldung erstellt hat:

Gesamtbetrag der Versendungen im Jahr 2018: 330.000 Euro  
(Vereinfachte Meldung ab Januar 2019, da unter der Vereinfachungsschwelle von 375.000 Euro)

Kumulierter Betrag von Januar bis Mai 2019: 300.000 Euro  
(Vereinfachte Meldung für Januar bis Mai 2019)

Betrag des Monats Juni 2019: 160.000 Euro  
Kumulierter Betrag Januar bis Juni 2019: 460.000 Euro  
(Ausführliche Meldung ab Juli 2019, da Überschreitung der Vereinfachungsschwelle im Juni 2019)

## 4.3. Weitere Entlastungen des Intrastat-Systems

### 4.3.1. Angabe der zehn wertmäßig wichtigsten Warenkodes (KN8)

Diese Entlastung gilt nur für Auskunftspflichtige, die eine vereinfachte Intrastat-Meldung abgeben (200.000 / 150.000 Euro < Jahreswert ≤ 375.000 Euro).

Bei vereinfachten Meldungen ist es erlaubt nur die 10 Warennummern anzugeben, deren Warenwerte - für den Bezugszeitraum der Meldung - am höchsten sind. Für die übrigen Produkte darf die Sammelposition 99500000 angegeben werden. Eine Aufgliederung nach Partnerland ist aber auch weiterhin erforderlich.

### 4.3.2. Schwelle je Geschäft

Alle Auskunftspflichtigen können ihre **Geschäfte unter 100 Euro** unter der Sammelposition 99500000 der Kombinierten Nomenklatur verbuchen. Eine Aufgliederung nach Partnerland ist aber auch weiterhin erforderlich.

## 5. GRUNDLAGEN DER INNERGEMEINSCHAFTLICHEN HANDELSSTATISTIK

### 5.1. Statistisches Basiskonzept

Im Allgemeinen erfasst die innergemeinschaftliche Handelsstatistik alle ein- und ausgehenden Waren, die den materiellen Bestand eines Mitgliedstaats erhöhen (Eingänge aus einem anderen Mitgliedstaat) oder verringern (Versendungen in einen anderen Mitgliedstaat).

Somit erfasst die EU-Handelsstatistik Luxemburgs grundsätzlich nur die Waren, die körperlich die luxemburgische Grenze überschreiten (elektrischer Strom und Gas inbegriffen) und einen anderen Mitgliedstaat als Ziel oder Herkunft haben. Die Eigentumsübertragung ist kein entscheidender Faktor für die Außenhandelsstatistik, außer in folgenden drei Fällen:

1. Wasserfahrzeuge für die Seeschifffahrt,
2. Luftfahrzeuge die von Fluggesellschaften genutzt werden,
3. Raumflugkörper wie beispielsweise die Satelliten,

Für diese Güter wird das Prinzip der körperlichen Ein- und Ausfuhr durch das Prinzip der Eigentumsübertragung zwischen Ansässigen und Nichtansässigen ersetzt.

Gemäß dem Basiskonzept ist folgendes aus der Außenhandelsstatistik auszuschließen:

1. Transit von Waren (Durchquerung des Landes) oder Waren, die nur aus logistischen Gründen in Luxemburg Halt machen;
2. Zeitlich begrenzte Warenverkehre (mit Ausnahme des Warenverkehrs zur oder nach Veredelung bzw. Reparatur), bei denen die vorgesehene Dauer des Verbleibs der Ware 24 Monate nicht überschreitet oder überschreiten soll. Z.B. Miete oder operatives Leasing eines Wagens für eine Dauer unter 24 Monaten;
3. Dreiecksgeschäfte (mit Ausnahme solcher die Wasser- und Luftfahrzeuge oder Raumflugkörper betreffen) wo finanzielle oder andere Transaktionen zwischen einem Ansässigen und einem Nichtansässigen stattfinden ohne dass jedoch die Güter körperlich ein- oder ausgeführt werden;
4. Dienstleistungen aller Art (mit Ausnahme von Veredelungs- und Reparaturarbeiten) sowie die damit verbundenen Kosten wie z.B. der Einkauf oder Verkauf von Lizenzen, die Erstellung von Studien, die Lohnkosten,...

### 5.2. Spezifische Waren und Bewegungen

#### 5.2.1. Innergemeinschaftliche Geschäfte eines ausländischen Unternehmens, das in Luxemburg eingeschrieben ist

Beim Ablauf der hier beschriebenen innergemeinschaftlichen Geschäfte Luxemburgs tritt eine Firma auf, die in einem anderen Mitgliedsstaat ansässig ist, aber auch in Luxemburg eingeschrieben ist (ohne unbedingt hier eine Niederlassung zu haben).

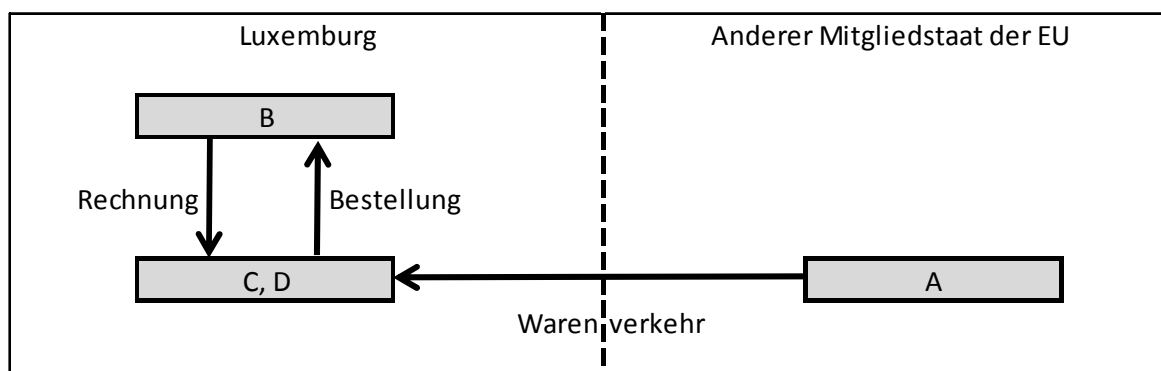
In der Praxis kann es sich hier um Fernverkäufe oder um Bau- oder Montagearbeiten handeln.

Die verschiedenen Handelspartner sind:

- A = ein Unternehmen mit Sitz in einem anderen Mitgliedsstaat
- B = dasselbe Unternehmen A in Luxemburg eingeschrieben (also mit einer LU - Identifikationsnummer)
- C = eine andere in Luxemburg ansässige Firma
- D = eine in Luxemburg wohnhafte Privatperson

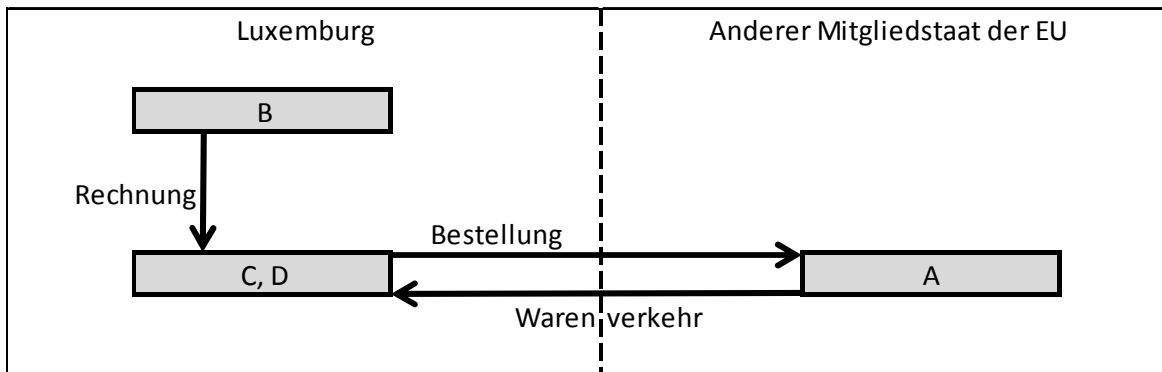
Fall 1:

C oder D haben ihre Bestellung bei B aufgegeben, doch sie werden unmittelbar von A beliefert. Die Rechnung wird zugunsten von B ausgestellt (mit Luxemburger Mehrwertsteuer). In diesem Fall ist B der Auskunftspflichtige und muss eine Intrastat – Meldung erstellen, sogar wenn die Waren für Privatpersonen bestimmt sind. C (und D) sind befreit.



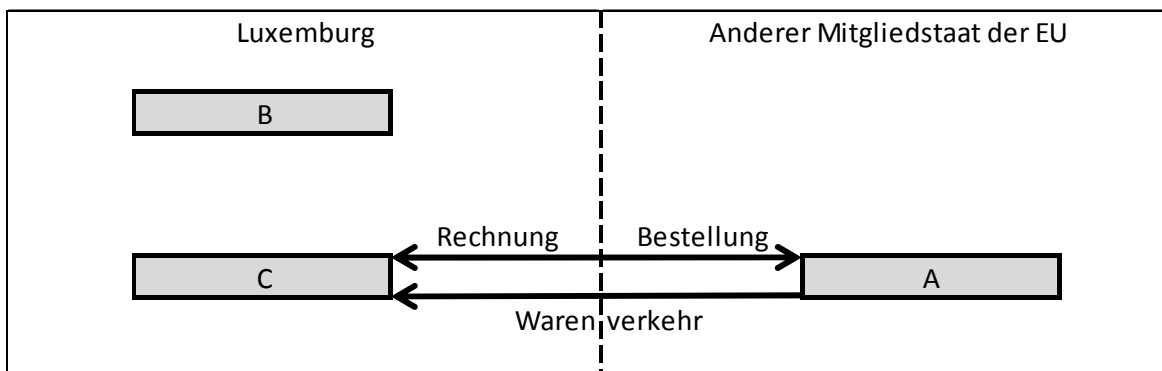
Fall 2:

C oder D haben ihre Bestellung bei A aufgegeben. Obwohl letzterer sie unmittelbar beliefert, wird die Rechnung zugunsten von B ausgestellt (mit Luxemburger Mehrwertsteuer). In diesem Fall ist B der Auskunftspflichtige und muss eine Intrastat - Meldung erstellen, sogar wenn die Waren für Privatpersonen bestimmt sind. C (und D) sind befreit.



Fall 3:

C gibt seine Bestellung bei A auf und erhält die Ware unmittelbar von A. Die Rechnung (ohne Luxemburger Mehrwertsteuer) wird von A ausgestellt. In der Tat tritt B in der Verbindung zwischen C und A nicht auf. In diesem Fall ist C der Auskunftspflichtige und muss die Intrastat - Meldung erstellen.



Angeichts der Interpretationsmöglichkeiten der verschiedenen Modelle, ist es für alle Beteiligten ratsam sich untereinander abzusprechen, um eine doppelte Arbeit oder andererseits das rückwirkende Erstellen einer großen Anzahl von Meldungen zu vermeiden.

## 5.2.2 Gutschriften

1. Gutschriften, die sich auf ein Skonto (Rabatt) beziehen, werden nicht gemeldet. Der Bruttobetrag ist anzugeben.
2. Gutschriften, die sich aber auf zurückgesendete Waren beziehen, müssen als Warenrücksendung unter den Versendungen gemeldet werden (Art des Geschäfts 21), falls die Firma Versendungen melden muss d.h. bei Überschreitung der Befreiungsschwelle von 150.000 Euro. Wenn die Rücksendung im selben Monat wie die Lieferung erfolgt, kann man den Wert auch sofort von den Eingängen abziehen, und somit nur die effektiv gezahlten Waren melden. Im umgekehrten Fall, wenn der Verkäufer seine Ware zurücknimmt, gilt die gegenteilige Prozedur.
3. Die Gutschriften wegen falscher Rechnung müssen als Verbesserung gemeldet werden (siehe Punkt 6.6 Verbesserungen).

## 5.2.3 Warenrücksendungen

Waren, die der Käufer nicht annimmt und dem Verkäufer zurücksendet, müssen als Versendungen angemeldet werden (Art des Geschäfts Kode 21), falls die Firma Versendungs-Meldungen abgeben muss (wenn sie also die Schwelle der 150.000 Euro bei den Versendungen überschreitet). Wenn die Rücksendung im selben Monat wie die Lieferung erfolgt, kann man den Wert auch sofort von den Eingängen abziehen, und somit nur die effektiv gezahlten Waren melden. Eine Rücksendung nach einer Versendung ist ein Eingang mit der „Art des Geschäfts - Kode 21“ (siehe auch Punkt 7.3.2 - Art des Geschäfts).

## 5.2.4 Reparatur oder Lohnveredelung:

Waresendungen vor bzw. nach einer Reparatur oder Lohnveredelung werden im Intrastat-System erhoben. Es handelt sich hier um eine Ausnahme, da Waren mit einer vorübergehenden Verwendung (z.B. Geräte und Ausrüstung die das Baugewerbe zur Ausführung ihrer Arbeit benötigt) normalerweise nicht im Intrastat erhoben werden (siehe Paragraph 5.3.)

Bei Versendung oder Eingang von Waren **hinsichtlich** einer Lohnveredelung oder einer entgeltlichen Reparatur muss der (geschätzte) Gesamtwert der Ware angegeben werden. Bei Erhalt oder Rücksendung von Waren **nach** einer Lohnveredelung oder einer entgeltlichen Reparatur muss der Gesamtwert **zuzüglich** der Bearbeitungs- oder Reparaturkosten angegeben werden.

Man muss zwischen einer erweiterten ausführlichen Meldung und den vereinfachten oder ausführlichen Meldungen unterscheiden.

### 1) Erweiterte ausführliche Meldung (statistischer Wert obligatorisch)

Aus Sicht des Auftraggebers:

	Versendung hinsichtlich einer Lohnveredelung / Reparatur	Eingang nach einer Lohnveredelung / Reparatur
Art des Geschäfts	Kode 41 / 61	Kode 51 / 62
Rechnungswert	0 *	Wert der geleisteten Arbeit
Statistischer Wert	Wert der Ware	Wert der Ware + Wert der geleisteten Arbeit + Transportkosten

Aus Sicht des Lohnveredlers:

	Eingang hinsichtlich einer Lohnveredelung / Reparatur	Versendung nach einer Lohnveredelung / Reparatur
Art des Geschäfts	Kode 41 / 61	Kode 51 / 62
Rechnungswert	0 *	Wert der geleisteten Arbeit
Statistischer Wert	Wert der Ware + Transportkosten	Wert der Ware + Wert der geleisteten Arbeit

\* Wegen einer Vereinbarung auf europäischer Ebene nimmt das Internet-Formular IDEP.WEB die Zahl 0 nicht an. Falls Sie IDEP.WEB benutzen, bitten wir Sie deshalb den symbolischen Wert «1» anstatt «0» für den Rechnungswert anzugeben.

### 2) Vereinfachte oder ausführliche Meldung

Die Unternehmen, die von der Angabe des statistischen Wertes befreit sind, geben den unten bestimmten Wert in der Rubrik "In Rechnung gestellter Wert" an.

Aus Sicht des Auftraggebers:

	Versendung hinsichtlich einer Lohnveredelung / Reparatur	Eingang nach einer Lohnveredelung / Reparatur
Art des Geschäfts*	Kode 41 / 61	Kode 51 / 62
Rechnungswert	Wert der Ware	Wert der Ware + Wert der geleisteten Arbeit

Aus Sicht des Lohnveredlers:

	Eingang hinsichtlich einer Lohnveredelung / Reparatur	Versendung nach einer Lohnveredelung / Reparatur
Art des Geschäfts*	Kode 41 / 61	Kode 51 / 62
Rechnungswert	Wert der Ware	Wert der Ware + Wert der geleisteten Arbeit

\*Dieses Feld wird nicht auf der vereinfachten Meldung angegeben

### 5.2.5 Reparatur / Wartung von Kraftfahrzeugen

Reparatur oder Wartungen von Kraftfahrzeugen, die in einem anderen Mitgliedsstaat durchgeführt wurden, sind im Intrastat anzugeben. Siehe dazu auch die Punkte 5.2.4 (Reparaturen) und 7.3.2 (Art des Geschäfts).

### 5.2.6 Zeitung - und Magazinabonnemente

Die Abonnemente sollten (mit der jeweiligen Warennummer aus Kapitel 49 der Warennomenklatur) in zusammengefasster Form (z.B. einmal jährlich) und nicht die einzelnen Ausgaben angegeben werden.

### 5.2.7 Anzahlungen für künftige Lieferungen

Gemäß dem Prinzip der körperlichen Ein- oder Ausfuhr, ist die Ware erst bei deren Eingang/Versand im Intrastat anzugeben und dies in der Höhe des Gesamtwertes. Anzahlungen dürfen nicht gesondert angegeben werden.

### 5.2.8 Geschenke und kostenfreie Sendungen

Bei Geschenken und kostenfreien Sendungen (außer Werbemittel und kostenfreie Warenproben) ist der (geschätzte) Gesamtwert anzugeben (z.B. bei Ersatzteilen).

### 5.2.9 Abfall

Der Austausch von Abfall ist zu melden. Man unterscheidet 3 Arten von Transaktionen (Art des Geschäfts):

- 11: Kauf/Verkauf von Abfall mit Marktwert
- 41/51: Recycling von Abfall mit Rückkehr des wiederverwertbaren Materials zum Auftraggeber (Lohnveredelung)
- 99: Beseitigung des Abfalls ohne Marktwert einhergehend mit Abholungskosten oder Bearbeitung für den Auftraggeber (Konvention: Rechnungsbetrag = 1 Euro)

### 5.2.10 Finanzierungsleasing (Mietkauf)

Das Finanzierungsleasing (Mietkauf) mit anschließendem Eigentumsübertrag auf den Leasing-Nehmer ist zum Zeitpunkt des Vertragsschlusses in der Intrastat-Meldung anzugeben. Bitte beachten Sie, dass der im Vertrag eingetragene Gesamtwarenwert, und nicht der Restwert, anzugeben ist. Finanzierungsleasing beinhaltet Geschäfte, bei denen die Leasingraten so berechnet werden, dass sie den ganzen oder fast den ganzen Warenwert abdecken. Die Vorteile und Risiken des Eigentums gehen auf den Leasingnehmer über; bei Vertragsende wird der Leasingnehmer auch rechtlich Eigentümer der Waren.

### 5.2.11 Miete, Ausleihe und operatives Leasing von Gütern

Nur die Miete, Ausleihe und operatives Leasing von Gütern mit einem Verbleib von über 24 Monaten sind in der Intrastat-Meldung anzugeben. Das operative Leasing ist eine Art Mietvertrag ohne Kaufoption. Es handelt sich dabei um eine Gebrauchsüberlassung der Ware ohne Überwälzung der Sach- und Preisgefahr auf den Leasing-Nehmer. Der Leasing-Geber bleibt der rechtliche Eigentümer und verfügt bei Vertragsende wieder frei über die Ware.

### 5.2.12 Software

Standardsoftware wie Textverarbeitungs-, Datenbank-, oder Setzungsprogramme, usw. sind zu melden. Der anzugebende Wert beinhaltet nicht nur den des Datenträgers, sondern auch den des Programms selbst. Computerprogramme, die spezifisch für ein Unternehmen entwickelt werden, sind als Dienstleistungen einzustufen und sind damit nicht in der Intrastat-Meldung zu melden. Elektronisch übermittelte Software-Programme haben keinen physischen Datenträger und werden deshalb nicht berücksichtigt.

### 5.2.13 Investitionsgüter

Der Erwerb sowie der Wiederverkauf von Investitionsgütern (Produktionsanlagen, Dienstwagen, Lastwagen, Rechner,...) oder Waren die unter Gemeinkosten verbucht werden (Büromaterial, Zubehör,...), sind in der Intrastat-Meldung anzugeben.

### 5.2.14 Lagerverlegung:

1. Lagerverlegungen, in ein/aus einem EU-Mitgliedsstaat, mit tatsächlicher, beabsichtigter oder zukünftiger Eigentumsübertragung sowie mit finanzieller oder anderweitiger Gegenleistung (z.B. Eingänge/Versendungen in ein Warenlager oder ein Verteilungszentrum zwecks späteren Verkaufs an Kunden; ...): je nach Eigenart sind diese Lagerverlegungen mit der **Art des Geschäfts 11, 12, 13, 14 oder 19** anzugeben.

2. Lagerverlegungen, in ein/aus einem EU-Mitgliedsstaat, ohne beabsichtigte Eigentumsübertragung (z.B. Versendung von Waren ins Ausland aus rein logistischen Gründen, welche wieder ins Herkunftsland zurückkehren sollen, ...): diese Lagerverlegungen sind mit der **Art des Geschäfts 92** anzugeben.

### 5.2.15 Geschäfte mit nicht Mehrwertsteuerpflichtigen.

Die Geschäfte mit nicht MwSt.-Pflichtigen (z.B. Privatpersonen) werden unter der Art des Geschäfts 11 angegeben.

### 5.3. Nicht zu meldende Waren

Verschiedene Waren, die zwischen den Mitgliedsstaaten der EU im Umlauf sind, werden nicht angegeben. Es handelt sich grundlegend um Waren, deren Verkehr zeitlich begrenzt oder die nicht Gegenstand eines Handelsgeschäfts sind.

Die Angaben zu folgenden Waren sind ausgenommen:

- a) Währungsgold;
- b) gesetzliche Zahlungsmittel sowie Wertpapiere, einschließlich Wertzeichen, die zur Bezahlung von Dienstleistungen, z. B. Porto, sowie von Steuern oder Nutzungsgebühren dienen;
- c) Waren zur oder nach der vorübergehenden Verwendung (z. B. Miete, Leihe, Operatives Leasing), sofern alle folgenden Bedingungen erfüllt sind:
  - eine Veredelung / Reparatur ist weder geplant noch erfolgt,
  - die erwartete Dauer der vorübergehenden Verwendung beträgt höchstens 24 Monate,
  - die Versendung / der Eingang ist nicht als Lieferung / Erwerb für Umsatzsteuerzwecke zu erfassen;
- d) Warenbewegungen zwischen einem Mitgliedstaat und seinen territorialen Exklaven in anderen Mitgliedstaaten und einem Mitgliedstaat und territorialen Exklaven anderer Mitgliedstaaten oder internationaler Organisationen auf seinem Hoheitsgebiet. Zu den territorialen Exklaven gehören Botschaften sowie staatliche Streitkräfte, die außerhalb des Hoheitsgebietes ihres Entsendelandes stationiert sind;
- e) Waren, die als Datenträger von individualisierten Informationen verwendet werden, einschließlich Software;
- f) aus dem Internet heruntergeladene Software;
- g) unentgeltlich gelieferte Waren, die nicht Gegenstand eines Handelsgeschäfts sind, sofern die Warenbewegung ausschließlich mit der Absicht erfolgt, ein späteres Handelsgeschäft durch Vorführung der Eigenschaften der Waren oder Dienstleistungen vorzubereiten oder zu unterstützen, wie z. B. Werbematerial und Warenmuster;
- h) Beförderungsmittel während ihres Betriebs, einschließlich Trägerraketen für die Raumfahrt während des Starts.



## 6. ÜBERMITTLUNG DER STATISTISCHEN INFORMATIONEN

### 6.1. Monatliche Übermittlung

Grundsätzlich sind die statistischen Informationen in Form monatlicher Meldungen vorzulegen. Diese Intrastat-Meldungen sind vom Auskunftspflichtigen bzw. vom Drittmelder zu senden.

Bitte beachten Sie dass:

- Wareneingänge bzw. –Versendungen getrennt zu melden sind,
- Vierteljahresmeldungen oder rückwirkende Jahresmeldungen wie bei der Mehrwertsteuer nicht möglich sind.

### 6.2. Empfangsdienst

**Papiervordrucke (per Post oder Telefax):**

Service Intrastat  
B.P. 304  
L - 2013 Luxemburg  
Fax: 46 42 89

**Meldungen per Email zum Ausdrucken (Excel, PDF, JPG):**

info-intrastat@statec.etat.lu

### 6.3. Übermittlungsfrist

Die Intrastat-Meldungen müssen bis zum **16. Arbeitstag** des nachfolgenden Monats übermittelt werden.

### 6.4. Spezifische Intrastat-Meldungen

#### 6.4.1. Teilmeldungen

Der Auskunftspflichtige hat die Möglichkeit die monatlichen Daten in einer einzigen Meldung (Einzelmeldung) oder in mehreren Teilmeldungen (die sich jeweils auf einen Teil des Berichtszeitraumes beziehen) anzugeben.

Falls Teilmeldungen eingereicht werden, bezieht sich die obengenannte Frist auf die letzte Teilmeldung des betreffenden Monats.

#### 6.4.2. Nullmeldung

Falls im Laufe eines oder mehrerer Monate kein innergemeinschaftlicher Warenverkehr (Eingänge bzw. Versendungen) stattgefunden hat, müssen die Auskunftspflichtigen eine Nullmeldung senden, um den Versand von unnötigen Mahnungen zu vermeiden.

## 6.5. Datenträger

Es gibt zwei Arten die geforderten statistischen Daten zu erstellen und zu übermitteln:

- Für ausführliche und erweiterte ausführliche Meldungen ist die elektronische Datenübermittlung anhand des Internet-Formulars IDEP.WEB obligatorisch: <https://services.statec.lu/IddepWeb/>.
- Vereinfachte Meldungen können auf Papier oder via IDEP.WEB erstellt werden.

### 6.5.1. Elektronische Datenträger

Alle Auskunftspflichtigen, die die jährliche Schwelle von 375.000 Euro überschreiten, müssen das Internet-Formular IDEP.WEB benutzen.

Der IDEP.WEB-Online-Dienst des STATEC ist eine moderne Datenerhebungstechnik, die Ihren Arbeitsaufwand erheblich verringert. Der elektronische Weg via Internet ist in vielerlei Hinsicht vorteilhaft. Er erlaubt Ihnen beispielsweise:

- die manuelle Eingabe der Daten,
- Import von Daten aus einer firmeninternen Software oder Datenbank (eine manuelle Eingabe der Daten würde entfallen),
- Zeilen aus einer vorangegangenen Meldung zu übernehmen,
- Rückgriff auf Tafeln die dem spezifischen Umfeld der Firma angepasst wurden,
- mit firmeninternen Warenkodes zu arbeiten,
- die Abspeicherung von Modellen, die jederzeit wieder aufgerufen werden können (besonders nützlich bei mehr oder weniger gleichbleibendem Warenverkehr),
- ...

Sehen Sie weitere Einzelheiten das Internet-Formular IDEP.WEB betreffend unter Punkt 6.5.3.

#### 6.5.1.1. Andere elektronische Formate

Andere elektronische Übermittlungsformate werden nicht angenommen. Wir stehen Ihnen aber jederzeit zur Verfügung um, gemeinsam mit Ihnen, eine – geeignete, kostenlose und an Ihrem EDV-Umfeld angepasste – Lösung zu finden.

#### 6.5.1.2. Import von Daten aus einer firmeninternen Software oder Datenbank

Das Internet-Formular IDEP.WEB kann Daten aus allen möglichen Dateien übernehmen (Excel, Datenbank, Text, usw.). Dies hat den Vorteil, dass die Daten schon bei deren Import überprüft werden. Es ist möglich diese Daten, nach erfolgter Kontrolle, zu vervollständigen und zu berichtigen. Die Gefahr einer Zurückweisung einer solch erstellten Meldung ist eher gering.

Falls Probleme bei der Übernahme von Daten auftreten, sollten Sie uns die Dateien aus ihrem firmeninternen Programm (Buchhaltungssoftware, ..) zukommen lassen. Anhand dieser Dateien versuchen wir eine geeignete Lösung zu finden.

Es ist auch möglich die im Internet-Formular IDEP.WEB eingegebenen Daten in ihr firmeninternes Programm einzuspeisen.

### 6.5.2. Papiervordruck

Nur Auskunftspflichtige, die die jährliche Schwelle von 375.000 Euro nicht überschreiten, können vereinfachte Intrastat - Meldungen auf Papier oder per Mail senden. Dazu werden die Vordrucke am Ende dieses Merkblatts benutzt, bzw. als PDF-Dokument von unserer Internetseite [www.statec.lu](http://www.statec.lu) ("Enquêtes - Espace entreprises- Intrastat") herabgeladen.

Die Angaben müssen in leserlichen Buchstaben und Zahlen eingetragen werden. Sämtliche Kolonnen und Rubriken eines Formulars müssen ausgefüllt werden. Sollte eine Meldung mehr als eine Seite benötigen, sind weitere Vordrucke zu verwenden, die oben rechts zu nummerieren sind. Eine Kopie der übermittelten Meldung sollte in der Firma aufbewahrt werden.

### 6.5.3. Internet-Formular IDEP.WEB für die Meldungen „Intrastat“ und „Zahlungsbilanz“.

Funktioniert unter folgenden Internet-Browsern: Internet Explorer, Mozilla Firefox, Google Chrome, Safari, Opera.

#### **Anfrage eines Benutzerkontos:**

- Der Zugang zu IDEP.WEB erfordert ein Benutzerkonto mit Passwort. Nach Erhalt Ihrer Anfrage werden Ihnen die Zugriffsrechte per eingeschriebenen Brief zugeschickt.
- Ihre Anfrage senden Sie bitte per Email an [luc.kohnen@statec.etat.lu](mailto:luc.kohnen@statec.etat.lu) unter Angabe folgender Informationen:
  - die Identifikationsnummer der Firma (LU\_\_\_\_\_),
  - den Namen und die Adresse der Firma,
  - die Daten der Kontaktperson der auskunftspflichtigen Firma (Vorname, Name, Telefonnummer und Email-Adresse).

#### **Vorteile:**

- Sie haben zu jeder Zeit Zugang per Internet zu Ihren Daten.
- Sie bekommen sofort eine Empfangsbestätigung per Email.

#### **Wahl der Sprache:**

- Französisch, deutsch, englisch.

#### **Einfache Eingabe:**

- Eingabe der Daten mit sofortiger Prüfung.

#### **Übernahme bestehender Daten:**

- Import der Daten aus vielen üblichen kommerziellen Programmen.
- Daten aus ihren eigenen Dateien können übernommen werden (Excel, dbase, MS-Access, Text). Es ist möglich die Tafeln für Intrastat und Zahlungsbilanzen zu exportieren.

#### **Anpassung an ihre Situation in der Firma:**

- Kopieren von früheren Linien oder Meldungen.
- Möglichkeit mit ihrer eigenen Warenbeschreibung oder Benennung zu arbeiten.
- Erstellen von Linien-Modellen (Meldungslinien, die Sie danach wieder verwenden können).
- Tafel der Handelspartner (Versendungen).

.

#### **Suche von Warennummern:**

- Die Suche per Schlüsselwort funktioniert in drei Sprachen (französisch, deutsch und englisch). Die Sprache kann während der Suche gewechselt werden.

#### **Meldung / Drittmelder:**

- Falls der Auskunftspflichtige einen Teil der Berichtslast an einen Drittmelder übertragen hat, dann hat der Auskunftspflichtige Zugriff auf alle Meldungen, während der Drittmelder nur Zugang zu den von ihm erstellten Meldungen hat.

#### **Hilfe**

- Eine Hilfe für jede Funktion und Handbücher sind verfügbar.

#### **Allgemeine Informationen zu IDEP.WEB:**

H. Jean-Pierre Jossa, support-intrastat@statec.etat.lu, Tel.: 247 84286

## 6.6. Verbesserung von Meldungen

### Benutzer des Internet-Formulars IDEP.WEB:

Wenn Sie eine bereits gesendete Meldung korrigieren möchten, müssen Sie die Option "Ersatz" wählen. Die bereits versandten Daten der zu verbessernden Meldung werden in die neue Meldung kopiert. Nach der Verbesserung (Ergänzungen, Korrekturen, Löschungen) und Übertragung ersetzt diese neue Meldung die zuvor gesendete.

### Benutzer von Vordrucken oder Formaten zum Ausdrucken:

Sie korrigieren die Fehler (Ergänzungen, Korrekturen, Löschungen) der ersten Meldung und senden diese erneut. Es ist wichtig, das neue Formular mit "löscht und ersetzt" zu identifizieren.

## 6.7. Verweigerung der Annahme einer Meldung

Der Auskunftspflichtige hat nicht nur die Pflicht seine Meldungen im vorgeschriebenen Zeitraum zu senden, sondern auch deren Richtigkeit zu gewährleisten. Intrastat-Meldungen mit hohen Fehlerquoten können vom STATEC abgelehnt und zurückgeschickt werden.

Das Internet-Formular IDEP.WEB hat den Vorteil, dass es über automatische Kontrollprozeduren verfügt, die alle Daten während deren Import oder deren Eingabe nach etwaigen Fehlern überprüfen. Die Möglichkeit einer Annahmeverweigerung solch erstellter Meldungen ist eher gering, da sie nachweislich wenig Fehler enthalten. Die Fehlerquellen sind bei Intrastat-Meldungen auf Papiervordrucken um ein vielfaches höher. Erwähnen wir beispielsweise:

- die Lesbarkeit der Angaben,
- die lückenlose Angabe der zu liefernden Informationen (z.B. ob alle Felder des Vordruckes ausgefüllt sind),
- die Übereinstimmung der Daten mit den Intrastat – Tafeln (Warenverzeichnis, Geonomenklatur, usw.),
- ....

## 7. DIE INTRASTAT-MELDUNG

Die gemeldeten Intrastat-Informationen dienen nur zu statistischen Zwecken. STATEC gewährleistet die Geheimhaltung aller individuellen Daten. Alle numerischen Werte sind als positive Zahlen anzugeben.

### 7.1. Informationsquellen

Im Allgemeinen können die benötigten Daten aus folgenden Dokumenten entnommen werden:

- Einkaufs - oder Verkaufsrechnungen;
- Transport - oder Lieferscheine;
- Verträge oder Bestellungsformulare;
- .....

Beachten Sie, dass es zahlreiche Ausnahmefälle gibt (Dreiecksgeschäfte, Dienstleistungen,...) die im Kapitel 5 "Grundlagen der innergemeinschaftlichen Handelsstatistik" aufgelistet werden.

### 7.2. Administrative Auskünfte

#### 7.2.1. Kontaktdaten des Auskunftspflichtigen

##### N° LU

Der Auskunftspflichtige muss seine LU-Nummer angeben.

Einem Auskunftspflichtigen, dessen Filialen oder Produktionseinheiten durch die gleiche Identifikationsnummer (z.B. LU12345678) gekennzeichnet sind, ist es gestattet getrennte Intrastat-Meldungen für diese abzugeben. Die LU- Nummer, muss nach Absprache durch eine zweistellige Kennziffer ergänzt werden (z.B. 12345678**01**, 12345678**02**, ...). Die erweiterte LU-Nummer erlaubt es STATEC die einzelnen Einheiten (Filialen) voneinander zu unterscheiden.

##### Name / Postadresse

In diesem Feld gibt der Auskunftspflichtige die Firmenbezeichnung, sowie die vollständige Adresse an.

##### Kontaktperson, Tel. und Emailadresse:

Die Daten der zuständigen Kontaktperson der Firma sind in diesem Feld anzugeben.

#### 7.2.2. Berichtszeitraum

##### Monat / Jahr

Dieses Feld bezieht sich auf den Berichtszeitraum (Monat / Jahr) der betreffenden Meldung.

In der Regel ist der Berichtszeitraum der Kalendermonat, in dem der Anspruch auf die Mehrwertsteuer für innergemeinschaftliche Lieferungen oder Erwerbe von Gegenständen eintritt. In allen anderen Fällen müssen die innergemeinschaftlichen Geschäfte dem Monat zugeordnet werden, in dem die Warenbewegungen stattgefunden haben.

#### 7.2.3. Partner MwSt-Nummer (nur Versendungen)

Partner MWST-Nummer\*  
DE149875526 Autohaus

Die Angabe der Mehrwertsteuernummer des Handelspartners ist nicht obligatorisch. Bei einer Eingabe erfolgt eine Überprüfung (bei einigen Ländern).

## 7.2.4. Eingabe-Maske der Eingänge in der elektronischen IDEP.WEB Plattform:

Meldung: **Erweitert**, Art: **Eingänge**, Periode: **201712**

Herkunftsland*	DE Deutschland	Netto Masse in Kg (optional)	1 000
Ursprungsland*	MY Malaysia	Zusatz-Einheit (Stück)*	1
Art des Geschäfts*	11 Endgültiger Kauf/Verkauf	Währung	
Verkehrszweig*	3 Straßenverkehr	Rechnungswert in EURO*	10 000
Firmeneigener Code		Statistischer Wert in EURO*	10 000
KN8 Güterkode*	01012100	Referenz	Rechnung N° 1

Zuchtpferde, reinrassig

## Eingabe-Maske der Versendungen in der elektronischen IDEP.WEB Plattform:

Meldung: **Erweitert**, Art: **Versendungen**, Periode: **201712**

Partner MWST-Nummer*	DE149875526 Autohaus	Netto Masse in Kg (optional)	1 000
Bestimmungsland*	DE Deutschland	Zusatz-Einheit (Stück)*	1
Art des Geschäfts*	11 Endgültiger Kauf/Verkauf	Währung	
Verkehrszweig*	3 Straßenverkehr	Rechnungswert in EURO*	10 000
Firmeneigener Code		Statistischer Wert in EURO*	10 000
KN8 Güterkode*	01012100	Referenz	Rechnung N° 1

Zuchtpferde, reinrassig

Die Eingabe-Masken stellen die erweiterte ausführliche Meldung dar. In den ausführlichen und vereinfachten Meldungen sind verschiedene Felder grau und nicht auszufüllen.

### 7.3. Statistische Daten

Sie können Ihren innergemeinschaftlichen Warenverkehr einzeln, d.h. pro Ware eine Zeile eintragen oder gesammelt, d.h. identische Waren werden in einer einzigen Zeile zusammengefasst. Identisch bedeutet, dass die statistischen Daten der Felder für den jeweiligen Monat übereinstimmen müssen.

Beispiel einer Eingabe, die Zeile für Zeile erfolgt:

Linie	Herkunftsland	Art des Geschäfts	Transportweg	Warennummer	Ursprungsland	Nettomasse	Zusatzinheit	Wert Euro
1	BE	11	3	08043000	BE	20	22	44
2	BE	11	3	08043000	BE	25	28	56
3	BE	11	3	08043000	BE	10	11	22

Beispiel einer Eingabe, die in zusammengefasster Form erfolgt:

Linie	Herkunftsland	Art des Geschäfts	Transportweg	Warennummer	Ursprungsland	Nettomasse	Zusatzinheit	Wert Euro
1	BE	11	3	08043000	BE	55	61	122

Falls verschiedene Produkte in einer Rechnung zu einem Total aufgerechnet wurden, muss dieser globale Rechnungsbetrag auf die einzelnen Waren aufgeteilt werden, damit sie einzeln angegeben werden können.

#### 7.3.1. Herkunftsland (Eingänge) / Bestimmungsland (Versendungen)

Herkunftsland\*  Bestimmungsland\*

Bei den „Eingängen“ handelt es sich beim Herkunftsland um den EU-Mitgliedstaat wo die Waren sich zuletzt befanden, ehe sie nach Luxemburg versendet wurden. Beim Versendungsmitgliedstaat handelt es sich also nicht unbedingt um das Ursprungsland, sprich das Land wo die Waren produziert oder montiert wurden. Falls die Waren, vor ihrer Ankunft in Luxemburg, in einem oder mehreren anderen Mitgliedsstaaten eingeführt wurden und dort andere als mit der Beförderung zusammenhängende Aufenthalte oder Rechtsgeschäfte stattgefunden haben (z.B. Eigentumswechsel oder Lohnveredelungsvertrag), gilt als Herkunftsland der letzte EU-Mitgliedstaat, in dem solche Aufenthalte oder Geschäfte stattgefunden haben. Mit der Beförderung zusammenhängende Aufenthalte oder Rechtsgeschäfte wären z.B. ein Wechseln des Transportmittels, oder Behandlungen die dazu bestimmt sind die Waren während der Beförderung in ihrem Zustand zu erhalten.

Bei den „Versendungen“ ist das Bestimmungsland der EU-Mitgliedstaat in den die Waren versendet werden sollen. Falls die Waren, bevor sie das vorgesehene Bestimmungsland A erreichen, in einem anderen Mitgliedsstaat B eingeführt wurden und dort andere als mit der Beförderung zusammenhängende Aufenthalte oder Rechtsgeschäfte stattgefunden haben, gilt Mitgliedsstaat B als Bestimmungsland.

Das Herkunftsland und das Bestimmungsland werden anhand eines zweistelligen alphabetischen Codes angegeben. Nur Mitgliedsländer der EU kommen dafür in Frage (nachfolgende Tafel).

Belgien	BE	Griechenland	GR	Niederlande	NL	Slowenien	SI
Bulgarien	BG	Irland	IE	Österreich	AT	Spanien	ES
Dänemark	DK	Italien	IT	Polen	PL	Tschechische Republik	CZ
Deutschland	DE	Kroatien	HR	Portugal	PT	Ungarn	HU
Estland	EE	Lettland	LV	Rumänien	RO	Vereinigtes Königreich	GB
Finnland	FI	Litauen	LT	Schweden	SE	Zypern	CY
Frankreich	FR	Malta	MT	Slowakei	SK		

#### 7.3.2. Ursprungsland (Eingänge)

Ursprungsland\*

Unter Ursprungsland versteht man das Land, in dem die Waren ihren Ursprung hatten. Waren, die vollständig in einem Land gewonnen oder hergestellt worden sind, haben ihren Ursprung in diesem Land. Eine Ware, an deren Herstellung zwei oder mehrere Länder beteiligt sind, hat ihren Ursprung in dem Land, in dem die letzte wesentliche und wirtschaftlich gerechtfertigte Be- oder Verarbeitung stattgefunden hat. Diese Verarbeitung muss in einem dazu eingerichteten Unternehmen vorgenommen worden sein und zur Herstellung eines neuen Erzeugnisses geführt haben oder eine bedeutende Herstellungstufe darstellen.

Das Ursprungsland wird anhand eines zweistelligen alphabetischen Codes angegeben (siehe nachfolgende Länder-Liste).

## GEONOMENKLATUR

Abu Dhabi	AE	Brunei	BN	Ghana	GH	Kongo	CG
Admiralitätsinseln	PG	Brunei Darussalam	BN	Gibraltar	GI	Kongo (Dem. Republik)	CD
Adschman	AE	Buka	PG	Gozo	MT	Kosovo	XK
Afghanistan	AF	Bulgarien	BG	Grande Comore	KM	Kosrae	FM
Agalegainseln	MU	Burkina Faso	BF	Grande Terre	YT	Kroatien	HR
Ägypten	EG	Burundi	BI	Grenadinen(Südliche)	GD	Kuba	CU
Alandinseln	FI	Büsingen	CH	Griechenland	GR	Kuwait	KW
Albanien	AL	Cabinda	AO	Grönland	GL	La Digue	SC
Aldabra	SC	Campione d'Italia	CH	Großbritannien	GB	Labuan	MY
Algerien	DZ	Carajos Shoals	MU	Guadeloupe	FR	Laos	LA
Alhucemas	XL	Cargados	MU	Guam	GU	Lesotho	LS
Alphonse	SC	Ceuta	XC	Guatemala	GT	Lettland	LV
Amerikanisch Samoa	AS	Chafarinas	XL	Guinea	GN	Libanon	LB
Amerikanische Jungferninseln	VI	Chile	CL	Guinea-Bissau	GW	Liberia	LR
Amirantesinseln	SC	China	CN	Guyana	GY	Libyen	LY
Amsterdam	TF	Chuuk	FM	Haiti	HT	Liechtenstein	LI
Andorra	AD	Clipperton	PF	Halbinsel-Malaysia	MY	Lifou	NC
Angola	AO	Coëtivy	SC	Heard	HM	Litauen	LT
Anguilla	AI	Comino	MT	Heiliger Stuhl	VA	Livigno	IT
Anjouan	KM	Cookinseln	CK	Helgoland (Insel)	DE	Louisiade-Archipel	PG
Antarktis	AQ	Cosmoledoinseln	SC	Henderson	PN	Loyautéinseln	NC
Antigua und Barbuda	AG	Costa Rica	CR	Honduras	HN	Macau	MO
Äquatorialguinea	GQ	Côte d'Ivoire	CI	Hongkong	HK	Madagaskar	MG
Argentinien	AR	Crozetinseln	TF	Howlandinsel	UM	Madeira	PT
Armenien	AM	Curaçao	CW	Indien	IN	Mahé	SC
Aruba	AW	Dänemark	DK	Indonesien	ID	Maisinseln	NI
Ascension	SH	Desroches	SC	Irak	IQ	Malawi	MW
Aserbaidshan	AZ	Deutschland	DE	Iran	IR	Malaysia	MY
Äthiopien	ET	Dominica	DM	Irland	IE	Malediven	MV
Australien	AU	Dominikanische Republik	DO	Island	IS	Mali	ML
Australinseln	PF	Dschibuti	DJ	Israel	IL	Malta	MT
Azoren	PT	Dubai	AE	Italien	IT	Malwinen	FK
Bahamas	BS	Ducie	PN	Jamaika	JM	Man (Insel)	GB
Bahrain	BH	Ecuador	EC	Jan Mayen	NO	Maré	NC
Bakerinsel	UM	El Salvador	SV	Japan	JP	Marokko	MA
Balearen	ES	Elfenbeinküste	CI	Jarvisinsel	UM	Marquesasinseln	PF
Bangladesch	BD	Entrecasteuxinseln	PG	Jemen	YE	Marshallinseln	MH
Barbados	BB	Eritrea	ER	Johnstoninsel	UM	Martinique	FR
Belarus	BY	Estland	EE	Jordanien	JO	Matsu	TW
Belau	PW	Falklandinseln	FK	Kaimaninseln	KY	Mauretania	MR
Belgien	BE	Färöer	FO	Kambodscha	KH	Mauritius	MU
Belize	BZ	Farquhar	SC	Kamerun	CM	Mayotte	YT
Benin	BJ	Fidschi	FJ	Kanada	CA	Mazedonien	MK
Bermuda	BM	Finnland	FI	Kanarische Inseln	ES	McDonaldinseln	HM
Besetzte Palestinensiche Geb.	PS	Frankreich	FR	Kap Verde	CV	Melilla	XL
Bhutan	BT	Französische Südgebiete	TF	Kasachstan	KZ	Mexiko	MX
Birma	MM	Französ. Überseedepartemente	FR	Katar	QA	Midway	UM
Bismarck-Archipel	PG	Französisch Guyana	FR	Keelinginseln	CC	Mikronesien	FM
Bolivien	BO	Französisch Polynesien	PF	Kenia	KE	Mohéli	KM
Bonaire, Saba, Sint Eustatius	BQ	Frégate	SC	Kerguelen	TF	Monaco	FR
Bosnien-Herzegowina	BA	Fudschaira	AE	Kimmen	TW	Mongolei	MN
Botsuana	BW	Gabun	GA	Kingmanriff	UM	Montenegro	ME
Bougainville	PG	Galapagosinseln	EC	Kirgisistan	KG	Montserrat	MS
Bouvetinsel	BV	Gambia	GM	Kiribati	KI	Mosambik	MZ
Brasilien	BR	Gambier	PF	Kleinere Amerik. Inseln	UM	Myanmar	MM
Britische Jungferninseln	VG	Gazastreifen	PS	Kokosinseln	CC	Namibia	NA
Britische Kanalinseln	GB	Georgien	GE	Kolumbien	CO	Nauru	NR



Nepal	NP	Plate	SC	Slowakei	SK	Tschagosinseln	IO
Neubritannien	PG	Pohnpei	FM	Slowenien	SI	Tschechische Republik	CZ
Neuguinea (Ostteil)	PG	Polen	PL	Somalia	SO	Tuamotu	PF
Neuhannover	PG	Portugal	PT	Spanien	ES	Tunesien	TN
Neuirland	PG	Praslin	SC	Sri Lanka	LK	Türkei	TR
Neukaledonien	NC	Providence	SC	St. Barthélemy	BL	Turkmenistan	TM
Neuseeland	NZ	Puerto Rico	US	St. Helena	SH	Turks- und Caicosinseln	TC
Nicaragua	NI	Ras Al Chaima	AE	St. Kitts und Nevis	KN	Tuvalu	TV
Niederlande	NL	Republik Moldau	MD	St. Lucia	LC	Uganda	UG
Niger	NE	Réunion	FR	Sint Maarten(südl. Teil)	SX	Ukraine	UA
Nigeria	NG	Rodrigues	MU	St. Paul	TF	Umm al Kaiwain	AE
Niue	NU	Ruanda	RW	St. Pierre u. Miquelon	PM	Ungarn	HU
Nordirland	GB	Rumänien	RO	St. Vincent	VC	Uruguay	UY
Nordkorea	KP	Russland	RU	St. Brandoninseln	MU	Usbekistan	UZ
Nördliche Marianen	MP	Sabah	MY	Südafrika	ZA	Vanuatu	VU
Norfolkinseln	NF	Salomonen	SB	Sudan	SD	Vatikanstadt	VA
Norwegen	NO	Salomonen(nördl.)	PG	Südgeorgien	GS	Vélez de la Gomera	XL
Oeno	PN	Sambia	ZM	Südkorea	KR	Venezuela	VE
Oman	OM	Samoa	WS	Südsudan	SS	Vereinigte Arabische Emirate	AE
Österreich	AT	San Marino	SM	Suriname	SR	Vereinigte Staaten von Amerika	US
Ost-Jerusalem	PS	Sandwichinseln (südl.)	GS	Svalbard	NO	Vereinigtes Königreich	GB
Ostmalaysia	MY	Sansibar	TZ	Swasiland	SZ	Vietnam	VN
Timor-Leste	TL	Sao Tomé u. Príncipe	ST	Syrien (Arab.Republik)	SY	Wake	UM
Ouvéa	NC	Sarawak	MY	Tadschikistan	TJ	Wallis und Futuna	WF
Pakistan	PK	Saudi-Arabien	SA	Tahiti	PF	Weihnachtsinsel	CX
Palau	PW	Schardscha	AE	Taiwan	TW	Weißrussland	BY
Palmyrainsel	UM	Schwaneninseln	HN	Tanganjika	TZ	Westjordanland	PS
Pamandzi	YT	Schweden	SE	Tansania	TZ	Westsahara	EH
Panama	PA	Schweiz	CH	Thailand	TH	Woodlark	PG
Papua-Neuguinea	PG	Senegal	SN	Togo	TG	Yap	FM
Paraguay	PY	Serbien	XS	Tokelau	TK	Zentralafrikanische Republik	CF
Pemba	TZ	Seychellen	SC	Tonga	TO	Zypern	CY
Penghu	TW	Sierra Leone	SL	Trinidad und Tobago	TT		
Peru	PE	Silhouette	SC	Tristan da Cunha	SH		
Philippinen	PH	Simbabwe	ZW	Trobriand	PG		
Pitcairnseln	PN	Singapur	SG	Tschad	TD		

Spezialcodes	
Schiffs & Luftfahrzeugsbedarf, nicht zu ermittelndes Land	QQ
Schiffs & Luftfahrzeugsbedarf, nicht zu ermittelndes EU-Land	QR
Schiffs & Luftfahrzeugsbedarf, nicht zu ermittelndes Land außerhalb der EU	QS
Nicht zu ermittelndes Land	QU
Nicht zu ermittelndes EU-Land	QV
Nicht zu ermittelndes Land außerhalb der EU	QW
Aus wirtschaftlichen oder militärischen Gründen nicht angegebenes Land	QX
Aus wirtschaftlichen oder militärischen Gründen nicht angegebenes EU-Land	QY
Aus wirtschaftlichen oder militärischen Gründen nicht angegebenes Land außerhalb der EU	QZ
Schiffs & Luftfahrzeugsbedarf, nicht zu ermittelndes Land	QQ

### 7.3.3. Art des Geschäfts

Art des Geschäfts\*

11 Endgültiger Kauf/Verkauf

Unter Art des Geschäfts ist die Summe der Merkmale zu verstehen (Kauf / Verkauf, Veredelung, ...), die dazu dienen, die einzelnen Transaktionen voneinander zu unterscheiden. Die Art des Geschäfts wird anhand eines zweistelligen Codes angegeben (nachfolgende Tafel).

Bezeichnung	Kode
<b>Geschäfte mit tatsächlicher oder beabsichtigter Eigentumsübertragung, mit finanzieller oder anderweitiger Gegenleistung</b>	
Endgültiger Kauf / Verkauf (b)	11
Ansichtssendungen oder Probesendungen, Sendungen mit Rückgaberecht und Kommissionsgeschäfte	12
Kompensationsgeschäfte (Tauschhandel)	13
Finanzierungsleasing (Mietkauf) (c)	14
Sonstige	19
<b>Rücksendung von Waren, die bereits unter Kode 11, 12, 13, 14, oder 19 erfasst wurden, Ersatzlieferungen ohne Entgelt (d)</b>	
Rücksendung von Waren	21
Ersatz für zurückgesandte Waren	22
Ersatz (z.B. unter Garantie) für nicht zurückgesandte Waren	23
Sonstige	29
<b>Geschäfte (nicht vorübergehender Art) mit Eigentumsübertragung, aber ohne finanzielle oder andere Gegenleistung</b>	
Warenlieferungen im Rahmen von durch die Europäische Gemeinschaft ganz oder teilweise finanzierten	31
Andere Hilfslieferungen öffentlicher Stellen	32
Andere Hilfslieferungen (Private, Nicht öffentliche Organisationen)	33
<b>Warensendung zur Lohnveredelung (kein Eigentumsübergang auf den Veredeler) (e)</b>	
Waren, die voraussichtlich in den ursprünglichen Versendungsmitgliedstaat zurückgelangen	41
Waren, die voraussichtlich nicht in den ursprünglichen Versendungsmitgliedstaat zurückgelangen	42
<b>Warensendung nach Lohnveredelung (kein Eigentumsübergang auf den Veredeler) (e)</b>	
Waren, die in den ursprünglichen Versendungsmitgliedstaat zurückgelangen	51
Waren, die nicht in den ursprünglichen Versendungsmitgliedstaat zurückgelangen	52
<b>Reparatur und Wartung (ausgenommen Kode 70) (f)</b>	
Vorgang hinsichtlich einer kostenpflichtigen Reparatur / Wartung	61
Vorgang nach einer kostenpflichtigen Reparatur / Wartung	62
Vorgang hinsichtlich einer kostenfreien Reparatur / Wartung	63
Vorgang nach einer kostenfreien Reparatur / Wartung	64
<b>Warensendungen im Rahmen gemeinsamer Verteidigungsprogramme oder anderer gemeinsamer zwischenstaatlicher</b>	
<b>Lieferung von Baumaterial und Ausrüstungen im Rahmen von Hoch- und Tiefbauarbeiten als Teil eines Generalkontraktes (g)</b>	
<b>Andere Geschäfte, die sich den anderen Codes nicht zuordnen lassen</b>	
Miete, Leihe und Operatives Leasing über mehr als 24 Monate (h)	91
Lagerverlegungen, ohne effektive oder beabsichtigte Eigentumsübertragung (i)	92
Sonstige	99

#### **Anmerkungen:**

- a) Hier ist die Mehrzahl der Versendungen und Eingänge zu erfassen, d.h.
- die Geschäfte, bei denen das Eigentum zwischen Gebietsansässigen und Gebietsfremden wechselt;
  - und eine Zahlung oder Sachleistung (Tauschhandel) erfolgt oder erfolgen wird.
- Dies gilt auch für Warenströme von Waren zwischen verbundenen Unternehmen oder an / von Verteilungszentren, selbst wenn keine sofortige Bezahlung erfolgt.
- Die Importe von Waren aus Nicht-EU-Ländern, die an der Grenze verzollt werden und dann direkt in einen anderen Mitgliedstaat versendet werden, sind auch in dieser Rubrik anzugeben, außer wenn die Art des Geschäfts einem anderen Kode entspricht (21 bis 99).
- b) Einschließlich Ersatzlieferungen von Ersatzteilen oder anderen Waren gegen Entgelt.
- c) Einschließlich Finanzierungsleasing (Mietkauf): Die Leasingzahlungen sind so berechnet, dass sie den ganzen oder fast den ganzen Warenwert abdecken. Die Vorteile und Risiken des Eigentums gehen auf den Leasing-Nehmer über; bei Vertragsschluss wird der Leasing-Nehmer auch rechtlich Eigentümer.
- d) Rücksendungen und Ersatzlieferungen von Waren, die ursprünglich unter die Kodes 31 bis 99 registriert wurden, sind unter dem entsprechenden Kode zu erfassen.
- e) Die Lohnveredelung (unter oder nicht unter zollamtlicher Überwachung) beinhaltet eine Veränderung des Zustandes der Ware. Darunter fallen die Aktionen (Veränderung, Konstruktion, Montage, Verbesserung, Renovierung,...) die zu einem neuen oder verbesserten Produkt führen. Dies führt nicht unbedingt zu einer Veränderung der Klassifizierung des Produkts. Die vom Veredeler auf eigene Rechnung vorgenommene Veredelung ist nicht unter diesen Nummern zu erfassen, sondern unter Kode 11 bis 19. Die Waren, die für eine Perfektionierung bestimmt sind oder nach einer Perfektionierung, müssen als Eingänge und Versendungen angegeben werden.
- f) Eine Reparatur einer Ware führt zur Wiederherstellung ihrer ursprünglichen Funktion oder erhält dessen Funktionsweise. Damit kann auch ein gewisser Umbau oder eine Verbesserung verbunden sein, ändert aber nicht die Natur des Produkts.
- g) Unter Rubrik 80 sind nur jene Geschäfte zu erfassen, bei denen keine einzelnen Lieferungen in Rechnung gestellt werden, sondern eine einzige Rechnung den Gesamtwert der Arbeiten erfasst. Wenn dies nicht der Fall ist, sind die Geschäfte unter Kode 11 zu erfassen.
- h) Nur die Miete, Ausleihe und operatives Leasing von Gütern mit einem Verbleib von über 24 Monaten sind anzugeben. Das operative Leasing ist eine Art Mietvertrag ohne Kaufoption. Es handelt sich dabei um eine Gebrauchsüberlassung der Ware ohne Übertragung der Sach- und Preisgefahr auf den Leasing-Nehmer. Der Leasing-Geber bleibt der rechtliche Eigentümer und verfügt bei Vertragsende wieder frei über die Ware.
- i) Lagerverlegungen, in ein / aus einem EU-Mitgliedsstaat, ohne beabsichtigte Eigentumsübertragung (z.B. Versendung von Waren ins Ausland aus rein logistischen Gründen, welche wieder ins Herkunftsland zurückkehren sollen, ...): diese Lagerverlegungen sind in der Rubrik **92** anzugeben

### 7.3.4. Verkehrszweig

Verkehrszweig\*

3 Straßenverkehr

Unter Verkehrszweig versteht man bei der Versendung und beim Eingang, das Beförderungsmittel, mit dem die Waren vermutlich die Grenze Luxemburgs überquert haben.

Der Verkehrszweig wird anhand eines einstelligen numerischen Kodes angegeben (nachfolgende Tafel).

Bezeichnung	Kode
Eisenbahnverkehr	2
Straßenverkehr	3
Luftverkehr	4
Postsendung	5
Fest installierte Transporteinrichtung	7
Binnenschifffahrt	8
Eigener Antrieb	9

Beispiele: eine Ware die via Flughafen nach Luxemburg kommt, erhält den Kode 4; Ein LKW der nach Luxemburg gefahren wird, erhält den Kode 9; Ein PKW der auf einem LKW transportiert wird, erhält den Kode 3.

### 7.3.5. Firmeneigener Code

Firmeneigener Code

Die Eingabe einer firmeninternen Artikelnummer ist fakultativ (aus der Tabelle „Firmeneigene Güterkode“, Menü „Tabellen“)

### 7.3.6. Warennummer KN8

KN8 Güterkode\*

08043000

Die statistischen Daten sind je nach Warenart anzugeben d.h. nach den achtstelligen Warennummern der Kombinierten Nomenklatur (KN8). Wir weisen darauf hin, dass die Ausgabe 2019 der Warennomenklatur auf unserer Internetseite [www.statec.lu](http://www.statec.lu) (Enquêtes - Espace entreprises - Intrastat) kostenlos heruntergeladen werden kann.

Das Internet-Formular IDEP.WEB enthält die aktuelle Fassung der Warennomenklatur. Anhand eines Suchmoduls basierend auf Schlüsselwörtern, können Sie Warennummern leicht auffinden. Falls Sie Fragen zu Waren und deren Codes haben, wenden Sie sich an unseren Helpdesk (siehe Kapitel 8).

### 7.3.7. Nettomasse

Netto Masse in Kg\*

1 000

Die obligatorische Angabe der Nettomasse entfällt, falls eine Zusatzeinheit für die jeweilige Warennummer angegeben werden muss.

Die Nettomasse der Waren, das heisst ohne das Gewicht der Verpackungen, wird in Kilogramm angegeben. Falls das Gewicht eines Artikels nicht auf der Rechnung angegeben ist, sollten Sie auf andere Quellen zurückgreifen:

- den Zulieferer befragen,
- Kataloge oder Handbücher konsultieren,
- die Nettomasse anhand der Stückzahl errechnen,
- ...

Falls diese Quellen zu keinem Ergebnis führen, müssen Sie eine möglichst genaue Schätzung der Nettomasse des anzugebenden Artikels abgeben.

### 7.3.8. Zusatzeinheit

Zusatz-Einheit (Stück)\*

Die Zusatzeinheiten sind für bestimmte Warennummern erforderlich. Es ist eine Mengeneinheit, die anders als in Kilogramm ausgedrückt wird (z.B. Stückzahl, Liter, Quadratmeter, Kubikmeter, usw.).

### 7.3.9. Währung

Dieses Feld kann für eine Umrechnung von Devisen in Euro benutzt werden.

### 7.3.10. Rechnungswert

Es handelt sich hier um den Betrag auf der Rechnung oder auf dem an ihre Stelle tretendes Dokument (z.B. Lieferschein) und dies **ohne Steuern**. Dieser Betrag ist pro Ware als einheitliche Zahl ohne Dezimalstellen anzugeben.

Falls der Rechnungsbetrag sowohl Dienstleistungen als auch Waren beinhaltet, darf nur der Wert der Waren angegeben werden.

Im besonderen Fall der **Lohnveredelung** oder der **Reparatur** wird der effektive Wert der Veredelung oder Reparatur im Intrastat-System trotzdem in Betracht gezogen. Die korrekte Behandlung dieser Fälle ist unter Punkt 5.2.4 ausführlich erklärt.

### 7.3.11. Statistischer Wert

Im Prinzip ist der statistische Wert der gerechnete Betrag an der luxemburgischen Grenze. Es wird zwischen Eingang und Versendung unterschieden.

#### Versendungen von Luxemburg in einen anderen Mitgliedsstaat.

Theoretisch besteht der statistische Wert aus dem Betrag der Ware und den zusätzlichen Kosten (Versicherung, Transport,...) für den Teil des Transportwegs auf luxemburgischem Territorium. Aufgrund der geringen Größe Luxemburgs sind die Transport und Versicherungs-kosten innerhalb der luxemburgischen Grenzen gering im Vergleich zum ganzen Transportweg. Deswegen, und um die Sache für den Auskunftspflichtigen zu vereinfachen, verzichtet STATEC auf die genaue Aufteilung.

Folglich sind bei einer Rechnung „ab Werk“ der statistische Wert und der Rechnungsbetrag identisch. Bei einer Lieferung „frei Haus“ müssen also die **gesamten** Nebenkosten vom Rechnungsbetrag **abgerechnet** werden, um den statistischen Wert zu erhalten.

#### Eingänge nach Luxemburg aus einem anderen Mitgliedsstaat

Theoretisch besteht der statistische Wert aus dem Betrag der Ware und den zusätzlichen Kosten (Versicherung, Transport,...) für den Teil des Transportwegs außerhalb des luxemburgischen Territoriums.

Aufgrund der geringen Größe Luxemburgs verzichtet STATEC auch hier darauf, dass die Auskunftspflichtigen den Teil der Nebenkosten innerhalb der luxemburgischen Grenzen abziehen. Sodass bei einer Rechnung „frei Haus“ der statistische Wert gleich dem Rechnungsbetrag ist. Bei einer Lieferung „ab Werk“ müssen also die gesamten Nebenkosten zum Rechnungsbetrag **hinzugerechnet** werden, um den statistischen Wert zu erhalten.

Für Waren, die aus Veredelungsvorgangen hervorgehen, wird der statistische Wert so bestimmt, als wenn die Waren gänzlich im Veredelungsmitgliedstaat hergestellt worden wären. So muss der statistische Wert, bei der Versendung und beim Eingang hinsichtlich einer Lohnveredelung, den Wert des hierfür bestimmten Produkts enthalten. Bei der Versendung und beim Eingang nach einer Lohnveredelung muss der statistische Wert, neben den Kosten dieser Lohnveredelung, den Wert des Produktes das hierfür bestimmt war, umfassen (siehe auch Punkt 5.2.4).

Der Betrag ist **ohne Steuern** pro Ware anzugeben.

### 7.3.12. Referenz

Die Angabe der Referenz ist fakultativ. Das Feld kann zum Beispiel für eine Rechnungsnummer benutzt werden.

## 7.4. Zusammenfassende Tabelle der Meldungsdaten

Informationen	Vereinfachte Meldung	Ausführliche Meldung	Erweiterte ausführliche Meldung
<b>Administrative Auskünfte</b>			
Identifikationsnummer	X	X	X
Daten des Auskunftspflichtigen	X	X	X
Berichtszeitraum	X	X	X
<b>Statistische Daten</b>			
Herkunftsland <b>(E)</b> Bestimmungsland <b>(V)</b>	X	X	X
Ursprungsland <b>(E)</b>		X	X
Art des Geschäfts		X	X
Verkehrszweig			X
Warennummer	X	X	X
Nettomasse		X	X
Zusatzinheit		X	X
Rechnungswert	X	X	X
Statistischer Wert			X
<b>(E)</b> Nur bei den Eingängen			
<b>(V)</b> Nur bei den Versendungen			

## 8. HELPDESK INTRASTAT

Allgemeine Fragen (Warennummern, schriftliche Unterlagen, Meldungsbefreiung, usw):

Email: [info-intrastat@statec.etat.lu](mailto:info-intrastat@statec.etat.lu)

luc.kohnen@statec.etat.lu

Tel: 247 84236 (H. Harsch)

247 84246 (H. Kohnen)

Fragen zur EDV (Internet-Formular IDEP.WEB):

Email: [support-intrastat@statec.etat.lu](mailto:support-intrastat@statec.etat.lu)

Tel: 247 84286 (H. Jossa)

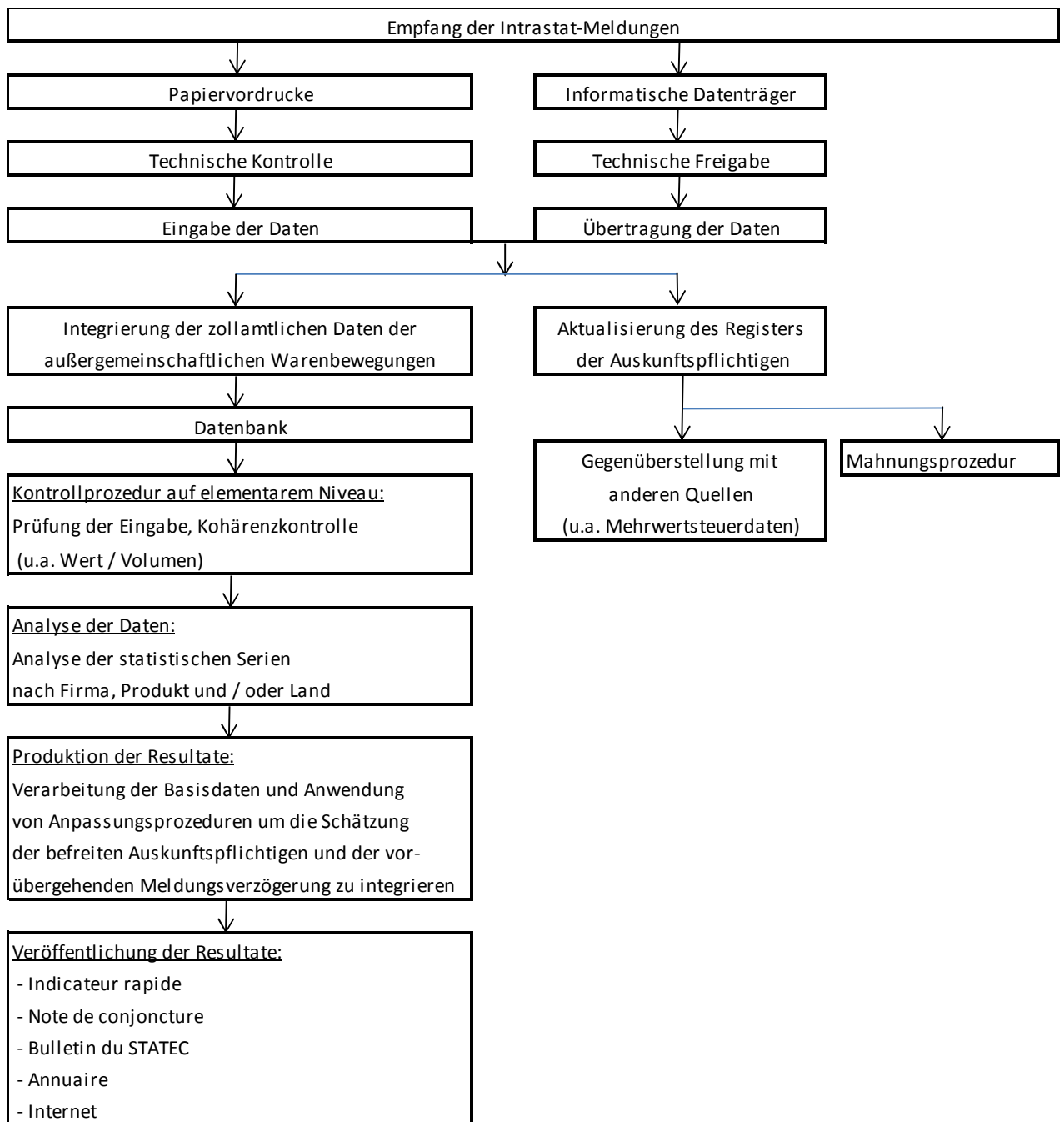
## 9. GEHEIMHALTUNGSPRINZIPIEN

Im Allgemeinen sind die statistischen Ämter gebunden keine individuellen sowie individualisierbaren Daten zu veröffentlichen. Dieses Prinzip ist ebenfalls in einer Verordnung der Europäischen Union festgehalten. Für die Außenhandelsstatistik besteht allerdings eine grundlegende Ausnahme für alle Mitgliedsstaaten inklusiv Luxemburg. Durch diese Verordnung ist Luxemburg verpflichtet dieses spezielle Geheimhaltungsverfahren für die Außenhandelsstatistik zu übernehmen.

Allerdings können betroffene Unternehmen beantragen, dass Daten die ihre Aktivitäten offen legen würden, geheim gehalten werden. Die Ursache für dieses spezielle Geheimhaltungsverfahren ist das Vorhandensein in den anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union und den internationalen Organisationen (u.a. Eurostat, OCDE, UNO) von Daten über den Handel mit Luxemburg, die ein Spiegelbild der in Luxemburg existierenden Daten darstellen. Diese spezifische Regelung in der statistischen Geheimhaltung gilt allerdings nur für die Außenhandelsstatistik.

Es wird darauf hingewiesen, dass STATEC für alle Statistiken, die Außenhandelsdaten inbegriffen, auch weiterhin keine individuellen Daten (d.h. Daten die von einer einzelnen Firma angegeben wurden) an Dritte weiterleiten wird.

## WIE WIRD DIE AUSSENHANDELSSTATISTIK ERSTELLT?





## 11. GEMEINSCHAFTLICHE RECHTSVORSCHRIFTEN

- Verordnung (EWG) Nr. 3330/91 des Rates vom 7.11.1991 über die Statistiken des Warenverkehrs zwischen Mitgliedstaaten (AB I. Nr. L 316 vom 16.11.1991, S.1)
- Verordnung (EWG) Nr. 2256/92 der Kommission vom 31.7.1992 über die statistischen Schwellen der Statistik des Handels zwischen den Mitgliedstaaten (AB I. Nr. L 219 vom 4.8.1992, S. 40)
- Verordnung (EWG) Nr. 3046/92 der Kommission vom 22.10.1992 zur Festlegung bestimmter Durchführungsschriften für die Verordnung (EWG) Nr. 3330/91 des Rates über die Statistiken des Warenverkehrs zwischen Mitgliedstaaten (AB I. Nr. L 307 vom 23.10.1992, S. 27)
- Verordnung (EWG) Nr. 3590/92 der Kommission vom 11.12.1992 bezüglich der Datenträger für die statistische Information der Statistik des Handels zwischen den Mitgliedstaaten (AB I. Nr. L 364 vom 12.12.1992, S 32)
- Verordnung (EG) Nr. 1125/94 der Kommission vom 17.5.1994 bezüglich der Übermittlungsfrist der Ergebnisse der Statistik des Handels zwischen den Mitgliedstaaten (AB I. Nr. L 124 vom 18.5.1994, S. 1)
- Verordnung (EG) Nr. 2820/94 der Kommission vom 21.11.1994, zur Festlegung einer Transaktionsschwelle im Rahmen der Statistik des Handels zwischen den Mitgliedstaaten (AB I. Nr. L 299 vom 22.11.1994, S. 1)
- Verordnung (EG) Nr. 2385/96 der Kommission vom 16.12.96, die Verordnung (EWG) Nr. 3046/92 abändernd, die einige Anwendungsbestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 3330/91 des Rates die sich auf die Statistiken des innergemeinschaftlichen Handels bezieht und letztere, was die Angabe der Nettomasse angeht, abändernd, festlegt (ABI Nr. L 326 vom 17.12.1996, S. 10)
- Verordnung (EG) Nr. 860/97 der Kommission vom 14.5.1997, die Verordnung (EWG) Nr. 3046/92 abändernd, bezüglich der Angabe des Warenwertes (ABI Nr. L 123 vom 15.5.1997, S. 12)
- Verordnung (EG) Nr. 1624/2000 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 10.7.2000 zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 3330/91 des Rates über die Statistiken des Warenverkehrs zwischen Mitgliedstaaten im Hinblick auf eine vereinfachte Anwendung der Warennomenklatur wurde angenommen und ist verfügbar im Amtsblatt Nr. L 187 vom 26.7.2000.
- Verordnung (EG) Nr. 1901/2000 der Europäischen Kommission vom 7.9.2000 zur Durchführung der Verordnung (EWG) Nr. 3330/91 des Rates über die Statistiken des Warenverkehrs zwischen Mitgliedstaaten wurde angenommen und ist verfügbar im Amtsblatt Nr. L 228 vom 8.9.2000.
- Verordnung (EG) Nr. 638/2004 der Europäischen Kommission und des Rates vom 31.3.2006 über die Statistiken des Warenverkehrs zwischen Mitgliedstaaten zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 3330/91 des Rates und ist verfügbar im Amtsblatt Nr. L 102 vom 7.4.2006, Seite 1.
- Verordnung (EG) Nr. 1982/2004 der Europäischen Kommission vom 18.11.2006 zur Durchführung der Verordnung (EG) Nr. 638/2004 der Europäischen Kommission und des Rates über die Statistiken des Warenverkehrs zwischen Mitgliedstaaten zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1901/2000 und (EWG) Nr. 3590/92 der Kommission.
- Verordnung (EG) Nr. 1915/2006 der Europäischen Kommission vom 24.11.2006, die Verordnung (EG) Nr. 1982/2004 abändernd, bezüglich der Vereinfachung der Angabe der Stückzahl und die Spezifikationen über besondere Warenbewegungen.
- Verordnung (EG) Nr. 222/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. März 2009 zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 638/2004 über die Gemeinschaftsstatistiken des Warenverkehrs zwischen Mitgliedstaaten.
- Verordnung (EU) Nr. 91/2011 der Europäischen Kommission vom 2. Februar 2011 zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 1982/2004 zur Durchführung der Verordnung Nr. 638/2004 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Gemeinschaftsstatistiken des Warenverkehrs zwischen Mitgliedstaaten hinsichtlich der Liste der von der Statistik ausgenommenen Güter, der Übermittlung von Informationen durch die Steuerbehörde und der Qualitätsbewertung.
- Verordnung (EU) Nr. 96/2011 der Europäischen Kommission vom 4. Februar 2011 zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 1982/2004 zur Durchführung der Verordnung (EG) Nr. 638/2004 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Gemeinschaftsstatistiken des Warenverkehrs zwischen Mitgliedstaaten hinsichtlich der Vereinfachungsschwelle, des Handels nach Unternehmensmerkmalen, besonderer Waren und Warenbewegungen und der Kodierung der Art des Geschäfts.
- Verordnung (EU) Nr. 1093/2013 der Kommission vom 4. November 2013 zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 638/2004 des Europäischen Parlaments und des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 1982/2004 der Kommission hinsichtlich der Vereinfachung des Intrastat-Systems und der Erhebung von Intrastat-Daten.





# VERSENDUNG

Vereinfachte Meldung

Monat / Jahr

--	--

Auskunftspflichtiger:

N° LU: \_\_\_\_\_

Name:

Postadresse:

Kontaktperson:

Tel.:

Emailadresse:

Bestimmungsland <i>(2 Buchstaben)</i>	Warennummer <i>(8 Ziffern)</i>	Rechnungswert in Euro <i>(ganze positive Zahl)</i>

## Table de conversion – Umstellungs-Tabelle 2018 / 2019

„ex“ signifie que le contenu du code de l'année 2019 est composé partiellement du code de 2018 qui se trouve sur la même ligne.

„ex“ bedeutet, dass der Inhalt der Warennummer 2019 teilweise der Nummer 2018 entspricht, die sich auf der gleichen Linie befindet.

2018		2019
0308 30 10	ex	0308 30 80
0308 30 90	ex	0308 30 80
2710 12 51	ex	2710 12 50
2710 12 59	ex	2710 12 50
7606 12 20	ex	7606 12 19
7606 12 20	-	7606 12 20
7606 12 92	-	7606 12 11
7606 12 92	ex	7606 12 19
7606 12 92	-	7606 12 92
8443 13 31	ex	8443 13 32
8443 13 35	ex	8443 13 32
8443 13 35	ex	8443 13 34
8443 13 39	ex	8443 13 34
8443 13 39	-	8443 13 38

**Codes marchandises avec unité supplémentaire obligatoire ou changement d'unité supplémentaire en 2019.  
Warennummern mit obligatorischer Zusatzeinheit oder Änderung der Zusatzeinheit ab 2019.**

NC8	Unité / Einheit
2710 12 41	m <sup>3</sup>
2710 12 45	m <sup>3</sup>
2710 12 49	m <sup>3</sup>

